

PARIS TEHERAN

Au cœur des dynamiques franco-iraniennes

ROLAND DUMAS ET L'IRAN

DOSSIER

La ville face à ses
citoyens

—

VILLE-MONDE

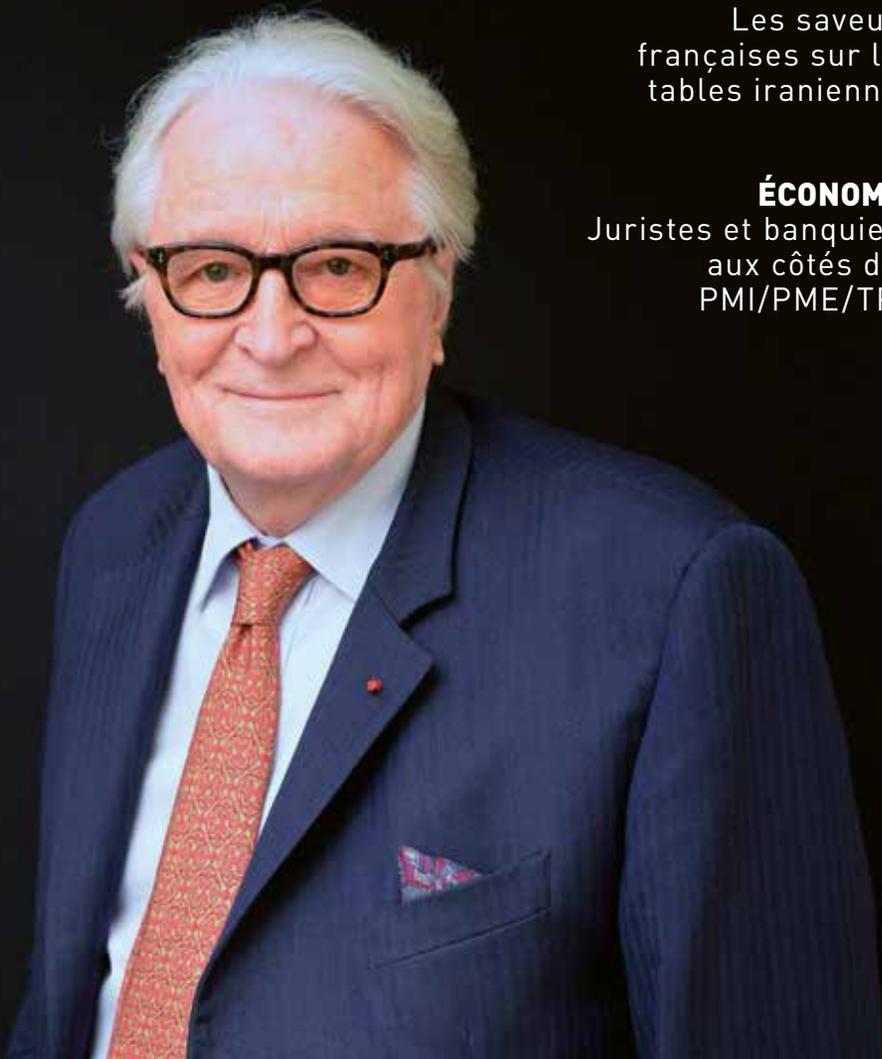
Les saveurs
françaises sur les
tables iraniennes

—

ÉCONOMIE

Juristes et banquiers
aux côtés des
PMI/PME/TPE

—



AVIS AUX LECTEURS DE PARISTÉHÉRAN

Devenez nos yeux et nos oreilles

N'hésitez pas à nous signaler tout évènement qui participe à l'enrichissement des relations franco-iraniennes, quel que soit le domaine (culture, économie, coopération scientifique, monde associatif franco-iranien...).

**Nous saurons le mettre
en valeur !**



Envoyez vos messages au contact suivant :

RÉDACTION DE PARISTÉHÉRAN
ALL CONTENTS PRESSE
23 bis rue de Turin, 75008 Paris

ou par e-mail à

adrien.simonnot@allcontents.com



© Jean-Claude Voisin

L'IRAN

ENTRE BOOM TECHNOLOGIQUE ET SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE

Par Jean-Claude Voisin,
rédacteur en chef

Les multiples aspects de l'Iran d'aujourd'hui ne cessent d'interpeller tant les voisins envieux, qui redoutent le développement de ce pays hautement éduqué, que l'Occident, qui reste ancré dans ses préjugés.

Notre rubrique Économie s'intéresse dans ce numéro à l'avenir des PME/PMI occidentales en Iran. Même si le droit reste encore à améliorer, la Banque Publique d'investissement (Bpifrance) se prépare à accompagner nos entreprises. Nos amis Allemands ne sont pas en reste. Nos voisins Suisses se mobilisent. Dernièrement, à l'initiative du Ministre fédéral de l'Économie, 80 chefs d'entreprises suisses se réunissaient à Bienne pour évoquer l'avenir des relations avec l'Iran, ce nouvel eldorado et les données d'un déploiement. Le discours du Ministre était plein de promesses : « Les Iraniens recherchent ce qu'il y a de meilleur, pas ce qu'il y a de moins cher », évoquant la réputation de fiabilité des produits suisses. Les orateurs ont rappelé que 45 % de la population gagne déjà plus de 20 000 dollars par an : « en termes de classe moyenne, l'Iran est mieux placé que la Chine, le Brésil ou l'Indonésie... ». La Suisse est particulièrement attentive aux secteurs du luxe, de la chimie, de l'industrie pharmaceutique, de la santé, des équipements médicaux ou du tourisme. Les startups technologiques iraniennes sont en plein essor. Elles profitent en creux, tout comme en Chine, de l'absence des GAFAM pour se développer sur un marché local dynamique. En Iran, le nombre d'internautes a augmenté de 21 % en 2016, mais seulement 40 % des connexions mobiles se font actuellement sur des réseaux 3G et 4G. Toutefois, 40 millions de téléchargements sont passés par Tele-

gram ! Plus de 12 millions de smartphones ont été vendus en 2016 ! C'est cet Iran là sur lequel revient Roland Dumas, ancien ministre d'État, ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, dans l'interview qu'il a accordée à ParisTéhéran. Cet Iran intelligent, éduqué, ouvert sur le monde : une image confortée par la densité des programmations culturelles qui, à travers tout l'hexagone, propose de découvrir, ou de mieux connaître, la culture iranienne sous toutes ces facettes. Paris-Téhéran est parti à la découverte des acteurs de ce rapprochement culturel. Mais l'actualité du trimestre restera le tremblement de terre qui fit 450 morts et 7500 blessés dans la province de Kermanshah, à l'ouest du pays, le 12 novembre dernier. Avec 5065 tremblements de terre en 2017, l'Iran vit quotidiennement dans la peur d'un séisme. Mais cette fois, de mémoire d'Iranien, en complément à l'aide gouvernementale, jamais une telle solidarité ne s'était manifestée pour venir en aide aux blessés et aux sinistrés, selon des Téhéranais interrogés. Collectes de dons, d'argent, mises en place privées de camions, offres de soins et d'opérations gratuites de la part des chirurgiens, de logements chez l'habitant pour les familles des blessés séjournant dans la capitale... À tel point qu'une semaine après la catastrophe, les habitants de cette province kurde à majorité sunnite demandaient à leurs compatriotes de ne plus envoyer d'aides, n'arrivant plus à tout gérer. Cet épisode, qui illustre une fois de plus l'adhésion de la population à la notion d'Iran, quelles que soient les minorités religieuses concernées, montre, s'il en était besoin, combien l'Iran est loin des clichés entretenus en Europe. ■

SOMMAIRE



3 MOIS DANS LE MONDE

Xi Jinping, l'homme de l'année... prochaine 04

GRAND ENTRETIEN

Roland Dumas et l'Iran 12

VILLE-MONDE

Les saveurs françaises sur les tables iraniennes 20

ÉCONOMIE

Juristes et banquiers aux côtés des PME/PMI/TPE 34

DIASPORA

Navid-Alexandre Elahi 50

Rezvan Farsijani 51

Hoda Sajjadi 52

Kaveh Hedayatifar 53

Aïda Asgharzadeh 54

GRANDS RENDEZ-VOUS

Téhéran sur smartphone 58

L'art du Qalamkar au Musée Bargoin de Clermont-Ferrand 58

Jeunes talents iraniens en masterclass 59

L'Iran, invité d'honneur au Salon de l'Élevage de Clermont-Ferrand 60

Tourisme : l'Iran développe ses actions de communication 62

Jean-Baptiste Lemoyne à Téhéran 63

Le Téhéran des quartiers populaires 64

Français et Iraniens planchent sur l'environnement 65



DOSSIER

La ville face à ses citoyens 66

HUB

Hub : Téhéran, les citoyens ont la parole 84

SOCIÉTÉ

La Perse, miroir oriental de la France 94



CULTURE

L'engouement de la France pour les artistes iraniens 100

PORTFOLIO

Portfolio : l'Iran, pays du design graphique 108

RETOUR D'IRAN

Brigitte Colette : le wagon de l'amitié 118

Directeur de la publication et de la rédaction : Olivier Breton. **Rédacteur en chef :** Jean-Claude Voisin. **Rédacteur en chef adjoint :** Adrien Simonnot-Lanciaux. **Directeur de l'édition iranienne :** Dr. Mahmoud Mohammadi. **Ont collaboré à ce numéro :** Lili Alouki-Bakhtiari, Mohammad Hossein Booshani, Brigitte Colette, Thierry Coville, Catherine Dorgnac, Thomas Flichy de la Neuville, Mandi Heshmati, Thierry Joulin, Jamal Kamiab, Alireza Khalili, Patrick Laffite, Manijeh, Saed Meshki, Natasha Milanian, Pedro Novo, Fatemeh Shademan, Kourosh Shamlou, Georges Sioufi, Daniel Vernet. **Production Création :** Richard Galvão, Élise Chosson, Marie-Charlotte Brière. **Service abonnements :** All Contents Presse - Tel. : +33 (0)1 44 26 26 06, adrien.simonnot@allcontents.com - **Photo de couverture :** © SIPA. **Rédaction en France :** 23 bis rue de Turin, 75008 Paris - ISSN 2552-8815. **Imprimerie :** Imprimerie Loire Offset – ParisTéhéran est publié par All Contents Presse France, SARL au capital de 90000 euros – SIRET : 507 452 084 00019.

XI JINPING, L'HOMME DE L'ANNÉE... PROCHAINE

Par Daniel Vernet

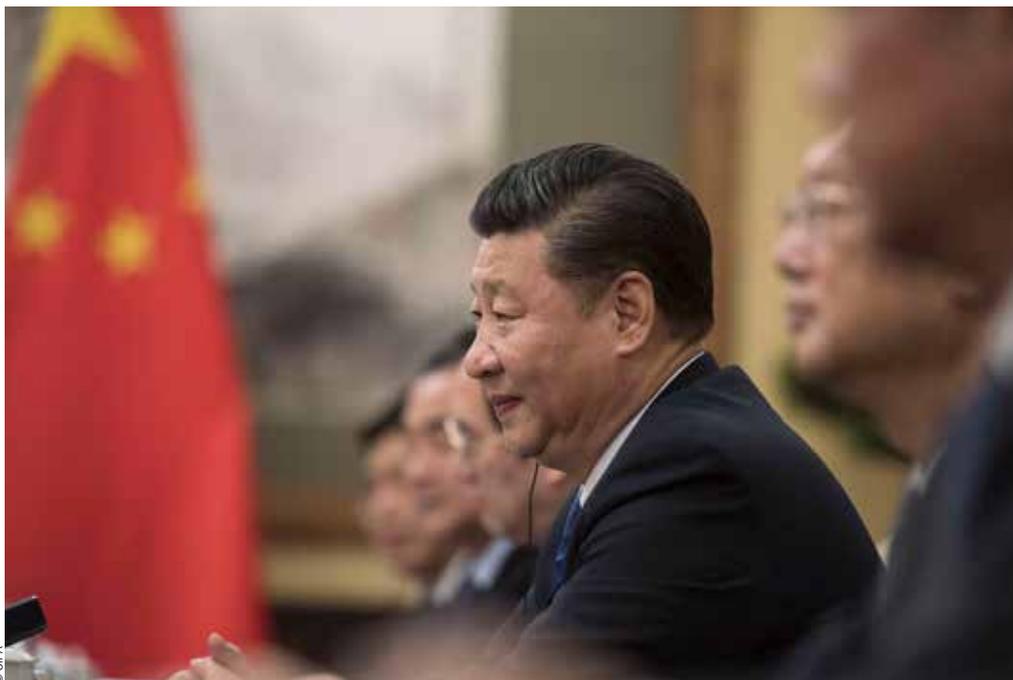


Daniel Vernet est président du site boulevard-exterieur.com, collaborateur de slate.fr et de telos-eu.com. Ancien correspondant à Bonn, Moscou et Londres, il a été directeur de la rédaction et des relations internationales du journal *Le Monde*.

Dans toutes les librairies de Chine s'entassent des piles de petits livres blancs aux lettres dorées : le texte du discours de Xi Jinping au 19^e Congrès du Parti communiste qui s'est tenu au mois d'octobre. Après Mao Zedong, Xi Jinping est seulement le deuxième dirigeant chinois à intégrer sa « pensée » dans la charte du parti. Le petit livre doré va remplacer le petit livre rouge. Mais dans une Chine en proie à une frénésie de consommation, il n'est pas sûr que, même contrainte, la lecture des œuvres du secrétaire général du PCC ait un succès équivalent. Peu importe. L'essentiel, c'est que la figure du chef incontesté de l'État et du parti soit omniprésente. Qu'il ne subsiste aucun doute sur l'orientation qu'il veut donner à la politique

chinoise. Le 19^e Congrès est censé avoir ouvert une « nouvelle ère » du socialisme « aux couleurs de la Chine ». Cette nouvelle ère doit s'étendre sur une trentaine d'années et ranimer le « rêve chinois » du XIX^e siècle : refaire de la Chine « un pays puissant et prospère » qui compte dans le monde.

Pour Xi Jinping, les années qui ont précédé son arrivée au pouvoir ressemblent à la « stagnation » des derniers temps de l'URSS. Mikhaïl Gorbatchev y a mis fin au prix d'une disparition de l'Union soviétique. Les dirigeants chinois en ont tiré les leçons. Pas question de libéraliser le régime pour risquer son effondrement. Au contraire, plus le pays se modernise, plus nombreux sont les Chinois qui accèdent à la société de consommation et plus le Parti communiste – en fait son noyau diri-



geant et les organes de contrôle – doit renforcer sa domination. À l'intérieur comme à l'extérieur.

Finie la feinte « modeste » préconisée par Deng Xiaoping dans les années 1980. Le père des réformes chinoises voulait garder un profil bas sur la scène internationale, au moins aussi longtemps que la Chine restait un pays sous-développé. Pour Xi Jinping, cette époque est révolue. Même si elle se considère souvent comme le chef de file des pays en voie de développement, la Chine est maintenant en mesure de disputer aux États-Unis la première place dans la hiérarchie des puissances économiques. Elle peut exercer son influence dans la politique internationale. Elle ne s'en prive pas quand ses intérêts sont en jeu, tout en évitant de s'impliquer dans les crises qui ne la concernent pas directe-

ment. Elle se présente même comme un modèle mêlant essor économique et fermeté politique, loin de l'instabilité des démocraties. Le grand projet de la « nouvelle route de la soie » appelé à affirmer la présence chinoise du Pacifique à l'Europe occidentale illustre cette ambition. Un homme la porte : Xi Jinping. Tous les cinq ans, les congrès du PCC avaient traditionnellement pour fonction de préparer la succession du secrétaire général-président, qui ne devait pas accomplir plus de deux mandats. Rien de tel cette année. Tout semble indiquer que Xi Jinping, 64 ans, a l'intention de rester au pouvoir au-delà de 2022. Afin d'asseoir ce « rêve chinois » qu'il présente avec à la fois autorité et retenue : donner à la Chine la place qui lui revient. Ni plus, ni moins. ■



© SIPA

En Autriche, les conservateurs menés par le jeune Sebastian Kurz sont arrivés en tête des élections du 15 octobre. Ils ont décidé de former un gouvernement avec la droite populiste de Heinz-Christian Strache, héritier de Jörg Haider.



© SIPA

Le 29 novembre, la Corée du Nord a lancé un missile balistique intercontinental capable d'atteindre le territoire américain et l'Europe, pour la plus grande joie de Kim Jong-un. Le dictateur nord-coréen ne se laisse pas détourner par les sanctions internationales appuyées par la Chine de son ambition d'entrer dans le club des puissances nucléaires.

Avec le soutien des Kurdes de la diaspora, le « oui » en faveur de l'indépendance du Kurdistan irakien l'a emporté avec 92,73 % des suffrages, provoquant des représailles de la part du gouvernement central de Bagdad. Pour apaiser les tensions, le chef du gouvernement régional Massoud Barzani a décidé de geler la proclamation d'indépendance.



© SIPA



© SIPA

Manifestation de soutien aux indépendantistes catalans, le 7 décembre à Bruxelles. Les élections régionales du 21 décembre sont destinées à clarifier la situation après la victoire du « oui » à l'indépendance de la Catalogne lors du référendum du 1^{er} octobre, déclaré illégal par Madrid.



© SIPA

Le 1^{er} octobre, un forcené a tiré sur la foule de Las Vegas depuis une chambre d'hôtel, faisant 58 victimes. Ces tueries qui se répètent aux États-Unis ne dissuadent pas les Américains partisans de la vente quasiment libre des armes, y compris le premier d'entre eux, le président Donald Trump. Ils continuent d'invoquer le premier amendement de la Constitution et la liberté de tout citoyen de se défendre.



Beyrouth s'apprête à accueillir Saad Hariri après qu'il a repris sa démission du poste de Premier ministre, imposée par l'Arabie saoudite pour protester contre l'influence du Hezbollah. Emmanuel Macron avait obtenu du prince héritier Mohamed ben Salmane que Saad Hariri retenu à Riyad puisse rentrer au Liban.

Les femmes viennent d'être autorisées à conduire en Arabie saoudite. Cette mesure fait partie du vent de modernisation que le prince héritier Mohamed ben Salmane, responsable de l'économie et de la défense, veut insuffler dans le royaume. Sous couvert de lutte contre la corruption, l'affirmation de son pouvoir se traduit par des purges. Des centaines de membres de la famille royale ont été assignés à résidence dans les palaces de Riyad après avoir été dépouillés d'une partie de leur fortune.





© SIPA

Les juges arrivent, le 24 novembre, à la cérémonie d'investiture du nouveau président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, après la démission forcée de Robert Mugabe, 93 ans, le plus vieux dictateur africain, au pouvoir depuis trente-sept ans.



Donald Trump montre le décret présidentiel annonçant la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv dans la Ville sainte. Cette décision unilatérale qui met à mal la possibilité de coexistence de deux États, israélien et palestinien, avec Jérusalem comme capitale partagée, a provoqué la colère des Palestiniens. Le Hamas a appelé à une nouvelle Intifada.

© SIPA



© SIPA

Un migrant s'est enchaîné lors d'une manifestation à Athènes, le 2 décembre, pour protester contre les conditions inhumaines imposées à ses frères en Libye. Quatre à sept cent mille migrants africains se trouvent dans ce pays en attendant de pouvoir traverser la Méditerranée sur des embarcations de fortune ou d'être rapatriés. Certains sont vendus comme des esclaves.



Roland Dumas dans son cabinet parisien

GRAND ENTRETIEN

Roland Dumas et l'Iran



© Jean-Claude Voisin

ROLAND DUMAS ET L'IRAN: L'HOMME DU DIALOGUE

L'ancien ministre d'État de François Mitterrand, proche du Président, n'a cessé de s'engager vis-à-vis de l'Iran sur la voie du dialogue - quitte à apparaître dans la presse française comme un paria à la solde du gouvernement iranien. Quelles étaient les motivations du ministre, du militant, de l'avocat, de l'homme Roland Dumas dans toutes ses actions ? Celui qui fut aux commandes de la diplomatie française pendant près de dix années nous livre ici ses convictions et ses analyses.

Interview de Roland Dumas par Jean-Claude Voisin

ParisTéhéran - Nous connaissons votre amour pour l'Iran, pour Téhéran. Pourquoi cet amour ?

Roland Dumas - Il faut remonter assez loin pour comprendre ma posture vis-à-vis de ce grand pays. J'ai découvert pour la première fois l'Iran alors que j'étais jeune journaliste. Je travaillais à l'Agence économique et financière dont le journal était l'Information. Mon arrivée à l'Information coïncide avec l'arrivée au pouvoir en Iran de Mossadegh. L'Iran était déjà célèbre chez nous tous. La nationalisation des pétroles et l'éviction des Anglais intéressait la Compagnie Française des Pétroles très liée financièrement

© Jean-Claude Voisin



Roland Dumas et Jean-Claude Voisin

à notre journal économique et financier, et qui voyait en Iran des intérêts financiers évidents. Puis un beau jour, sortant de mon Limousin natal et n'ayant aucune prédestination à l'international, la rédaction me réveille et me propose de partir à l'étranger faire un reportage pour «la feuille», nom donné à notre quotidien. J'étais enthousiaste. On me donne plus d'informations. Il s'agira d'aller en Iran dans le fameux contexte de la nationalisation des pétroles, dont les conséquences intéressaient au premier chef notre partenaire, la Compagnie française des Pétroles, qui pouvait en retirer des avantages. Ce fut là une belle opportunité. Passant par Londres, je prenais mon billet pour Téhéran. Je trouve alors ▶

J'AI DÉCOUVERT POUR LA
PREMIÈRE FOIS L'IRAN ALORS QUE
J'ÉTAIS JEUNE JOURNALISTE.

► là-bas à Téhéran le seul Français, un représentant de l'AFP, qui portait un nom prédestiné : Napoléon. À cette époque, il y avait très peu de Français en Iran. Avec un peu de gentillesse et de bagoût, je réussis à m'introduire dans cette société mystérieuse pour moi. Je fais alors la connaissance de plusieurs personnes, dont un jeune ingénieur devenu le Ministre des pétroles iraniens à la suite de la prise de pouvoir de Mossadegh, M.Hassibi, un homme très intelligent ; il me propose de m'inviter à déjeuner le prochain dimanche. Je le vois arriver avec un grand tapis, une énorme cage avec un superbe perroquet, et me dire : « Cela ne vous dérange pas si nous allons pique niquer ? » Nous sommes partis alors près d'une charmante rivière. Le paysage me rappelait les miniatures persanes. Nous avons commencé à bavarder, quatre à cinq heures ; j'avais 30 ans, je me suis enhardi et j'ai sollicité un entretien avec Mossadegh, un personnage immense dans tous les sens du terme, considéré de nos jours comme un grand patriote. Il parlait des Américains avec du respect mais avec autorité. De fil en aiguille, j'ai fait une dizaine de reportages puis plusieurs voyages touristiques privés en Iran. C'est là que j'ai appris à connaître l'Iran et les Iraniens.

Entré au gouvernement Mitterrand en 1983, je vais m'engager pour inverser le jeu de nos alliances et nous rapprocher des Iraniens avec lesquels nous avions plusieurs différends. Mes rencontres précédentes me permettaient alors de rencontrer les bonnes personnes et peu à peu, avec détermination, alors que j'avais tous mes collègues du gouvernement contre moi, j'ai bénéficié de l'appui total du Chef de l'État et nos relations avec l'Iran en sortirent apaisées. Je ne comprenais pas cette guerre absurde que l'ensemble des pays occidentaux réunis autour de Saddam Hussein menait sur le dos de l'Iran et de cette population éduquée, dans laquelle j'avais été de nombreuses fois reçu. J'expliquai à François Mitterrand que c'était une erreur de se bloquer et de se heurter à l'Iran. Je me souviens de ma rencontre avec mon homologue Velayati, un homme charmant, très susceptible, comme le sont souvent les Iraniens, mais dans le bon sens

du mot. Ils ont conscience de ce qu'ils représentent ; même dans le malheur, ils restent dignes. Ma persévérance envers François Mitterrand, comprise et acceptée par lui, a fait de moi, auprès de mes interlocuteurs iraniens, l'homme qui avait ainsi changé l'horizon politique de la France au Moyen-Orient. Avec notre retrait de l'alliance, la posture de la France vis-à-vis de leur pays, le remboursement de notre dette d'un milliard de dollars, le règlement de l'affaire des otages au Liban, je devenais un interlocuteur fiable. Cela m'a valu une grande reconnaissance de la part des Iraniens. Je puis ainsi aussi bénéficier d'une entrevue très amicale d'une heure chez le Guide Ali Khamenei. J'ai toujours tenu à entretenir des relations amicales avec mes correspondants là-bas. J'ai toujours pensé que j'avais affaire à un peuple qui n'était pas ordinaire. Ce n'est pas un peuple de guerriers. Mais les lobbies ont beaucoup nuit à l'image du peuple iranien, proclamant que les Iraniens sont très malins, qu'ils préparent la bombe, qu'ils nous mènent par le bout du nez, qu'ils ne respectent jamais leurs engagements... Il peut y avoir un peu de vérité mais au fond, derrière l'Iran, je sentais qu'il y avait la Perse. J'étais très conscient de ce que je faisais. Et aujourd'hui je suis encore avec ce pays en parfaite relation de confiance. Je reste indulgent avec l'Iran car je sais que ce ne sont pas les gens que l'on veut bien nous dépeindre.

LES IRANIENS NE SONT PAS
LES GENS QUE L'ON VEUT BIEN
NOUS DÉPEINDRE.

PT - Aujourd'hui, quelle est votre perception de la posture française vis-à-vis de l'Iran et de son devenir ? Notamment sur la question du nucléaire ?

RD - Le préjugé, qui fait de l'Iran l'ennemi principal, reste tenace. Au Quai d'Orsay, que j'ai bien connu, il y a des réseaux d'influence pour telle ou telle position, difficiles à contourner, des réticences. On emboîte le pas de l'opinion publique,

qui veut que l'on se méfie de l'Iran tortueux... Mais à l'Elysée, le Président Macron de son côté avance très prudemment, à petits pas. Doucement, il est sur une voie qui va améliorer les relations entre la France et l'Iran. Il est pour l'apaisement. Mais la méthode reste difficile. La «coquetterie», la fierté, l'orgueil iranien doivent être pris en compte. Le Président Macron a certainement fait l'analyse que j'avais faite moi-même. Les Iraniens ne sont pas des nazis. Il suffit pour cela d'aller au Madjles (le Parlement) pour comprendre le niveau du discours. Avec Mossadegh, puis bien après, j'y suis allé souvent et j'y ai assisté à de vrais débats. À mon époque, il y avait, tant au Quai qu'à l'Elysée, des personnes qui ne se privaient pas de conseiller le Ministre ou le Président, avec une réelle influence sur eux, dans le mauvais sens. Aujourd'hui, je pense que le Président Macron a son propre jugement. Pour revenir à votre question du nucléaire, déjà à l'époque du Shah, puis par la suite, les responsables iraniens n'ont cessé d'expliquer que les énergies telles que le pétrole et le gaz ne sont pas éternelles, et qu'il faut d'ores et déjà songer à l'après-pétrole. Ce qui, y compris au regard de nos experts occidentaux, n'est pas si idiot que cela. Le pays se prête aux contrôles. Il faut impérativement rebâtir un climat de confiance. Nous avons beaucoup à apprendre pour nous comprendre. Les Iraniens sont très susceptibles. Je l'ai appris à mes dépens : alors que lors du décès d'un premier ministre, j'avais envoyé un message de sympathie et de condoléances à mon homologue, Ali Akbar Velayati, qui m'est très proche, ce dernier s'est permis de m'appeler et de me dire qu'il serait mieux si ce n'était pas l'homme Roland Dumas qui adresse ce message à son ami mais le Ministre par la voie officielle du gouvernement... Jamais avec aucun autre gouvernement je n'aurais eu ce type de mésaventure, mais ceci ne doit pas nous arrêter.

Les relations France-Iran vont plutôt dans le bon sens. Actuellement, je suis plutôt optimiste. Tout va dépendre du rôle de l'Arabie Saoudite, qui est actuellement très envahissante. La Russie est très allante, les Chinois très habiles, on ne doit pas oublier non plus la Turquie. Tout va ►



© Jean-Claude Voisin



© Jean-Claude Voisin

- ▶ dépendre des grandes puissances. Tout est compliqué là-bas. Depuis plus d'un siècle, des forces qui prétendent représenter l'Occident agissent en sous-main et ce rôle est non négligeable, il faut en tenir compte. Je vous rapporterai cette situation cocasse dans laquelle je me suis trouvé en Angleterre, pour des affaires juridiques et dans laquelle j'ai été malgré moi mêlé à une réunion où des personnages discutaient de la désstabilisation de la Syrie, de la prise du pouvoir d'opposants... C'était cinq mois avant les événements de Deraa ! Ainsi, pour prévoir et analyser la situation au Moyen-Orient, c'est très compliqué.

Côté français, nous avons eu des ministres des Affaires étrangères qui faisaient preuve d'autoritarisme, allant jusqu'à sommer un président de la république d'un pays tiers de partir le soir même. Ce n'est pas ma vision de la diplomatie. En face de nous dans cette région, il y a la Russie et Vladimir Poutine, qui très habilement orchestre des réunions sur la paix. Ce qui me fait peur, ce sont ces forces, qui en France, agissent dans les coulisses, à tel point que tout le monde s'autocensure sur les dossiers tels que

la Syrie et l'Iran. Mais je ne crois pas que le Président Macron soit dupe. Les Allemands ont purgé tous ces miasmes. Chez nous, pour toute décision, il faut remonter l'ensemble de la chaîne du rédacteur au sous-directeur de zone, au directeur, au conseiller, au sous-chef de cabinet, au chef de cabinet, au Ministre. et c'est là que les lobbies interviennent.

Proche de nos amis Allemands, j'ai vu aussi comment leur présence en Iran était assurée. Durant la période des sanctions, ils ont toujours été très présents. Ils ont la confiance des Iraniens et en retirent les bénéfices. Ils ont une toute autre pratique que nous de la diplomatie. ■

[1] *L'Information* était un journal économique puis généraliste fondé en 1899 à Paris, puis relancé dans les années 1950.

Le 6 février 1950, cette publication devient *L'Information financière économique et politique*.

[2] Mohammad Mossadegh fut le premier chef de gouvernement en Iran, élu démocratiquement (1951-1953). On lui doit la nationalisation des pétroles (ndlr).

[3] Ancêtre de l'actuelle compagnie TOTAL (ndlr).

[4] Ali-Akbar Velayati, Ministre des affaires étrangères de la République Islamique d'Iran (1981-1997), aujourd'hui conseiller personnel du guide Khamenei.

[5] Mohammad-Javar Bahonar tué par une valise piégée.

Femmes d'Iran, femmes en mouvement

avec la participation d'une trentaine de femmes chefs d'entreprises, responsables politiques

Un colloque du Centre franco-iranien, président Ali Reza KHALILI

Depuis l'accord historique du 14 juillet 2015 qui marque la normalisation des relations entre l'Iran et les pays occidentaux, le pays interpelle et fascine, à tel point que l'on peut observer en France un véritable « désir d'Iran », à l'instar du nombre record de délégations politiques, d'entreprises et de touristes qui se sont rendus dans le pays ces derniers mois.

Alors que l'Iran écrit une nouvelle page de son histoire, ouverte sur le monde et tournée vers l'avenir, le rôle des femmes dans la société iranienne semble, lui, devenir incontournable, en témoigne leur nombre aux postes clés, dans tous les domaines et à tous les niveaux.

La figure de la femme iranienne continue toutefois de pâtir d'une image tronquée, souvent éloignée de la réalité du terrain. Une réalité qu'il s'agit de mettre au jour, sans négliger les avancées encore souhaitables, à travers la présentation de parcours inspirants qui attestent de ce véritable mouvement qui saisit l'Iran d'aujourd'hui.

À l'aune de la reprise des relations bilatérales économiques entre la France et l'Iran, le **Centre franco-iranien et la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises (CPME)** proposent la tenue d'un événement de haut niveau dédié au

dialogue entre femmes françaises et iraniennes aux parcours d'exception. Rencontre inédite qui constituera une première dans les relations bilatérales, cette journée prévue le **Judi 25 janvier 2018** s'articulera autour de trois séquences visant à renforcer la coopération et une meilleure compréhension entre les deux pays.

Des rencontres B2B entre femmes d'affaires iraniennes et entreprises françaises précéderont une conférence grand public en présence d'une délégation de plus de 40 femmes iraniennes issues de secteurs variés : économique, politique mais aussi universitaire, culturel et artistique. Ces regards croisés seront l'occasion d'un dialogue dynamique entre femmes iraniennes et françaises qui évoqueront leurs défis communs face aux possibles plafonds de verre. Enfin, **une soirée de gala organisée autour d'un buffet iranien, d'un concert de musique persane et d'une exposition artistique** clôturera cette journée exceptionnelle.

• Plus d'informations sur www.france-iran.org



LES FEMMES OCCUPENT UNE PLACE DÉSORMAIS INCONTOURNABLE DANS L'ÉCONOMIE IRANIENNE

70% des nouveaux emplois créés en Iran.

Plus de **2500 femmes** membres de la Chambre de commerce de Téhéran travaillent entre autres dans les transports, l'agroalimentaire, la production pharmaceutique et le textile.

Ces femmes entrepreneures sont actives dans la création d'entreprises des secteurs de l'import-export, de la haute couture, du tourisme, de l'enseignement supérieur, de l'édition, de l'informatique, de la publicité et de la communication.

CE CONSTAT EST AUSSI VALABLE EN POLITIQUE

Le nombre de femmes députées au Parlement issues des dernières élections législatives est **le plus important depuis 40 ans**.

18000 femmes se sont portées **candidates aux conseils municipaux** lors des élections municipales de 2017 (soit 6% des candidats à l'échelle du pays et 30% à Téhéran).



Imad Manseri et ses apprentis

VILLE-MONDE



© Imad Manseri



LES SAVEURS FRANÇAISES SUR LES TABLES IRANIENNES

L'Iran fait exception à bon nombre de pays par l'absence de la gastronomie française à la Cour, comme c'était la tradition dans un grand nombre de royaumes. La richesse de la gastronomie nationale, mélange de multiples influences orientales, explique probablement cela. Ces dernières décennies, la cuisine iranienne s'est ouverte aux influences occidentales, essentiellement américaines : fast-foods, pâtisseries riches en crème, pizza surgelées... Néanmoins, s'engouffrant dans l'ouverture de l'Iran au Monde, les saveurs françaises se lancent à la conquête du marché iranien. La présence de classes favorisées ayant résidé en France ou séjournant régulièrement dans l'Hexagone, sont à la recherche des saveurs découvertes en France. L'audace de certains managers et de chefs semble ouvrir une nouvelle voie au retour culturel de la France en Iran.

Par Jean-Claude Voisin



PARIS 1900

LE PARI DU VRAI GOÛT FRANÇAIS DE LA PÂTISSERIE

Depuis un peu plus d'un an, Alice et Behrang Shafi se sont installés à Téhéran pour faire partager leur passion de la pâtisserie française authentique aux amoureux du goût français. Délaissant une situation confortable à Paris et souhaitant tout changer dans leur vie d'ingénieur-conseil et d'enseignante d'anglais, le couple

arrive à Téhéran avec deux petits enfants et le désir de reproduire ce fameux «goût français», grâce à la pâtisserie, qui vient d'être couronnée par le titre de meilleur pâtissier au monde en la personne de Dominique Ansel. Après une formation chez le célèbre pâtissier Lenôtre, nos artisans s'installent à Téhéran pour une nouvelle vie. ▶



► **ParisTéhéran** - Pourquoi ce virage à 180° ?

Behrand Shafi - En 2015, tant moi que mon épouse, nous avons éprouvé le désir de changer d'air, de nous lancer un défi en quittant une vie confortable mais stressante. La province française nous attirait mais un parent proche, téhéranais, nous a encouragés à venir dans la capitale iranienne et lancer une pâtisserie «à la française», les talents d'Alice ayant été remarqués. De plus, sa sensibilité gustative, ses capacités à créer de nouvelles recettes, son esprit d'innovation ont joué dans cette décision. Après 12 mois d'activité nous avons avec nous une équipe de quatre collaborateurs iraniens que nous formons, que nous complétons

par des extras lors des coups de chauffe, comme ces cocktails de 700 à 900 convives.

PT - Comment définir le goût français de la pâtisserie ?

BS - Nous mettons un point d'honneur à respecter la grande tradition française de la gastronomie. Cela passe déjà par le choix. Cela passe déjà par le choix des matières premières dont la qualité est essentielle : un beurre à la bonne teneur en matière grasse, un chocolat pur beurre de cacao. Bien entendu tout cela a un prix. Mais nos clients retrouvent exactement des goûts qu'ils ont pu découvrir en France. L'exemple de la fabrication des croissants «parisiens» illustre bien ces détails qui font la différence. En France, le croissant se déguste peu de temps après sa fabrication, il doit être frais ; cela implique que la pâte soit travaillée à 3h30 du matin pour qu'elle ait le temps de reposer et de pousser. La consommation d'authentiques croissants pur beurre doit se faire rapidement. Si c'est le soir ou le lendemain, ce ne sont plus les croissants «à la française»,

NOUS METTONS UN POINT D'HONNEUR
À RESPECTER LA GRANDE TRADITION
FRANÇAISE DE LA GASTRONOMIE



© Behrang Shafii



© Behrang Shafii



© Behrang Shafii

c'est tout une culture. De plus, l'air sec de Téhéran ne facilite pas le respect du goût.

Si nous comparons les pâtisseries dites «à la française» et les pâtisseries consommées en grande majorité ici, ce sont deux mondes différents. Outre les fameuses pâtisseries iraniennes traditionnelles inégalées, la mode est aux pâtisseries qui se vendent au kilo, bourrées de crème, garnies de pâte à sucre, décorées à l'américaine. Quant à nous, les produits utilisés sont très chers donc ce n'est pas au kilo que nous pouvons produire, on ne peut pas se permettre de gaspiller. Notre parti-pris est tout à fait le contraire. Nos pâtisseries se dégustent, elles doivent apporter un plaisir gustatif avec des saveurs intenses, qui peuvent aussi rappeler celles de l'Iran. Par exemple, nous travaillons les produits locaux pour mettre en valeurs ces saveurs toutes iraniennes : albalou (variété acide de griotte), pistache, rose, safran, toutes délicates et qui doivent faire rêver...vous transporter dans les vergers du Guilân, de Kerman, de Garmsar... Nous avons ainsi répondu à certaines demandes par des babas à la rose, des profiteroles à la glace à la pistache sur coulis d'albalous...

PT - Mais vous êtes loins de la culture, des pratiques de dégustation, des saveurs iraniennes. Quels sont vos clients ?

BS - En effet. Ainsi nos principaux clients sont tous des Iraniens qui voyagent, qui ont été séduits lors de leur passage en France par notre gastronomie. Ils sont étonnés de retrouver le même goût ici grâce à nos productions et à un prix bien inférieur à ce qu'ils paieraient pour les mêmes produits en France. Pour l'instant les encouragements qui nous sont apportés crédibilisent le choix de cette nouvelle vie. ■

VILLES MONDE

L'agence All Contents Presse lance aujourd'hui une plateforme originale, une passerelle d'ouverture sur le monde : **VILLES MONDE**. Son but est de connecter la France et d'autres pays aux niveaux culturel, économique, politique et sociétal.

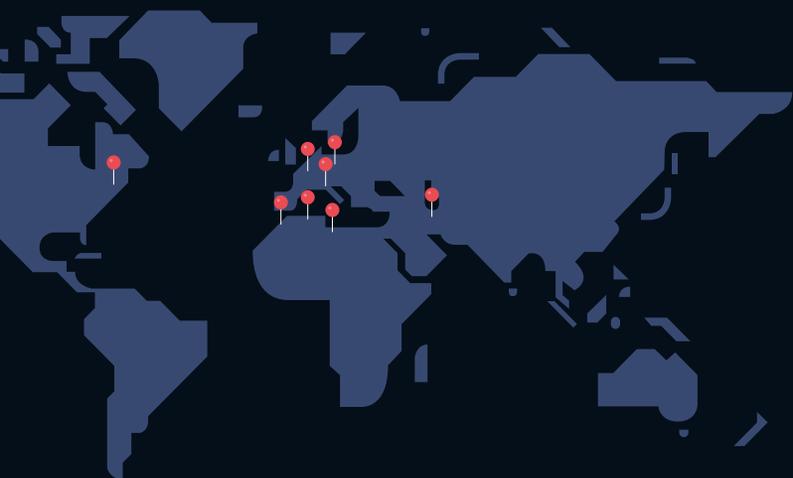
Forte de son expérience à la fois dans le print média que dans le web, l'agence All Contents se lance dès 2009 dans un projet de grande envergure : la presse. À travers quatre sites et magazines, et un réseau de franchises dans le monde (Pékin, Téhéran, Casablanca, Beyrouth, Buenos Aires, etc.), **VILLES MONDE** est le portail pour les Français de l'étranger et une source d'informations pour les étrangers vivant en France.



SITE WEB

La plateforme Web Paris**Monde** rassemble les différents sites et dispositifs et aborde en détail les dossiers thématiques et diplomatiques, telle que la thématique des Smart Cities. Le site met également en avant les fiches villes et pays.

ET NEWSLETTER



10 villes en 2017



APPLICATIONS

Chaque site dispose également d'un site mobile avec des fonctionnalités précises, tels qu'un agenda ou encore des espaces publicitaires spécifiques.



120 000
visiteurs mensuels sur son
réseau de sites internet



14 000
abonnés mensuels
aux newsletters



PARISALGER

ParisAlger propose de décrypter la France et l'Algérie d'aujourd'hui et d'apporter un regard croisé sur les deux pays et leur relation.



PARISBERLIN

Considéré comme le seul magazine franco-allemand d'envergure européenne, ParisBerlin a fêté son 100^e numéro en 2014.



PARISMILAN

Dernier né des magazines All Publishing, ParisMilan vous dévoilera le dessous des actualités économiques qui font débat des deux cotés des Alpes.



PARISTÉHÉRAN

Avec la sortie de son premier numéro en octobre 2016, ParisTéhéran informe chaque trimestre ses lecteurs sur les relations franco-iraniennes. Informez-vous sans plus attendre sur les actualités de ce pays passionnant!



PARISMONTREAL

ParisMontréal analyse le dynamisme des échanges entre deux territoires aux nombreux points communs et pourtant si différents. Le magazine entend contribuer à une meilleure compréhension mutuelle et propose tous les trois mois son regard sur les relations franco-québécoises.



PARISCASABLANCA

Lancé en 2016, le magazine ParisCasa offre un regard croisé sur la France et le Maroc. Découvrez sans attendre les contenus économiques et culturels des deux pays!



PARISTUNIS

Le magazine ParisTunis décrypte les relations entre la France et la Tunisie, six ans après la Révolution. Économie, culture, société... des contenus qui proposent un nouveau regard sur deux pays.



LA TARTINE

BAGUETTES, CROISSANTS ET TARTES À TÉHÉRAN

Arrivés en Iran en 2015, Xavier Monard et Romain Quenet se lancent dans le développement du café français à Téhéran. Ces deux baroudeurs qui se sont croisés en Lituanie puis en Birmanie, décident d'unir leur énergie pour créer un espace français dans la capitale. Aidés par l'incontournable et généreux Thierry Joulin, président des Conseillers du Commerce extérieur, ils s'installent dans la galerie marchande d'Hyperstar, le plus grand centre commercial de Téhéran.

ParisTéhéran - Quel a été votre parcours avant d'arriver en Iran ?

Xavier Monard - Nos deux parcours sont un peu hors normes. Romain vient de l'économie du transport et moi du management. L'un est Breton, l'autre Haut-Savoyard. Ce qui nous réunit, c'est le goût des voyages, de la découverte, de la prise de risques. Chacun de nous a séjourné pour ses études ou pour le travail en Écosse, Lituanie, Russie, Birmanie... Nous sommes des entrepreneurs. Pour ma part, j'ai conçu l'évènement «La Vallée blanche» à Chamonix, quant à Romain il a créé une usine d'huiles essentielles au Kazakhstan.

PT - Pourquoi avoir choisi l'Iran ?

XM - La signature des sanctions et l'actualité du moment mettaient l'accent sur le devenir de l'Iran, l'ouverture sur le monde. Cela nous a plu. Nous sommes venus pour voir ce qu'était ce pays si contrasté. Lors d'un premier voyage de 10 jours,

nous avons mêlé tourisme et repérage. La rencontre avec Thierry Joulin fut déterminante. Ses conseils, ses connaissances nous ont beaucoup apporté.

PT - Quel est le concept développé ?

XM - Nous avons porté notre choix sur la boulangerie française, le café shop à la parisienne. Nos produits arrivent en grande partie de France. Ils permettent de retrouver le véritable goût français. Par exemple, notre beurre est un véritable beurre de Poitou-Charente. La baguette doit avoir la saveur d'une vraie baguette française.

PT - Quel est votre public ?

XM - Le quartier où nous nous sommes installés est un quartier central, situé entre le nord de la capitale qui rassemble les classes aisées qui connaissent bien le goût français et le sud, des classes populaires qui découvrent avec nous ce goût particulier. Nous faisons en quelque sorte oeuvre de pédagogie. Ce n'est pas acquis d'emblée. Saveurs différentes, prix supérieurs car produits de base plus chers: tout cela s'apprend. Nous avons la chance d'être sur le site «le plus fréquenté d'Iran».

NOUS DEVONS BIEN COMPRENDRE
LA CULTURE IRANIENNE POUR
NE PAS LA HEURTER.



© DR

PT - Quels sont vos projets ?

XM - Nous venons d'inaugurer un nouvel espace, toujours au cœur d'Hyperstar. Plus vaste, il nous permet d'étendre notre offre : préparation devant les clients, diversification des productions, baguettes pour toasts, sandwiches, tartines, tartes classiques avec des fruits de saison, galettes des rois, gâteaux de voyage (cheesecake, muffins). Nous devons bien comprendre la culture iranienne pour ne pas la heurter. Nous avons l'espoir un jour de nous étendre vers le nord de la capitale.

PT - Que dire aux futurs chefs d'entreprise qui veulent venir développer des activités en Iran ?

XM - Il faut de la patience, de l'écoute. Votre présence peut être perçue comme douteuse. Il faut faire ses preuves. La législation comptable a des normes spécifiques que nous ignorons en Europe et qui demandent beaucoup de démarches. Reste le gros souci des transferts financiers pour régler les financeurs en France. Les banques européennes (françaises et allemandes) présentes sur le marché actuellement ont des prestations très chères, abordables pour les groupes du CAC 40 mais pas pour des PME-PMI. Le personnel n'est pas formé, on doit soi-même encadrer cette formation. Mais tout est possible avec de la volonté et les collaborateurs iraniens sont volontaristes et charmants. ■



LA RÉFÉRENCE FRANÇAISE À LA TÉLÉVISION IRANIENNE

LE MASTER CHEF FRANÇOIS HOSSEIN

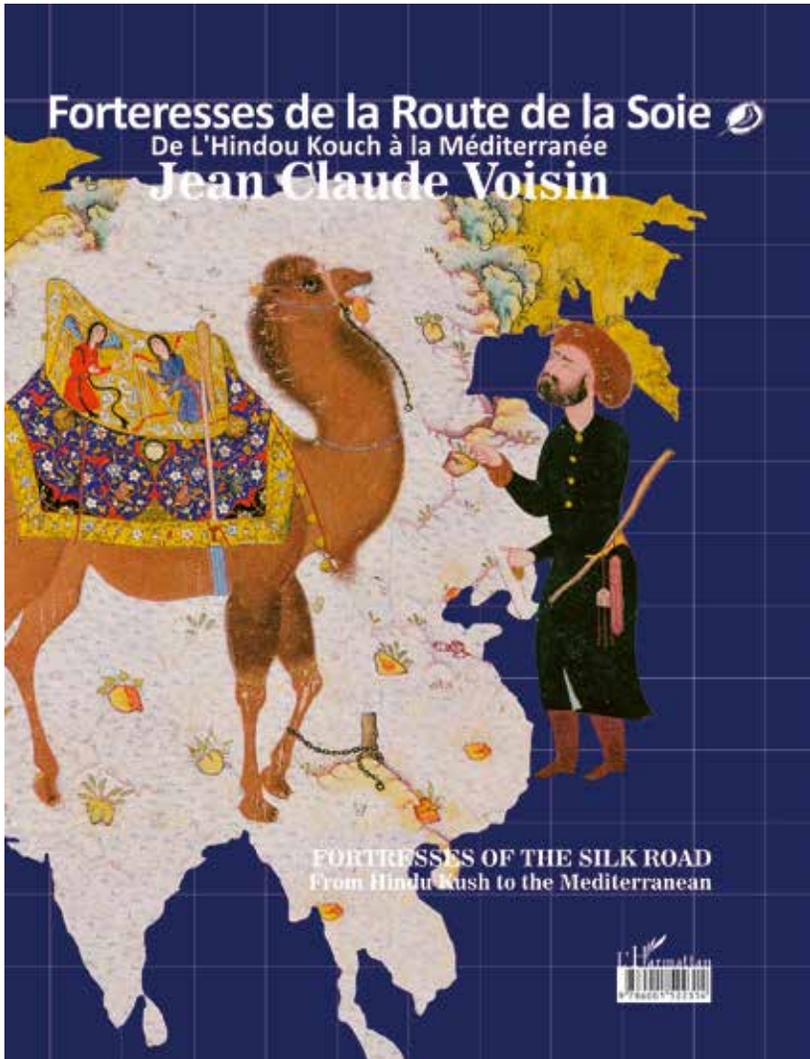


Ce Versaillais, messin d'adoption, de père légionnaire d'origine hongroise, a posé ses valises en Iran voilà cinq ans et est devenu certainement le Français le plus populaire d'Iran, co-animant l'émission «Dastpokht» ou «Masterchef Iran» à la télévision iranienne.

ParisTéhéran - Quel a été votre parcours avant de vous poser en Iran?

Francois-Hossein Ozsvath - Entre ma naissance à Versailles et ma nouvelle vie en Iran, j'ai beaucoup navigué entre des responsabilités très diverses, allant de l'armée à l'aménagement de cuisines intégrées et jusqu' à premier maître-d'hôtel au cercle des Ministres du Conseil des ministres européens à Luxembourg. Je me suis forgé sur le terrain. La chance a mis sur mon chemin des personnages étonnants, qui ont fait ce que je suis aujourd'hui. J'ai gravi tous les échelons probablement grâce à la rigueur que j'avais apprise à l'Armée. J'ai eu aussi la chance de côtoyer les plus grands chefs étoilés en France, en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne et à présent en Iran. Et c'est une belle-sœur iranienne qui m'a vivement encouragée à venir apporter mes compétences en Iran. Au début, je n'y croyais pas trop mais à présent, je suis Iranien, avec beaucoup de respect pour tous ceux et celles qui m'entourent et beaucoup d'admiration pour la gentillesse des Iraniens. C'est en 2012 que tout a basculé.





COMMANDE

L'HARMATTAN, 7 rue de l'École
Polytechnique 75005 Paris

Au Comptoir Harmattan :
7, rue de l'École-polytechnique

75005 Paris

Tél. : 01 40 46 79 20

sur le site web :

<http://www.harmattan.fr>

FORTERESSES DE LA ROUTE DE LA SOIE : De l'Hindou Kouch à la Méditerranée **Trilingue français-anglais-persan (relié)**

Cet ouvrage, principalement constitué de photos couleur, aborde à travers les forteresses le contrôle et la protection tant des populations installées le long des axes du grand commerce que des usagers de ces itinéraires. Les anciens axes de transit de toute cette zone du Proche- et du Moyen-Orient, de la frontières afghano-pakistanaise aux rivages de la Méditerranée, sont jalonnés de très nombreux sites fortifiés. Depuis 20 ans, l'auteur parcourt ces axes et a pu observer quelles influences réciproques les mouvements d'hommes de toutes conditions et de toutes professions entre l'Orient et l'Occident ont pu avoir sur cet habitat spécifique que constituent les architectures fortifiées.

Docteur en histoire et archéologie du Moyen-âge, co-auteur d'une thèse sur les fortifications en Occident au Moyen-âge, Jean-Claude VOISIN s'est passionné pour les phénomènes fortifiés du Proche-Orient et de l'Asie centrale. Directeur du centre culturel français de Beyrouth (1995-2000), chargé de cours à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (1997-2000) puis conseiller culturel et de coopération à Herât (Afghanistan), il a dirigé l'Institut Français de Téhéran (2008-2012). Membre du Laboratoire d'Archéologie médiévale de l'Université de Nancy II (France) et membre du Comité de rédaction des Annales d'Histoire et d'Archéologie de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, Jean-Claude Voisin est l'auteur de nombreux ouvrages et articles de référence sur les fortifications du Liban, de Cilicie (sud-est de la Turquie), de Syrie, d'Afghanistan et d'Iran. Partageant désormais sa vie entre la France et l'Iran et homme de terrain, il parcourt le pays à la recherche des systèmes fortifiés sassanides.



© Mostafameraji

► **PT - Racontez-nous vos débuts en Iran.**

FHO - C'est lors d'une rencontre avec Thierry Joulin, le sympathique PDG de HyperStar Iran, que ce dernier, au vu de mon expérience culinaire et gastronomique, m'a proposé de le conseiller en matière de plats préparés. Je travaillerai deux ans comme consultant pour Hyperstar. Je découvre alors Ispahan, Shiraz et rencontre de grands chefs iraniens, dont Saman Golriz, un homme de télévision qui dirige sa propre revue culinaire. Je suis invité avec lui à une joute alimentaire; c'est un homme qui connaît remarquablement la cuisine iranienne. Cette rencontre débouchera sur une invitation à participer au jury d'une grande émission de télévision, très populaire, «Dastpokht-Masterchef Iran».

PT - Cette participation vous a rendu très populaire en Iran ?

FHO - En effet, je me suis retrouvé le trublion de service, apportant une note d'exotisme, jugeant les résultats avec l'esprit critique d'un chef occidental. Je faisais alors tandem avec l'un des membres du jury, Moin Moini, un jeune loup de la cuisine iranienne. Ce furent alors des moments très fort de colère, d'émotion, de rigolade. Le réalisateur, Vahid Hosseini, a su mettre cela en valeur. J'ai véritablement eu plaisir à rencontrer les 395 candidats, dont certains m'ont ému aux larmes par leur créativité. Notre record d'audience fut de 12 millions de téléspectateurs. Dans la rue, à présent, je ne peux sortir sans être reconnu. Je suis bon pour d'incessants selfies.

PT - Et la France dans tout cela ?

FHO - Bien entendu, la réputation de la gastronomie française est répandue parmi le public. Mon œil changeait beaucoup de choses. Je mettais l'accent dans mes remarques sur les saveurs, la décoration, la légèreté des plats. J'adaptais des plats français, tels les gratins dauphinois, les soupes à l'ognon, les quiches lorraines aux ingrédients locaux. Je leur donnais l'idée de concevoir des «*healthy foods*» tels des sandwichs sans pain mais avec des courgettes ou des aubergines, très appréciées ici.

PT - Avec ce succès, vous avez probablement des projets pour l'avenir ?

FHO - Bien entendu. J'ouvrirai bientôt, *insh'allah*, un restaurant français dans la banlieue de Téhéran, «Le Lapin Blanc», sans *kebab* ni *koubideh*. Je crois aussi qu'une école de cuisine serait la bienvenue en Iran... Mais je reste attaché au respect des traditions du pays, à sa tradition culinaire millénaire. Je suis là pour partager des approches, des expériences, des audaces, des connaissances avec les chefs iraniens. ■

DANS LA RUE, À PRÉSENT, JE NE PEUX SORTIR SANS ÊTRE RECONNU. JE SUIS BON POUR D'INCESSANTS SELFIES.



LA FILIÈRE VIANDE: UNE NOUVELLE COOPÉRATION FRANCE-IRAN

Imad Manseri est arrivé en Iran au début de l'année 2017. Ce Lyonnais formé aux métiers de la viande dans une école professionnelle dès l'âge de 15 ans, a très vite monté les échelons de la profession. Après avoir travaillé pour Carrefour France, le voici propulsé pendant cinq ans aux Émirats Arabes Unis comme manager-chef de rayon du secteur viande du groupe.

ParisTéhéran - Quelles sont vos spécialités dans les métiers de la viande ?

Imad Manseri - Je crois pouvoir dire que je maîtrise toutes les étapes du désossement, de la découpe, des préparations de toutes sortes, telles les saucisses, les farces...

PT - Quel est votre rôle en Iran, chez Hyperstar ?

IM - Je suis là pour former nos jeunes apprentis, nos vendeurs à préparer la viande, connaître les morceaux, savoir les présenter en rayon. Nos techniques de coupe en France sont particulières. Chaque partie de l'animal fait l'objet de morceaux particulier qui ne sont pas découpés de la même façon et surtout qui sont attribués à des cuissons bien particulières que l'on ne connaît pas en Iran. Ici, comme dans tout le Moyen-Orient, la viande est cuisinée de deux façons : les grillades ou les ragoûts. C'est ce qui est le plus difficile à assimiler par nos collaborateurs iraniens mais je ne doute pas de leurs capacités. Nous apprenons ensemble à découper et à préparer les rôtis, les entrecôtes, les côtes de bœuf, les chipolatas.



© Imad Manseri

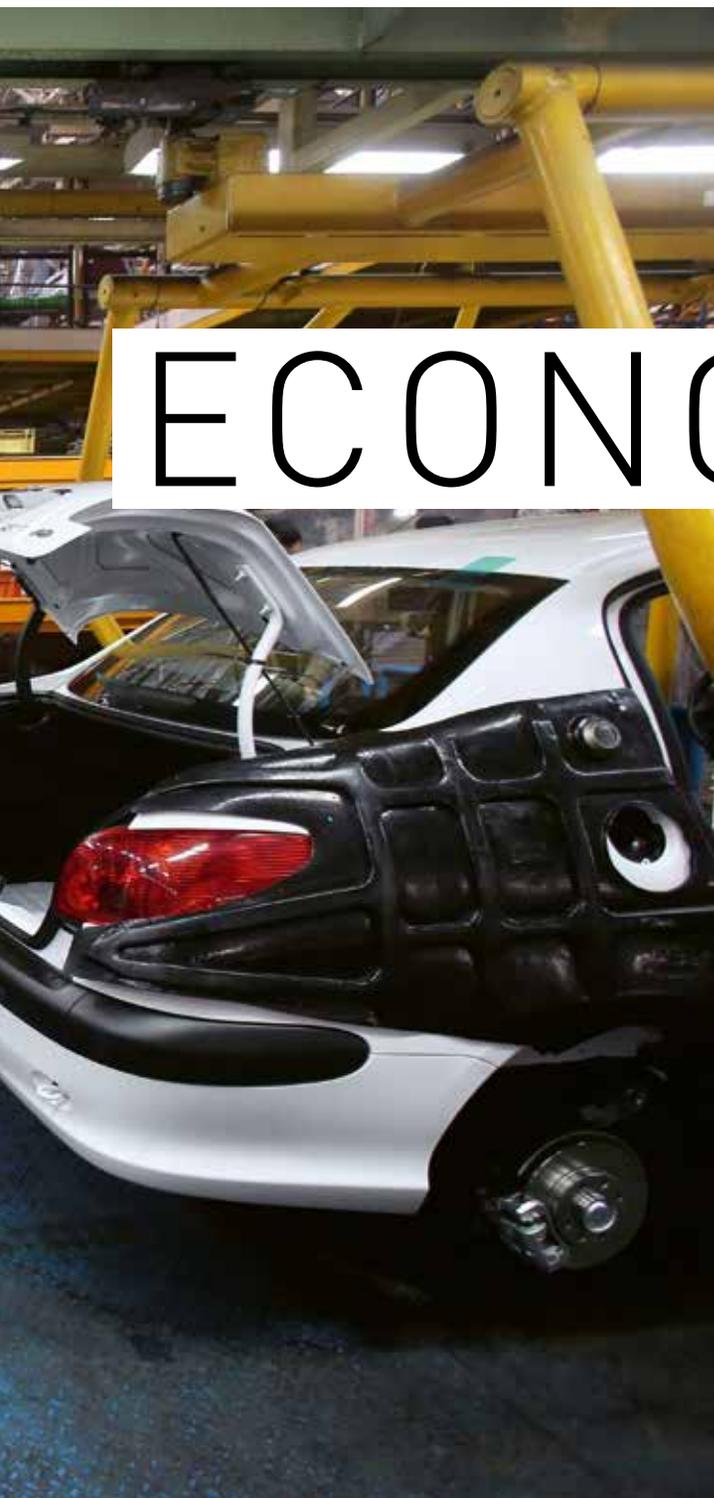
PT - Comment cette nouvelle approche est-elle vécue par vos clients ?

IM - Il faut déjà séparer les clients expatriés, nombreux dans le nord de la capitale, Européens ou Asiatiques, qui généralement sont familiers de ces morceaux et de ces cuissons. Pour les Iraniens familiers de l'Europe, ils retrouvent alors les saveurs qu'ils ont pu déguster lors de voyages. Pour les autres cela viendra avec le temps.

PT - Comment vous approvisionnez-vous ?

IM - Nos fournisseurs iraniens nous fournissent la viande en direct de leurs abattoirs. Les productions principales en Iran restent de loin la volaille, suivie, comme dans toute la zone, par l'agneau et en dernier le bœuf et le veau. Des élevages existent dans le nord et le sud de l'Iran, à l'étable, mais la production interne ne suffit pas. Le Pakistan reste le principal fournisseur extérieur, avant le Brésil. Les Néozélandais regardent aussi de très près le marché. ■





ECONOMIE

Juristes et banquiers aux côtés des PME/PMI/TPE

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien (dénommé JSPOA, Joint Comprehensive Plan of Action) par les 5+1 et la levée progressive des sanctions dynamisent l'envie de commerce avec l'Iran. Mais les menaces américaines sont encore là, tout comme un paysage juridique et géopolitique encore fragile.

Par Jean-Claude Voisin

L'IRAN EST-IL COMPATIBLE AVEC LES PME, PMI ET TPE EUROPÉENNES ?

LES PME EUROPÉENNES ET LE MARCHÉ IRANIEN

Comment aborder l'Iran sans avoir conscience du caractère profondément commerçant de ce grand pays, dont la civilisation, l'une des plus anciennes du monde, avait déjà maîtrisé et fixé les règles qui régissent le commerce ?

Par Maître Georges Sioufi

Depuis l'Empire Sassanide, les gouvernants considéraient que l'exercice d'un commerce loyal était une garantie de prospérité et donc de stabilité et de longévité de l'Empire.

Fidèles aux principes de l'ancienne religion monothéiste, le zoroastrisme, qui prône un comportement exemplaire, les Iraniens de l'époque avaient mis en avant l'éthique dans les affaires et fixé les premières règles de fonctionnement

des sociétés commerciales dans le code de *Matigan-i Hazar Datistan*. Depuis cette lointaine époque, rien, pas même la Révolution islamique, n'a remis en cause cette relation intime des Iraniens avec le monde des affaires.

Pour preuve de cette forte culture du commerce et des échanges, le législateur iranien s'est préoccupé d'établir le Code de commerce de 1925 bien avant le Code civil iranien de 1933 ! Ces deux codes étant d'ailleurs fortement inspirés des codes français. C'est dire si la période de l'embargo a été mal vécue par les iraniens habitués à commercer avec le monde entier.

2016 : LEVÉE PROGRESSIVE DES SANCTIONS, QUELS EFFETS ?

Mais depuis la levée des sanctions en janvier 2016, l'Iran tout entier respire ! Les *malls* (grands centres commerciaux) poussent un peu partout dans Téhéran, cette grande métropole de 18 millions d'habitants qui se transforme à vue d'œil en un nouveau temple du consumérisme moderne. On y trouve des produits importés de partout et surtout de Chine. Toute une société de consommation qui se réveille en quête de revanche après des années de privation et de frustration. Par ailleurs, toutes les infrastructures du pays sont à mettre à niveau ou à refaire : routes, aéroports, ports, chemins de fer, énergie, etc. Les projets pullulent et les groupes étrangers, chinois en majorité, se pressent à Téhéran pour participer à





20%
**DES PERSONNES SOLLICITÉES
NE PEUVENT PAS AIDER
CET HOMME PARCE QUE
PAS CETTE FOIS MAIS PROMIS
LA PROCHAINE.**

HEUREUSEMENT, 100% DES PERSONNES
INTERROGÉES PEUVENT DONNER 7J/7 ET
24H/24 SUR [MEDECINS
DUMONDE.ORG](https://www.medicinsdumonde.org)



**SOIGNE
AUSSI
L'INJUSTICE**

ce gigantesque chantier. Mais malgré cette avancée notable, aujourd'hui, pour beaucoup de personnes, investir en Iran voire même simplement commercer avec ce pays relève toujours d'un esprit aventurier. Il est vrai que les sanctions américaines qui subsistent créent parfois un trouble peu propice aux échanges commerciaux.

Il est vrai aussi que même si les virements en euros de et vers l'Iran sont à nouveau autorisés, la plupart des grandes banques européennes

LES SANCTIONS AMÉRICAINES QUI SUBSISTENT SONT PEU PROPICES AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX.

sont réticentes à franchir le pas, de peur de déboucher au détour d'une non-conformité. La BNPP et la Deutsche Bank en ont fait l'amère et coûteuse expérience.

Il en est de même pour les financements des grands projets en Iran : ils ne sont pas faciles à obtenir et les entreprises européennes doivent financer les opérations sur fonds propres ou, à défaut, établir des partenariats pas nécessairement heureux avec des groupes chinois pour espérer bénéficier de leurs financements.

Ainsi dépeinte, la situation actuelle peut, de prime abord, donner raison à la majorité restée sceptique sur le fait de commercer avec l'Iran. Elle peut surtout décourager les PME d'aller à la conquête de ce nouveau marché croyant préférable de le laisser aux grosses entreprises du CAC 40.

QUELLES OPPORTUNITÉS POUR LES PME/PMI ?

Mais contrairement aux apparences, les PME ne sont pas défavorisées par rapport aux grands groupes pour de multiples raisons, dont les plus importantes sont présentées ci-après.

Sur les virements bancaires, la nature qui a horreur du vide s'est chargée de la mise en place de formules de substitution. Ainsi, quelques petites banques européennes se sont faites connaître pour avoir osé franchir les barrières.

Ces banques (dont trois banques françaises) ont un profil bien plus adapté pour servir les PME que les grands groupes. Elles peuvent actuellement traiter des virements de et vers l'Iran après avoir procédé à la *due diligence* d'usage. Certes, il existe un coût supérieur à ce qui se pratique sur les autres pays, mais grâce à ces banques, personne ne pourra affirmer qu'il n'est pas possible aujourd'hui de faire des virements sur l'Iran.

Enfin, les PME conservent ce caractère de réactivité et de souplesse que n'ont plus les grands groupes et particulièrement ceux qui sont cotés en bourse.

En effet, on constate aujourd'hui, et parfois avec stupéfaction, à quel point les grands groupes occidentaux sont entièrement gouvernés par leur département « *Compliance* ». Personne, pas même le président d'une société, surtout si elle est cotée, ne peut aujourd'hui se permettre d'aller à l'encontre de l'avis (faut-il dire la « *fatwa* » ?) du service *Compliance*.

Les PME ont certainement une lecture un peu plus décontractée des règles dites de *compliance*. Mais ne vous méprenez pas ! Par décontractée il ne faut pas entendre négligente. Tout simplement, les PME ont une vision plus précise et réaliste de leurs marchés et de leurs produits pour faire la juste part entre ce qui est interdit et ce qui est possible.

À l'instar des banques commerciales, qui réalisent les transferts bancaires sur l'Iran, d'autres banques ou organismes



© Diager



© S
Juin 2017, lors de la cérémonie de déclaration des droits de l'humanité à Marseille à l'occasion de la rentrée solennelle du barreau.

de financement commencent à proposer des offres de financement de projets ou de transactions commerciales sur L'Iran.

L'IRAN, UN PAYS DE DROIT

Enfin, et pour rassurer les PME, si besoin en était, l'Iran est et reste un pays de droit, qui protège les entreprises étrangères au même titre que les entreprises nationales. Le droit iranien est certes influencé par le droit musulman, tel que ceci est rappelé par l'article 4 de la Constitution, mais en pratique cette influence vise surtout le droit des personnes. En revanche, il n'existe quasiment aucune interférence du droit musulman en matière économique et commerciale.

Tout en ayant un droit codifié, l'Iran s'est de plus en plus modernisé, s'inspirant souvent du droit anglo-saxon. Le droit des valeurs mobilières, du commerce électronique, de la concurrence et de la protection de l'environnement sont des exemples de cette modernisation.

L'Iran est également signataire de plusieurs conventions internationales notamment en matière de fiscalité, de propriété intellectuelle, de protection des investissements et d'attribution de juridiction.

Le recours à un avocat reste malgré tout recommandé, comme partout ailleurs, pour la rédaction des contrats et la structuration et la sécurisation des accords.

À titre d'exemple, faire des affaires en Iran pour les PME commencera souvent par la nomination d'un agent commercial. Le contrat d'agence définira les conditions selon lesquelles l'agent pourra représenter l'opérateur étranger en Iran et y vendre ses produits ou ses services.

L'agence commerciale peut être à capitaux 100% iraniens (c'est le cas le plus fréquent au lancement d'une activité). Elle

peut être aussi sous forme d'un partenariat avec l'agent iranien.

À noter que contrairement à ce qui est observé en France, c'est le principe de la liberté contractuelle qui gouverne les relations entre l'agent commercial et son mandant étranger. L'agent

L'IRAN EST, ET RESTE, UN PAYS DE DROIT, QUI PROTÈGE LES ENTREPRISES ÉTRANGÈRES COMME NATIONALES.

ne fait pas l'objet d'une protection légale comme en Europe. Ainsi, le contrat d'agence est librement révocable sans indemnité légale. Cette disposition libérale est de nature à rassurer les PME lorsqu'elles abordent pour la première fois le marché iranien, en désignant un agent commercial. Les PME seront cependant avisées de bien se renseigner sur leur futur agent au travers d'une *due diligence* avant de conclure avec lui. S'agissant des investissements effectués par les PME en Iran, le pays s'est doté d'une législation favorable aux investissements étrangers en prévoyant un cadre juridique protecteur par la loi dite *Foreign Investment Promotion and Protection Act* (FIPPA).

Elle permet d'octroyer, sous certaines conditions, une licence signée par le ministre des Finances à tout investisseur étranger en lui



Le cabinet SRDB

BIO EXPRESS

Diplômé en droit de l'Université de Paris II Assas et en droit libanais de l'Université Saint Joseph de Beyrouth, Georges Sioufi débute sa carrière au sein de l'étude du bâtonnier Marcel Sioufi à Beyrouth.

En 1986, il rejoint CMA-CGM comme directeur juridique puis comme conseiller spécial du Président. Il a dirigé une équipe de 40 juristes et a accompagné la croissance rapide du groupe, qui avec un chiffre d'affaires de près de 18 milliards de dollars et plus de 500 navires, est devenu le troisième armateur mondial.

Il est également arbitre et membre du Conseil d'Administration de la Chambre Arbitrale Maritime de Paris.

En 2014, il quitte CMA-CGM pour créer SRDB Avocat et Associés à Paris. Plus récemment, il a ouvert des bureaux à Marseille, mais aussi à Téhéran, à Alger et à Damas. Georges est également associé du cabinet Marcel Sioufi Law Firm à Beyrouth.

accordant des garanties sur son investissement et certains privilèges. Il s'agit surtout d'une garantie de rapatriement des bénéfices réalisés et bien entendu de l'investissement lui-même lorsqu'il est liquidé. Il est recommandé de valider la demande de licence avec un avocat avant qu'elle soit présentée. Les PME pourront également opter pour une implantation en zone franche ce qui procure plusieurs avantages dont l'exemption totale des droits de douane et d'impôts pendant une durée de 20 ans à compter du démarrage de l'activité. Tous les investissements étrangers réalisés en zones franches peuvent aussi bénéficier des avantages du FIPPA, dans la mesure où une licence a été accordée.

Les zones franches en Iran sont situées à Gheshm, Kish, Chabahar, Arwand, Aras et Bandar Anzali.

Le taux général de l'impôt sur les sociétés en Iran est de 25% du bénéfice imposable. Il existe cependant de nombreuses exemptions selon l'activité exercée, selon l'existence ou pas d'une licence FIPPA ou, comme on l'a vu, selon que la société ait décidé de s'implanter ou pas en zone franche. En définitive, les PME françaises ne peuvent et ne doivent pas rester à l'écart d'un marché de 80 millions d'habitants. Mais pour réussir dans ce pays, il faudra d'abord prendre le temps de choisir les bons partenaires et surtout de montrer à ses interlocuteurs une réelle volonté de s'y installer durablement. ■

PME/PMI FRANÇAISES ET LE MONDE JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE EN IRAN

Un an et demi après la levée des sanctions contre l'Iran, le 14 juillet 2015, l'implantation des entreprises françaises dans ce pays se multiplie malgré des obstacles encore présents.

Par Kourosh Shamlou Avocat au barreau de Paris, Managing partner du cabinet Shamlou Law, Président de la section Iran de la Société de Législation Comparée



L'accord sur le nucléaire Iranien a changé la donne de l'économie du pays. L'Iran constate un retard commercial après une cristallisation de ses relations internationales pendant près de 10 ans dû à l'embargo dont souffrait le pays.

Le renouvellement économique produit par cet accord est fantasmagorique, le pays revient ainsi sur la scène internationale. La relance des relations économiques franco-iraniennes en atteste. L'Iran est un pays aux multiples atouts, fort de ces 80 millions d'habitants aux besoins divers et nombreux, il est désormais inévitable de se tourner vers ce marché prometteur. Les entreprises françaises l'ont bien compris et se précipitent désormais vers ce nouvel eldorado économique. Pourtant, cette promesse de cocagne dans l'esprit français se heurte à différentes réalités.

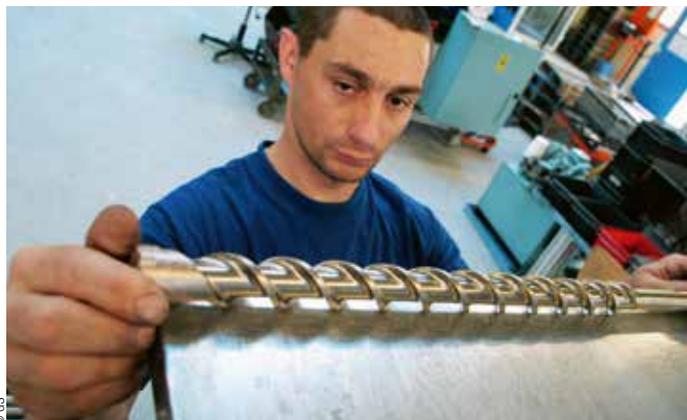
DES BARRIÈRES JURIDIQUES ET GÉOPOLITIQUES QU'IL FAUT LEVER

Les PME/PMI françaises qui cherchent à s'implanter en Iran sont parfois stoppées par des barrières tant juridiques que géopolitiques.

La première difficulté pour ces entreprises concerne l'accompagnement pour leur implantation en Iran. Ces entreprises françaises sont

peu accompagnées dans leur dessein d'investissement. Dès lors, elles se tournent vers elles-mêmes et tentent d'appréhender une régulation iranienne qui n'est pas forcément instinctive. Ces PME/PMI se retrouvent ainsi envieuses de pénétrer un marché dont l'accès est limité par cette carence de suivi. Ce phénomène se rencontre dans moult start-ups qui peinent à s'implanter, tant le manque d'aide est cruel. Pourtant, des organismes ont été mis en place afin d'aider ces exportateurs, à l'instar de l'Agence publique Business France qui a ouvert un bureau à Téhéran. La Directrice

L'entreprise Diager



Générale de l'époque, Muriel Pénicaud, confirmait que quelque 300 PME/PMI avaient pu s'installer en Iran grâce à un suivi. La directrice générale ajoutait qu'il existe plus de 2000 entreprises françaises et en particulier des PME qui souhaitent suivre ce chemin. Toutefois, depuis quelque temps déjà, de grosses entreprises ont pu mettre les pieds en Iran, à l'instar des groupes automobiles Renault et PSA ou encore Airbus et Total. Ces groupes ont réussi leur pari. Néanmoins, il faudra patienter pour voir quand leurs camarades les rejoindront. En effet, les entreprises exportatrices type PME/PMI ne parviennent pas à finaliser leur objectif. Une des raisons de cet échec est un rapport au temps. Les exigences financières et techniques que requiert l'implantation dans ce pays sont longues et fastidieuses. Les entreprises ne sont pas en mesure d'aller aussi vite qu'elles le souhaiteraient et doivent respecter un processus compliqué. Mais il y a fort à parier que cette première problématique concernant l'installation des entreprises tricolores en Iran ne soit que temporaire eu égard à l'envie téméraire des

exportateurs de s'implanter au plus vite.

En outre, les entreprises françaises souffrent également d'un manque de financement par les banques françaises. En effet, la frilosité des banques est patente depuis la sanction économique qu'a subi BNP Paribas en 2014 avec l'amende de 8,4 milliards d'euros pour avoir enfreint l'embargo émit par les Etats-Unis sur l'Iran. Cette réticence des banques s'amenuisera également avec le temps, dès lors que la crainte de représailles des Etats-Unis qui imposent encore des sanctions envers l'Iran sera éteinte. L'un des premiers signes d'ouverture bancaire s'annonce d'ores et déjà puisque que la Bpifrance a assuré son soutien prochain aux entreprises françaises qui voudront s'essayer au marché iranien. La banque publique d'investissement a soutenu que, dès 2018 arrivée, elle sera en mesure d'accompagner financièrement ces entreprises grâce à une enveloppe de crédit acheteur qui pourrait atteindre 500 millions d'euros par an. Le gouvernement iranien tente d'ailleurs d'aider ces exportateurs à s'installer en promouvant les investissements étrangers. Dès 2002, le gouvernement a adopté une loi sur l'attraction et la protection de l'investissement étranger et une autre pour simplifier la fiscalité. En outre, la réélection du président Rohani s'inscrit dans cette voie. En effet, le président réélu souhaite développer le secteur privé, ce qui permettrait plus facilement l'implantation d'entreprises étrangères sur le sol iranien.

Les relations franco-iraniennes ont souffert ces dernières années, en particulier depuis 2007 où l'élection de Nicolas Sarkozy a sonné le glas des relations franco-iraniennes. Pourtant, la récente réouverture du pays annonce un horizon peuplé de promesses et d'opportunités. La France et l'Iran doivent se re-rencontrer, tant leur histoire économique commune était importante. En effet, en 2005, la France était tout de même le 2^e exportateur en Iran avec plus de 2 milliards d'euros d'exportations annuelles. Il est évident que les PME/PMI françaises ont tout intérêt à sonder au plus vite le marché iranien, tant il est à parier qu'il est l'un des plus prometteurs à venir. ■

La Cartonnerie du Château, une PME ouverte à l'international



© Marc Royer



LES FORMIDABLES OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ IRANIEN POUR **LES ENTREPRISES FRANÇAISES**

On évoque souvent le marché iranien, très intéressant pour les entreprises françaises. La question qui se pose ici est de savoir si ce potentiel peut concerner les PME et TPE. Disons le tout de suite, la réponse est positive. L'ouverture récente du marché iranien suite à l'accord sur le nucléaire de 2015 est une bonne nouvelle pour toutes les entreprises françaises, quelle que soit leur taille.

Par **Thierry Coville**, chercheur à l'IRIS

A

vec près de 80 millions d'habitants, le marché iranien est, avec le marché égyptien, le plus grand marché du Proche et Moyen-Orient. De plus, il faut noter que l'on trouve en Iran une population largement urbaine, en pleine phase de modernisation, ce qui entraîne un fort désir de consommation, notamment de produits occidentaux. En effet, l'Iran est actuellement urbain à près de 74% (Source : Banque Centrale d'Iran). L'Iran a en outre une population jeune (68 % a moins de 40 ans¹). Cette population très largement urbaine

dispose, en outre, d'un niveau d'éducation très élevé. Le taux d'alphabétisation atteint en effet 88 % (Source : Centre des Statistiques d'Iran). Par ailleurs, c'est l'un des pays les plus riches du monde en matière de ressources énergétiques. D'après la *BP Statistical Review*, l'Iran dispose des quatrièmes plus grandes réserves de pétrole du monde (9,3 % des réserves mondiales) et les premières réserves de gaz naturel (18 % des réserves mondiales). D'autre part, il existe une véritable base industrielle en Iran liée aux efforts d'industrialisation initiés dans les années 1950.

L'Iran, situé entre l'Asie centrale et le golfe Persique, entre l'Europe et l'Asie, peut également servir de marché clé pour accéder aux marchés régionaux. Enfin, l'environnement macro-économique s'améliore puisque la croissance est répartie en 2016 avec +12,5 % après -1,6 % en 2015 (Source : Banque Centrale d'Iran) et l'inflation atteignait en septembre 2016 près de 8 % alors qu'elle avait dépassé 30 % en 2013.

Il y a donc des opportunités pour les PME et les TPE dans tous les secteurs : biens de consommation, biens d'équipement (du fait d'énormes besoins de renouvellement du capital productif), énergie, infrastructure, services (notamment le secteur high-tech), etc. De plus, il faut noter que les entreprises françaises ont une excellente image sur ce marché. Par ailleurs, et cela devrait intéresser les PME, il n'y quasiment jamais eu de problèmes de paiement en Iran (si l'on excepte une petite crise du fait d'un manque de liquidités au début des années 1990). Par ailleurs, l'Iran est un marché relativement proche géographiquement par rapport à d'autres marchés émergents (Brésil, Inde, Chine, etc.) et la culture des affaires si elle y est spécifique, peut très bien être « appropriée » par les PME qui font les efforts d'adaptation nécessaires.

Il ne s'agit pas de dire qu'il n'y pas de difficultés dans l'approche de ce marché. Les secteurs public et parapublic contrôlent près de 80 % de l'économie iranienne, ce qui signifie que la bureaucratie (et la corruption associée) est un facteur ralentissant toutes les démarches. Mais l'Iran ressemble ici à la plupart des marchés émergents. Le véritable problème pour les PME reste l'impact des sanctions américaines. Il faut donc que les entreprises françaises fassent attention à ne pas se retrouver associées à des entreprises ou personnes iraniennes qui ont été placées sur les listes américaines². Par ailleurs, la plupart des grandes banques européennes, du fait de ces sanctions, refusent toujours de travailler en Iran. Il faut donc bien vérifier quels sont les actionnaires ou associés des potentiels partenaires iraniens (ce qu'il est tout à fait possible de faire). Par ailleurs, il existe des banques françaises qui assurent les transferts courants entre la France



© DR



© DR

et l'Iran. Une possible stratégie pour les PME françaises serait de travailler le plus possible avec le secteur privé iranien (composé pour la plupart de petites entreprises) qui est plus flexible et moins concerné par les sanctions.

Au total, on ne peut que conseiller aux PME et TPE françaises de faire plus que s'intéresser au marché iranien. C'est sans doute maintenant que l'Iran rentre dans une phase de transition en ouvrant son économie qu'il faut agir et se faire sa place sur ce marché. ■

¹ Statistical Centre of Iran.

² L'OFAC, qui est l'organisme dans le Département du Trésor américain qui gère les sanctions, a établi des listes où se trouvent les personnes ou entreprises iraniennes avec qui il est interdit de commercer.

AIDER LES ENTREPRISES FRANÇAISES À TRAVAILLER AVEC L'IRAN EN IRAN

Nous vivons peut-être une période charnière pour les relations franco-iraniennes. Bien que Donald Trump refuse toujours de ratifier l'accord sur le nucléaire iranien, il a déclaré qu'il ne s'opposerait pas à ce que la France et l'Allemagne poursuivent leurs échanges économiques avec l'Iran. Ce qui pourrait faciliter les échanges entre Paris et Téhéran, et renforcer le rôle de l'Hexagone dans la normalisation des échanges entre l'Iran et l'Occident. Dans ce contexte, Nicolas Dufourcq est déjà au cœur de l'action. Le directeur-général de Bpifrance souhaite en effet accompagner les entreprises françaises voulant développer leur business ou s'implanter en Iran, et se dit prêt à y consacrer jusqu'à 500 millions d'euros par an.

Par Pedro Novo, directeur export, Bpifrance



© Diaper

ParisTéhéran - Depuis cinq ans, vous ne cessez d'aider les entrepreneurs : vous avez d'ailleurs publié le 30 septembre dernier vos résultats du premier semestre.

Pedro Novo - Absolument, et il faut dire que cela marche très bien. Au premier semestre, nous avons accueilli l'activité assurance export de la Coface. L'assurance crédit a cru de 67% ces six derniers mois. Nos actionnaires vont recevoir des dividendes supérieurs à l'année dernière. Nos nouveaux crédits à l'investissement ont eux aussi cru de presque 20%. Un très bon chiffre : c'est l'une des plus grosses croissances de la banque française. Nos investissements en capital ont eux doublé, surtout dans les secteurs liés aux technologies et dans les fonds d'investissements partenaires.

IL EST DE NOTRE DEVOIR DE DIRE
QU'IL NE FAUT PAS AVOIR PEUR
DE LA MONDIALISATION.

PT - La France parvient-elle à attirer les entrepreneurs étrangers ?

PN - De manière générale, il y a un regain de confiance des entrepreneurs depuis 2014. C'est une très bonne chose. Néanmoins, la France n'a malheureusement pas encore rattrapé son retard pour ce qui est de l'investissement. Il nous faut plus d'ambition, et plus de mental. Le mental

représente 50% du travail, j'en suis convaincu. Il y a un secteur dans lequel la France dispose d'un écosystème exceptionnel : le monde digital. On y débloque des bourses, des crédits, des aides, etc. Il y a d'ailleurs des incubateurs à toutes les étapes du processus de développement des start-up !

PT - Aujourd'hui, les entreprises internationales rechignent toujours à travailler avec l'Iran par peur de sanctions américaines. Cependant, l'Iran a récemment signé avec l'autrichienne Oberbank, la chinoise CITIC Bank et la sud-coréenne Exim Bank.

PN - Oui, et la France doit maintenant emboîter le pas. Nous ne cessons de le répéter à nos clients : il faut exporter ! Il est même de notre devoir de leur dire qu'il ne faut pas avoir peur du phénomène de la mondialisation. Car les preuves sont là : les entreprises qui exportent créent plus de valeur et croissent plus vite et les entrepreneurs ont la niaque. Il faut maintenant que ce phénomène s'étende à tous les groupes d'entreprises. L'Iran est un pays idéal pour investir aujourd'hui. Concrètement, des milliards de dollars vont désormais pouvoir être investis en Iran. Suite à la fin d'un embargo économique de 20 ans, le pays veut aujourd'hui rattraper le temps perdu. ■



Conférence au World Trade Center de Lyon sur l'Iran comme nouveau levier de croissance des entreprises françaises.

DIASPORA

Artistes, universitaires, entrepreneurs : portraits d'Iraniens installés en France et de Français établis en Iran, qui présentent leurs parcours et partagent leur vision des liens entre les deux pays.

Par Jean-Claude Voisin et Mandi Heshmati



NAVID-ALEXANDRE ELAHI

Président de société



© Iranian Partner



N

é en France, à Lyon, de parents shirazi (habitants de la ville iranienne de Shiraz), Navid est l'exemple même de ces nouvelles générations d'Iraniens marquées par les deux cultures.

«Dès mon enfance, mes parents ont souhaité que je parte chaque année chez mes grands-parents en Iran. J'y passais toutes les vacances d'été et lorsque je rentrais, je me surprénais à parler persan avec mes copains, qui ne comprenaient rien...».

De sa double culture, Navid retient les aspects iraniens typiques du «taarouf», cette façon de traiter l'invité de façon démesurée, de ne jamais savoir dire non même si dans la réalité le résultat est identique. Cette politesse extrême fait partie intégrante de l'âme iranienne. De même, la notion du temps est totalement différente: *«J'ai appris en Iran la patience, la non précipitation. Un proverbe persan dit : 'la patience est un arbre dont la racine est amère, et dont les fruits sont très doux. Si je compare à mes amis Français, je les trouve toujours stressés ici.»* Avec l'ouverture de l'Iran sur le monde, Navid a fondé avec un associé un cabinet de conseil entre la France et l'Iran, «Iranian Partner». *«Ce qui me surprend le plus dans ce travail, c'est la frilosité des chefs d'entreprise français, leur manque de réactivité,*

le manque de prise de risques, comparé aux Allemands par exemple. Nous manquons des occasions... Je regrette cela car la France est mon pays. Je me sens Français, tout comme je me sens Iranien. Et j'aimerais que nos deux grandes nations, qui s'admirent depuis de nombreux siècles, puissent ensemble construire de belles choses. J'adore l'Histoire de France, la diplomatie française, sa diversité et sa richesse culturelle.» Et l'avenir, Navid, de par ses activités, l'envisage avec optimisme. *«Entre l'Iran et la France, cela fait longtemps que les contacts et les échanges n'ont pas été aussi denses : universitaires, culturels, politiques, économiques. L'arrivée de Donald Trump est peut-être une chance pour nos deux pays, et surtout pour l'Europe : elle peut trouver là l'occasion de s'émanciper de la tutelle américaine. Cette indépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis serait certainement profitable aux économies françaises et européennes. Les Iraniens souhaitent plus d'ouverture et souhaitent accueillir encore plus d'acteurs économiques français, déjà pour prouver que leur pays diabolisé pendant près de 15 ans, n'est pas ce que l'on dit même si depuis peu les médias occidentaux ont beaucoup changé leur approche sur l'Iran. La vague des touristes français ces 18 derniers mois redonnent de l'espoir et de la fierté aux Iraniens et cette rencontre ne peut être que bénéfique pour les deux pays».* Si le choix devait se faire, quel pays choisir ? *«Je ne pourrais pas choisir entre la France et l'Iran !»* Navid, comme la plupart des jeunes Iraniens rencontrés en France, rêve de pouvoir partager sa vie entre les deux pays. ■

REZVAN FARSIJANI

Costumière & Designer



© ASL


A

rrivée en 2007 en France, la pétillante Rezvan Farsijani développe depuis ses talents dans le domaine de la mode et du cinéma.

Débarquant à Caen en Normandie, Rezvan étudie le cinéma tout en débutant des créations de vêtements à la télévision, en prolongement de son expérience en Iran, où à côté de ses études, elle avait créé sa propre marque de vêtements. Puis, elle anime dans les écoles «*Gol'e Maryam - Fleurs de Marie*» et «*Erlas - Pureté*», des ateliers pour des enfants de huit ans qui débouchent sur des émissions pour enfants à la radio.

Après une année en Normandie, Rezvan se rapproche de la capitale. «*J'ai suivi les cours de design mode à l'École nationale des arts appliqués Duperré, complétés par un master media et cinéma à Paris 7 pour rester proche des vêtements et de la notion de texture, et rejoindre l'aspect tactile du cinéma. Le cinéma iranien me fascine et j'y apprendis cette grande constante, 'toucher avec les yeux', qui excelle dans ce cinéma...*»

Depuis Rezvan continue à enrichir ses expériences dans ces domaines, dans lesquels elle s'épanouit. Elle est assistante des achats pour une grande maison du luxe parisien, costumière pour le cinéma dans le dernier film de Valérie Lemerrier «*Marie Francine*» sorti en mai 2017, ou encore, participante à une résidence d'artistes à Copenhague pour développer une création artistique pour les vêtements. Cette

dernière est patronnée par la firme Canon, en collaboration avec l'École Polytechnique de Lausanne. «*Il s'agissait de travailler le costume autour de l'idée de l'alphabet arabo-persan. Expérience qui se poursuit à l'université de Copenhague en encadrant des femmes migrantes artisans dans le textile. Ce qui m'a le plus surpris les premières années de mon installation en France, c'était la générosité déjà réservée aux amis, alors qu'en Iran, cette dimension s'étend tout autour de soi. J'ai appris à rester entre soi, chez soi... En Iran, inviter des étrangers, même dans sa maison, est un signe de politesse, culturel, de reconnaissance de l'autre. Le plus important pour moi fut la relation avec l'administration française. Car sans bien connaître la langue, ce n'était pas simple, pour régler les multiples démarches administratives, trop nombreuses. Je souffrais de cette image qu'avaient la plupart des Français de l'Iran, entre la bombe atomique et la pistache-tapis persan. Je souhaite avoir des amis qui ne viennent pas d'Iran, et qui vont m'apprendre d'autres cultures, d'autres sensibilités, qui vont m'ouvrir à la diversité.*

En Iran, les choses changent très rapidement, la jeunesse métamorphose le pays. Les jeunes, entre 17 ans et 24 ans, ne sont pas nostalgiques d'un passé qu'ils n'ont pas connu. Ils aiment l'action. Ils ne laissent rien passer de l'évolution du monde. Ils croquent à pleines dents, le cinéma, l'art contemporain... C'est aussi cela l'Iran d'aujourd'hui.» ■

HODA SAJJADI

Cofondatrice et directrice générale de start-up



© Persiana



Installée en France depuis 16 ans, Hoda Sajjadi arrive avec son baccalauréat iranien en poche sans connaître le français malgré des parents francophones. La première démarche fut donc d'apprendre la langue du pays d'accueil. Avec un travail acharné de six heures de français quotidiennes, Hoda passe avec succès son DELF (diplôme d'étude en langue française) après cinq mois d'apprentissage. « *J'adorais cette langue et dans ma famille, en Iran, on avait l'amour pour la France, on avait des disques de musique française, des livres. Ceci explique aussi pourquoi j'ai opté pour le français plutôt que pour l'anglais, comme mon père officier.* » Après des essais vers la pharmacie à l'Université Descartes puis le droit, Hoda se marie avec un Français. C'est la traductologie qui deviendra sa voie professionnelle : après des études à l'INALCO auprès de Christophe Balay, elle voit son travail récompensé par l'obtention d'un Master 2. « *Dans mes premières années en France, dans les années 2000-2001, de nombreuses choses m'ont interpellées. Par exemple, lorsque je parlais de l'Iran avec mes amis, j'avais le sentiment de parler d'une autre planète. On confondait l'Iran et l'Irak. Quand je disais être Iranienne, on me demandait si ce*

pays était en Afrique, ou l'on ajoutait pour me faire plaisir : « J'adore le couscous ! » J'ai découvert le thé vert en France. Ou encore plus étrange, montrant des photos de mes amies iraniennes, voilées bien entendu, et de me voir demander « Comment faites-vous pour vous laver les cheveux en Iran ? » ou encore « Ah, tu vis en Iran, tu as de la chance, je n'ai jamais vu un chameau ! » Et moi de répondre : « Eh bien moi non plus ! » Ces remarques venaient de camarades de classe à la faculté de pharmacie !

Aujourd'hui, Hoda a lancé avec des amis iraniens un groupe de médias qui vise à mettre en valeur la culture persanophone, partagée par plusieurs pays d'Asie centrale, ancienne Perse. « *Je me sens Iranienne en France, je pense souvent à mon pays mais quand je suis en Iran, il me tarde aussi de revenir en France. L'Iran me manque, la rue, les odeurs, les parfums, le sourire des gens, le fait de ne pas avoir peur d'être jugé. Les Iraniens savent vivre, profiter de la vie, aimer la vie. Mais j'ai appris beaucoup de choses en France et c'est pour cela que j'ai un grand respect pour ce pays. Dommage que les Français soient si mal informés sur l'Iran. J'aurais aussi un message à transmettre à vos lecteurs en leur disant regardez l'Iran autrement. C'est une nation avec une grande histoire, une grande culture, qui n'a jamais attaqué ses voisins mais par contre qui a été de nombreuses fois attaqué, massacré, diabolisé mais le pays a toujours su se relever, grâce à sa culture. J'ai une profonde estime pour mon pays et je suis fière d'être iranienne.* » ■



KAVEH HEDAYATIFAR



Docteur en théâtre et musique



© Armelle Fauvel

K

aveh Hedayatifar est le type même de l'étudiant iranien des années 2010 : il apprend le français en Iran par amour de la littérature du pays de Molière,

Hugo et Gide puis vient parfaire sa formation universitaire en France par souci d'ouverture, de perfectionnement avant de rentrer dans son pays ou de partager ensuite sa vie entre la France et l'Iran.

« Je suis arrivé en France en 2011 pour m'installer à Grenoble où je suivais les cours de l'université, avant, voilà deux ans, de venir sur Paris. Au lycée, j'étais passionné par les traductions de Romain Gary et Albert Camus. Ceci m'a poussé vers l'apprentissage du français à l'Iran Language Institute et à l'Institut Français de Téhéran, puis en faculté. Car l'accès à la langue permet de saisir toutes les nuances. Par la suite, fort de ma maîtrise de cette langue, j'ai pensé que la poursuite de mes études en France allait m'ouvrir de nouveaux champs et surtout de belles rencontres dans le domaine qui est le mien. »

Si l'Iran est connu pour les dédales de son administration, Kaveh, quoique averti, se trouve surpris en France, dès son arrivée, par le poids de la bureaucratie. *« Je ne pensais pas que c'était aussi compliqué ; pour chaque démarche, eau,*

électricité, téléphone, il me manquait toujours un papier. Les allers et retours dans les administrations ont été phénoménaux. J'ai bien réfléchi et je pense que ce qui m'a choqué en France tout au début, c'était les banques françaises qui n'ouvrent pas un compte bancaire pour les citoyens de certains pays étrangers, comme l'Iran. Je me suis demandé comment il était possible qu'on donne l'autorisation de séjourner dans un pays et que l'on refuse ensuite d'y ouvrir un compte bancaire. Cela rend la vie tellement difficile, surtout à une époque où tant de choses ne peuvent pas se faire sans. Néanmoins j'avais choisi la France, car on doit l'avouer, la situation des étudiants est plutôt appréciable si je compare à beaucoup d'autres pays occidentaux, notamment le coût des études grâce aux aides de l'État français, aux frais d'inscription extrêmement bas. En France avec un travail à temps partiel et les aides, je peux normalement vivre, ce qui est appréciable. »

La venue à Paris reste pour Kaveh l'occasion de rencontrer des artistes de toutes les cultures et de tous les continents. *« Bien que Paris semble actuellement détrônée par New York dans les enquêtes, pour moi, cette ville reste la capitale culturelle du Monde. Grâce à l'ARTA (association de recherche des traditions de l'acteur - ndlr), au cœur de la Cartoucherie, proche du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, j'ai fait la connaissance de très nombreux artistes qui m'ont ouvert le champ de mes recherches, consacrées aux apports du chant persan au sein du processus de création de l'acteur. J'ai effectué des stages, suivi des masterclasses. C'est un lieu magnifique pour moi qui recherche cette ouverture sur le monde. J'y ai appris aussi comment relier les différentes disciplines artistiques, vidéo, musique, chant, théâtre, etc. »*

Kaveh souhaite mettre ses capacités au service de l'Iran mais rêve de pouvoir peut-être les partager avec la France, où il se sent à présent citoyen à part entière. ■

AÏDA ASGHARZADEH

Comédienne et auteure



© Mandi Hashemi

Ses parents sont iraniens, elle est née en France. Aïda est actuellement en tournée internationale avec ses dernières pièces : « Les Vibrants » écrite en 2014, « La Main de Leïla », co-écrite avec Kamel Isker en 2016 et « Le Dernier Cèdre du Liban », écrite en 2017. « J'ai écumé toutes les possibilités professionnelles avant d'aller vraiment vers le jeu et l'écriture », se souvient-elle. « On sait que ce sont des métiers à risque. Alors j'ai d'abord essayé l'économie, pour aller dans la même voie que ma mère, autrefois professeur d'économie à Téhéran. » Mais elle n'y trouve pas son bonheur. Une double licence lettres modernes-cinéma audiovisuel à la Sorbonne plus tard, elle se lance enfin dans le théâtre. Depuis toujours, elle a des histoires en tête qu'elle meurt d'envie de raconter. Et grâce aux cours Acquaviva, aux Ateliers du Sudden et à l'école du studio-théâtre d'Asnières, son vœu se réalise. Aïda se fait repérer par Franck Berthier, metteur en scène à qui son écriture plait. Il lui propose d'écrire deux pièces à des-

tinuation d'un public de collégiens pour leur programme d'histoire. Très vite, l'une d'entre elles connaît un succès fulgurant, « Le Peuple de la Nuit » : elle la réécrit alors en version tout public et part la présenter à Avignon. S'ensuivent ses réalisations actuelles. Aïda a été élevée dans la culture iranienne, mais raconte avec humour ne s'en être pas tout de suite rendu compte. « Je parle persan chez moi, ma mère cuisine iranien, j'écoute de la musique iranienne... et toutes ces choses me semblaient complètement naturelles avant que j'aie à l'école et que je réalise qu'on ne mange pas le riz à la cuillère en France ! » L'amour de son père pour le cinéma des années 50 lui a donné une culture cinématographique riche. Des films américains ou iraniens. Parmi eux, bien sûr, Casablanca (Film phare de « La Main de Leïla ») et des films de Kiarostami. « En Iran, on ne peut pas montrer directement une scène de rapprochement entre un homme et une femme. On doit montrer 58 000 manières de le sous-entendre ! Alors ça m'a appris à faire plus subtil, plus délicat, plus poétique. » ■



© Mandi Heshmati

Les Vibrants

Les Vibrants

ON DOIT MONTRER
58000 MANIÈRES DE
SOUS-ENTENDRE LE
RAPPROCHEMENT
ENTRE UN HOMME
ET UNE FEMME.



© Mandi Heshmati





GRANDS RENDEZ-VOUS

© LR

TÉHÉRAN SUR SMARTPHONE

Par Jean-Claude Voisin

Du 22 septembre au 1^{er} octobre s'est tenue au Centre Culturel d'Iran à Paris, en partenariat avec l'Association Artistes et Patrimoines de la Villette, une remarquable exposition photographique dédiée à la prise de vue avec smartphone. Le travail conduit sur la ville de Téhéran se voulait, à l'instar des Cartier-Bresson ou Robert Frank, figer des instant de ces espaces et de leurs occupants pris sur le vif, dans la veine d'une poésie, partie intégrante de l'âme perse. 27 jeunes photographes iraniens, 9 femmes, 18 hommes ont été sélectionnés par le célèbre Photoreporter iranien Majid Saeedi, lauréat 2013 du prix «Visa pour l'Image» de World Press. Le thème retenu était «la rue», commun à d'autres manifestations organisées à Paris dans le cadre



de la semaine culturelle des centres culturels étrangers à Paris. Cette manifestation dédiée à la photographie iranienne venait compléter la forte présence iranienne aux 48^{èmes} Rencontres d'Arles. ■

L'ART DU QALAMKAR AU MUSÉE BARGOIN DE CLERMONT-FERRAND

Par Patrick Laffite



Du 4 juillet au 31 décembre s'est tenue au Musée Bargoin une magnifique exposition sur un aspect de l'artisanat traditionnel de l'Iran et tout particulièrement de la ville d'Ispahan, ancienne capitale impériale.

En préfiguration de l'ouverture prochaine de la Maison du *Qalamkar* à Ispahan, cette exposition retraçait le processus ancestral de fabrication de ces cotonnades imprimées au bloc avec des couleurs naturelles. Ces productions ont fait depuis des siècles la renommée d'Ispahan et continuent de nos jours. Elle racontent depuis des siècles les récits et légendes de la Perse, comme de l'actualité. Dessinées au *qalam* (sorte de crayon en roseau), elles sont utilisées comme nappes, tentures, couvertures, vêtements... Destinée à faire connaître les richesses de l'Iran, cette exposition était une première en France. Elle s'inscrivait dans la politique artistique du Musée Bargoin qui s'intéresse à l'Iran de longue date. ■

JEUNES TALENTS IRANIENS EN MASTERCLASS EN FRANCE

Par Jean-Claude Voisin



© LR

Les lauréats de *Barbad Piano Prize* 2017 de Shiraz ont eu lieu à La Plage Musicale En Bangor à Belle-Île. Bénéficiant d'une bourse accordée par le mécène du Festival, l'entreprise Barbad Piano, deux jeunes pianistes iraniens, Ashkan Layegh et Mohammadjavad Bahrami ont pu suivre les masterclasses de piano et de musique de chambre à l'académie du festival de Belle-Île, du 15 au 27 juillet, sous la direction du célèbre violoncelliste Christophe Beau. Les lauréats ont pu bénéficier, en plus des cours journaliers de piano avec Carine Zarifian, des masterclasses de grands pianistes tels que Jean-Marc Luisada et Maria Perrotta. Layla Ramezan¹, pianiste iranienne et directrice artistique du Barbad Piano Prize a également partagé la scène avec les deux lauréats lors d'un concert spécialement intégré à la programmation officielle du festival le 24 juillet à la citadelle du Palais où ils ont interprété des œuvres de Debussy, Liszt, Barber, ainsi que des pièces des compositeurs iraniens Alireza Mashayekhi et Emanuel Melik-Aslanian, qui ont enthousiasmé l'auditoire.



Ashkan Layegh

© LR

[1] Voir *ParisTeheran* n° 3, printemps 2017.

L'IRAN, INVITÉ D'HONNEUR AU SOMMET DE L'ÉLEVAGE DE CLERMONT-FERRAND

Par Patrick Laffite



M Hosseinmardi, coordinateur de la présence iranienne au sommet et Jérôme Gueux de FEDATEST.



Le stand Iran au Sommet de l'élevage.

Une délégation de plus de 150 personnes conduite par Mahmoud Hojjati, ministre iranien de l'Agriculture, a participé au Sommet de l'Élevage de Cournon (aire urbaine de Clermont-Ferrand), premier salon européen de l'élevage de haute valeur génétique et des productions animales.

En ouverture du sommet, Hassan Rokni (vice-ministre en charge de l'élevage), Seyed Moghaddasi (président de la Fédération des fermiers) et Mohammad Mollasalehi (directeur du Centre de l'élevage iranien), ont dressé un panorama complet de l'élevage en Iran avec ses grandes composantes : 48 millions d'ovins, 20 millions de caprins, 10 millions de bovins. Ainsi, il est étonnant de savoir que les taureaux sont plus nombreux que les chameaux (environ 200 000).

«*Notre volonté est d'augmenter la production pour notre pays par rapport à l'élevage, que ce soit pour la viande ou les produits laitiers. L'objectif d'augmentation de la production de lait est important car il consistera à passer de 10 millions de tonnes actuellement à 15 millions en 10 ans*» déclarera Hassan Rockni, qui insista aussi sur la nécessité d'une alimentation saine et suffisante pour la population iranienne de 80 millions d'habitants : «*Avec notre situation et nos voisins*

du golfe Persique, nous avons un marché très important». Le vice-ministre a mis aussi en avant la diversité climatique de l'Iran (11 sur les 13 climats mondiaux) qui est une opportunité pour l'accroissement et la diversification des productions agricoles.

M. Moghaddasi a, quant à lui, insisté sur l'amélioration de la chaîne de production grâce aux échanges de connaissances et de technologies. Il a souhaité que les partenaires français apportent leurs investissements et leurs savoir-faire, et viennent discuter sur le stand de la République Islamique d'Iran de leurs projets. «*Nous sommes au Sommet de l'Élevage pour dire aux entreprises françaises que l'on peut les accueillir*». Des échanges nourris existent depuis trois ans entre FEDATEST, qui regroupe des éleveurs de Haute-Loire basés à Mazerat-d'Allier, et l'Iran. «*Nous servons de modèle à l'Iran pour la gestion des populations et les croisements pour améliorer les races locales. Notre race, la blanche du Massif central, par ses aptitudes de rusticité, de capacité de marche et les qualités laitières des brebis, les intéressent particulièrement*» indiquait Jérôme Gueux. Côté iranien, M. Torabi du groupe KOSAR, expliquait que son objectif était d'améliorer le rendement des carcasses des agneaux. 150 têtes ont déjà été livrées en Iran pour tester leur comportement dans la région de Téhéran, notamment sur une baisse de pression du pâturage sur l'environnement.

Le 4 octobre, le ministre iranien a rencontré son homologue français, Stéphane Travert, pour une réunion du comité mixte agricole France-Iran, créée en 2015. ■

LIBERTÉ • ÉGALITÉ • ACTUALITÉ

**FRANCE
24**



FRANCE24.COM

Au Québec, retrouvez France 24 en français sur Vidéotron canal 170, Bell Télé Fibe canal 113, Télédistribution Amos canal 102, et Dery Telecom canal 156. Disponible également sur CCAP canal 199 en français, et canal 198 en anglais.

TOURISME : L'IRAN DÉVELOPPE SES ACTIONS DE COMMUNICATION

Par Jean-Claude Voisin



Aux Rendez-Vous de l'Industrie et du Tourisme du Parc des Expositions de la Porte de Versailles

Dans le cadre des Rendez-vous de l'Industrie et du Tourisme (IFTM) au Parc des Expositions de la Porte de Versailles à Paris, l'Iran était présent plus que jamais. Bénéficiant des situations d'insécurité qui règnent chez ses voisins du Proche et du Moyen-Orient, tels la Turquie, l'Égypte, la Syrie, et de l'ouverture du pays après la signature du traité sur le nucléaire, la République islamique d'Iran mise sur le tourisme pour revigorer son économie. Participant de plus en plus aux salons internationaux, l'Iran était présent à ces Rendez-Vous avec plus de 16 agences iraniennes. Sous la conduite de Ebad-Reza Eslami, directeur de l'Automobile Club d'Iran, qui est en charge du tourisme au sein du gouvernement, les agences iraniennes, de plus en plus professionnelles, étaient là pour rencontrer les très nombreuses agences françaises qui s'intéressent plus que jamais à l'Iran, devenu une des premières destinations des Français.

Un colloque organisé dans le même temps au Centre Culturel d'Iran à Paris complétait cette stratégie. ■



Le colloque du CCI

JEAN-BAPTISTE LEMOYNE, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUPRÈS DU MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES À TÉHÉRAN

Du 18 au 20 septembre derniers, une cinquantaine de chefs d'entreprise ont pris part à la délégation de MEDEF International et du Centre français des affaires de Téhéran (CFAT) en Iran, conduite par Yves Thibault De Silguy, vice-président et administrateur référent de Vinci.

Ce premier déplacement majeur d'entreprises européennes depuis la réélection du président Hassan Rohani s'est effectué aux côtés de Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Les entreprises ont notamment rencontré les ministres iraniens de l'Industrie et des mines, des routes et du développement urbain, de l'agriculture, ainsi que le vice-ministre de l'économie et des finances et le président de la bonyad Mostazafan.

Après deux jours à Téhéran, la délégation s'est rendue à Ispahan pour échanger avec le gouverneur sur les axes de développement de la province



© MEDEF

et participer à une rencontre avec les entreprises locales, organisée par la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Ispahan.

Ce déplacement était donc l'occasion de découvrir les chantiers prioritaires du nouveau gouvernement, rencontrer les grands acteurs publics et privés et consolider la position des entreprises françaises sur le marché iranien. ■



© MEDEF

LE TÉHÉRAN DES QUARTIERS POPULAIRES

TRANSFORMATION URBAINE ET SOCIÉTÉ CIVILE

Tel est le titre de l'ouvrage de Mina Saïdi-Sharouz, enseignante-chercheuse à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-La Villette et responsable de l'Observatoire urbain de Téhéran et des villes d'Iran (OUTI), au sein de l'Institut Français de Recherche en Iran (IFRI). L'ouvrage, publié en français en 2013, dans les collections de l'IFRI, sous le titre « Le Téhéran des quartiers populaires : transformation urbaine et société civile en République islamique » vient de se doter d'une version en persan à Téhéran. C'était l'occasion, le 8 octobre dernier, d'une nouvelle présentation de ce travail devant le public de l'IFRI, débat animé par le professeur Mohsen Habibi, professeur des universités et ancien doyen de la faculté des Beaux Arts de l'Université de Téhéran.

Cette recherche, qui s'appuie sur des enquêtes de terrain conduites entre 2007 et 2012, s'est intéressée à étudier les quartiers périphériques de la capitale iranienne, notamment dans le sud, ou dans le centre historique proche du Grand Bazar, bâtis sur le tissu urbain d'une ville ancienne et populaire avec un tissu urbain dense et vernaculaire. « Ces quartiers, en apparence vétustes et à l'écart des changements, possèdent un dynamisme social et économique propre, solidement ancré. Les habitants, composés essentiellement de migrants, ont longtemps résisté aux différentes planifications urbaines et projets d'aménagement qui, depuis cinq décennies, ont radicalement transformé le reste de la ville. » ■

BIO EXPRESS

Le Dr Mina Saïdi Sharouz, architecte, docteur en géographie urbaine, est enseignante à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris La Villette (ENSAPLV), membre du laboratoire Architecture et Anthropologie (LAA-LAVUE) et chercheur associée à l'IFRI.

BIO EXPRESS

Le Prof. Mohsen Habibi est professeur des universités, ancien doyen de la faculté des Beaux Arts de l'Université de Téhéran.

FRANÇAIS ET IRANIENS PLANÇHENT SUR L'ENVIRONNEMENT

Par Jean-Claude Voisin



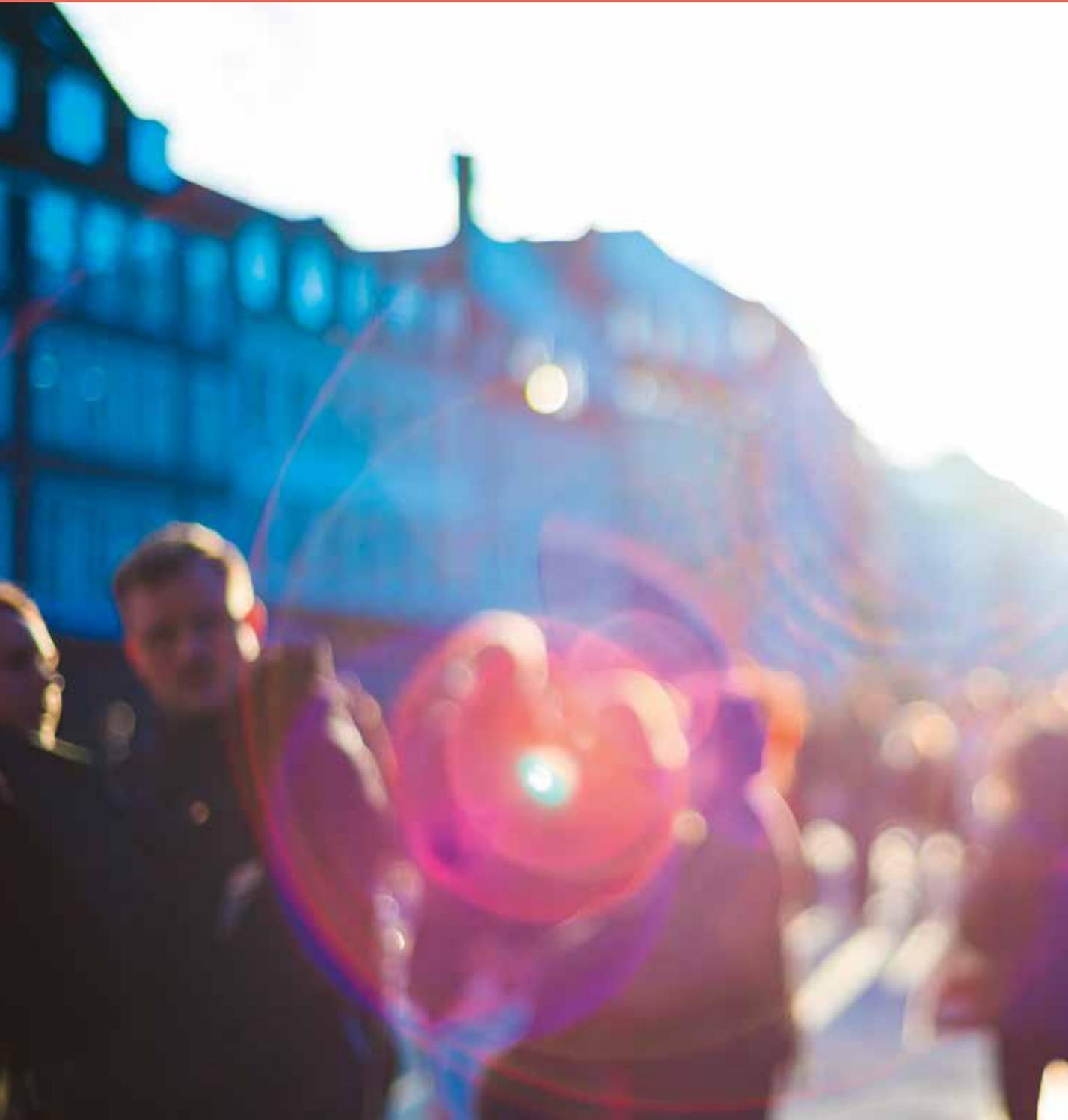
© Jean-Claude Voisin

Le colloque du 23 novembre 2017 à l'Institut Diderot

Le colloque « Iran Défi Climat » organisé à l'Institut Diderot par le Centre Franco-Iranien d'Alireza Khalili, en partenariat avec le Centre de promotion de commerce franco-iranien et de la Fondation Cousteau, réunissait pour la deuxième année consécutive des responsables publics et privés, iraniens et français, pour débattre des enjeux liés au domaine de l'environnement et de l'agriculture. Avec la présence des anciens ministres Nallet et Lalonde, des représentants iraniens et français des ministères de l'environnement et de la transition énergétique, d'une importante délégation d'élus des provinces du sud de l'Iran (Sistan-Balouchistan, Hormozgan, Khuzestan) particulièrement affectées par une sécheresse qui dure, ce séminaire permit d'aborder des aspects aussi divers que l'histoire millénaire de la faune et de la flore, des paysages et des ressources hydriques iraniens grâce aux intervenants du Museum National d'Histoire

Naturelle et du CNRS, que la coopération génétique entre la France et l'Iran. Les techniques ancestrales de maîtrise de l'eau ont été abordées par plusieurs intervenants iraniens, proposant aux participants français une coopération afin de trouver une adéquation entre la technologie de pointe et les techniques traditionnelles, très appropriées aux conditions géologiques et climatologiques des plateaux semi-arides iraniens.

Outre la consommation d'eau, principal enjeu de toute la planète pour les prochaines décennies, comme le rappelaient les ministres présents, le traitement des eaux usées et des déchets sur des espaces immenses à la densité démographique faible empêchant la construction de stations ou d'usines de traitement à forte capacité, reste une préoccupation majeure pour les responsables iraniens qui lançaient à cette occasion un appel à leur collègues français du monde des PME/PMI. ■





DOSSIER

LA VILLE FACE À SES CITOYENS

Trop grande, trop ambitieuse, trop diffuse, trop cosmopolite, trop complexe à administrer. La ville, en s'élargissant, prend aussi le risque d'échapper à ses citoyens. On peut dès lors se poser la question de l'utilité d'une ville qui n'entraînerait pas ses habitants dans son sillage. Associations de quartiers, plateformes numériques de mise en relation, initiatives locales permettent au citoyen de retrouver droit de cité et deviennent un contre-pouvoir parfois redoutable pour le pouvoir politique local. La ville ne peut plus jouer la sourde oreille face à ses citoyens.

Dossier réalisé par Pascal Beria



« Ville citoyenne » sonne comme un pléonasme. « Les maisons font la ville, mais les citoyens font la cité » disait Rousseau. Par son étymologie même, le citoyen est intimement et historiquement lié à la ville. À sa ville. Mais il est aussi un acteur porteur d'un engagement et d'une responsabilité aujourd'hui stimulés par les outils numériques. Ce qui n'est pas sans conséquence sur les autres acteurs en charge de sa gestion et son administration. Au-delà du mot-caution, quelle place lui est donc aujourd'hui faite dans le design de la cité ?

La citoyenneté est une longue histoire. Et comme toutes les histoires, elle est faite de rebondissements, d'aléas et de tragédies. Dans sa contribution à l'Encyclopédie, Diderot définissait le citoyen comme « celui qui est membre d'une société libre de plusieurs familles, qui partage les droits de cette société et qui jouit de ses franchises. »¹. Plus proche de nous, Régis Debray précise que « le citoyen, c'est celui qui participe de son plein gré à la vie de la cité. »² Ces définitions mettent en évidence deux caractéristiques inaliénables du citoyen : c'est un individu libre faisant partie d'une communauté. Cette confrontation entre liberté individuelle et intérêt général est au cœur de la pensée des Lumières. Avec celle d'égalité, qui demeure évidemment une valeur fondatrice de la démocratie. En étant « libres et égaux », les citoyens sont chacun détenteurs d'une partie de souveraineté politique. Ramené à l'échelle de la ville, cela signifie que chaque habitant est en capacité d'avoir une influence sur la manière de penser

sa localité, son quartier ou sa rue. Un fait qui n'est pas pour autant une évidence, la planification de la ville ayant longtemps été réservée au domaine des seuls urbanistes, experts et autres architectes de grands ensembles. Parfois au détriment de leurs habitants. Or, si on a coutume de dire que la citoyenneté est faite de droits et de devoirs, on omet parfois de rappeler qu'elle est aussi porteuse de pouvoir. Le temps pour le citoyen de se réapproprier sa ville semble être venu.

POUR CONSTRUIRE UNE VILLE DURABLE,
L'ADHÉSION DU CITOYEN N'EST
PLUS UNE OPTION.

LE RETOUR DE L'ACTIVISME CITOYEN

Les citoyens n'ont jamais autant souhaité prendre part à la vie de leurs cités, partager leurs idées, participer aux décisions de leurs quartiers.

DERRIÈRE L'IDÉE DE CITOYENNETÉ RÉAPPARAÎT UNE FORME D'ENGAGEMENT INDIVIDUEL, VOIRE DE MILITANTISME.

Une étude menée par le cabinet Sociovision³ montre qu'entre 48 % et 80 % des citoyens, selon les pays, ont le désir de participer activement à la société et de contribuer à la faire évoluer. L'engagement citoyen, qu'on disait perdu, semble finalement n'être qu'en sommeil. « La question de l'opinion publique – de sa puissance, de sa mesure et de son contrôle – hante le gouvernement des sociétés occidentales depuis la fin du XVIII^e siècle » nous dit le sociologue Loïc Blondiaux⁴. Il faut dire que ce nouvel activisme est largement favorisé par l'émergence d'Internet et des plateformes participatives, qui sont désormais des moyens d'accès directs à la ville. On parle aujourd'hui de journalisme citoyen, de financement citoyen, de consultation et de participation citoyennes. Avec, à chaque fois, le sentiment d'une plus grande capacité et de simplicité à participer au débat commun. Derrière l'idée de citoyenneté réapparaît une forme d'engagement individuel, voire de militantisme qui s'était un peu ému par un système de

scrutin représentatif en place dans la majeure partie des villes. Et ça change beaucoup de choses pour notre conception de la démocratie. Plus que jamais, passer outre l'avis du citoyen, c'est aujourd'hui prendre le risque d'un rejet et d'une levée de bouclier de la part de la population. Avec les conséquences en matières politiques, sociales et économiques que cela implique. Pour construire une ville durable, l'adhésion du citoyen n'est plus une option. Se donner les moyens d'entretenir le dialogue est essentiel pour l'action municipale. Dans le cas contraire, c'est prendre le risque de voir se développer cette parole citoyenne sur d'autres canaux de discussions. Là où le pouvoir légitime n'a plus de prise. « Les attentes des citoyens et des usagers, le droit à l'information, la contestation des points de vue officiels comme celui des experts, conduisent à dépasser les consultations traditionnelles préalables à la décision publique et à mettre en discussion les idées, les projets et les textes. » ▶

[1] « Citoyen » - Denis Diderot, Encyclopédie

[2] « La République expliquée à ma fille », Régis Debray, Le Seuil, 1998

[3] « Les attentes des citoyens face aux transformations de la ville » - Sociovision/La fabrique de la Cité, 2012

[4] La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages, Loïc Blondiaux, Le Seuil, 1998

LE RETOUR AU QUARTIER

Plus la ville s'agrandit, plus il est difficile d'emporter l'adhésion de ses citoyens. Tout simplement parce qu'à partir d'une certaine taille, les habitants ne se sentent plus concernés par les projets proposés par la ville. « Le citoyen concret exerce ses droits et assume ses devoirs d'abord dans son environnement immédiat, là où il habite et parfois travaille ». Dans cette perspective, la concertation à l'échelle de la ville n'est pas forcément la bonne. C'est souvent au niveau du quartier que s'exprime l'initiative citoyenne. Tout simplement parce qu'elle correspond à un besoin immédiat et pratique : celui du pas de porte, qui n'est pas nécessairement perceptible à l'échelle de la métropole. Pour capter cette expression et y apporter une réponse, se sont développés les Conseils citoyens de quartiers, cherchant à concilier expertise et besoins locaux, voire ultra-locaux. Une parole qui doit ensuite être entendue au niveau de la municipalité pour être croisée avec les autres services de la ville, comme la desserte scolaire, la collecte des déchets ou l'aide au logement.



LA SUISSE

Un modèle de citoyenneté éclairée?

La Suisse. Ses montagnes, son chocolat, son secret bancaire et sa démocratie directe. La confédération helvétique est connue pour être un des pays laissant le plus volontiers la parole à ses citoyens pour tous les grands choix de société. L'usage du référendum est obligatoire dès lors qu'on touche à la constitution ou à l'adhésion à une organisation internationale. Il peut aussi être demandé par n'importe quel citoyen remettant en question l'adoption d'une loi fédérale, dès lors que celui-ci recueille plus de 50 000 signatures. Mais le citoyen suisse a surtout le recours à l'initiative populaire, lui permettant d'établir une proposition de loi sur n'importe quel sujet dès lors qu'il recueille au moins 100 000 signature du corps électoral. Les citoyens suisses sont ainsi convoqués dans les urnes tous les trois mois, pour décider de sujets à l'échelle fédérale autant que locale. Cette contribution régulière a comme vertu principale d'éviter une trop grande professionnalisation du corps politique helvétique en même temps qu'elle permet un engagement indéniable du peuple pour la question citoyenne. Un bénéfice certain en matière de démocratie qui a pourtant pour corolaire la montée en puissance d'un certain populisme. Certains partis extrémistes exploitent ce système pour mettre en pleine lumière et imposer au débat public des thèmes de débat mineurs mais regroupant rapidement tous les mécontents du pays. Tout le monde se souvient de la votation contre la construction de minarets (quatre recensés dans tout le pays) en 2009 et celle instaurant des quotas en matière d'immigration en 2014. La limite à la démocratie directe pourrait être la démocratie directe elle-même ?

- ▶ précise un rapport public⁵ du Conseil d'Etat Français, montrant bien que cette évolution des usages est désormais prise très au sérieux par les plus hautes instances représentatives du pays.

CITOYENNETÉ ET DÉSENGAGEMENT

Il serait toutefois faux de croire que l'action citoyenne n'aurait que des vertus. Elle accentue d'abord la perte de confiance générale de l'autorité et d'une crise de la représentation politique mise à mal, il faut bien le dire, par les exactions d'un monde politique jugé déconnecté des réalités. Une étude Ipsos⁶ sur la confiance qu'entretiennent les Français avec leurs institutions révèle que 69 % d'entre eux pensent que le monde politique est globalement corrompu et 76 % que le système démocratique fonctionne mal dans le pays. Cette étude montre toutefois que le maire demeure un des acteurs politiques qui garde la confiance de 67 % de la population française. Un score qui montre que l'expression directe du citoyen n'est pas (encore) forcément

LA DÉSILLUSION LIÉE AU POLITIQUE SERAIT DONC SOURCE D'UNE NOUVELLE FORME D'ENGAGEMENT DU CITOYEN.

insoluble dans une forme de représentation politique traditionnelle. Au moins au niveau local. Au milieu de ce marasme, l'expression citoyenne est perçue comme un moyen de s'affranchir de la perversion de ce système. Les initiatives citoyennes portent d'ailleurs en elles une forme de contestation cherchant, dans la relation de pair-à-pair, un remède à l'incapacité supposée du politique, ou dans certains cas de l'acteur économique, à résoudre leurs problèmes. Amaps, *sharing-economy* et *upcycling* peuvent être considérés à bien des égards comme des solutions « antisystème ». Au travers des mouvements citoyens, il existe une volonté de « penser autrement », de manière plus responsable, plus proche des besoins et des usages des citoyens. Paradoxalement, la désillusion liée au politique serait donc source d'une

nouvelle forme d'engagement du citoyen. C'est cet engagement que les instances de gouvernance de la ville doivent aujourd'hui capter pour retrouver de la crédibilité.

CITOYENNETÉ ET « CONTRE-DÉMOCRATIE »

Il est également faux de penser qu'un engagement, parce qu'il serait citoyen, serait forcément dénué de toute forme de corruption. Il existe dans ces actions parfois spontanées une part de manipulation qui n'est pas à négliger. La parole du citoyen peut parfois, même inconsciemment, être conduite par des intérêts personnels aux antipodes de l'intérêt général. Elle peut être phagocytée par les représentants des groupes d'intérêts ou, plus prosaïquement, par ceux qui parlent le plus fort ou savent tout simplement se servir des outils participatifs mis à disposition. La démocratie participative prend ainsi le risque de faire émerger tout types de paroles, y compris celles les moins démocratiques. La prise de parole citoyenne peut donc avoir pour corollaire l'émergence d'une forme de « contre-démocratie », selon l'expression de l'historien Pierre Rosanvallon⁷, faisant le jeu des populismes et contribuant à délégitimer un peu plus le pouvoir représentatif en place. Une « démocratie impolitique » qui s'expose au risque de repli sur soi, ou même de sécession avec le pouvoir en place, comme on l'a récemment vu avec les référendums pirates au Kurdistan Irakien, ou encore en Catalogne.

MESURER LE POUVOIR DE NUISANCE

Il serait dangereux de minimiser la capacité de nuisance d'une pétition sauvage. Dans la sphère économique, nombre de marques en ont fait les frais, de Nestlé obligé d'abandonner l'utilisation d'huiles de palme suite à une levée de bouclier des consommateurs sur les réseaux sociaux à Dove, récemment obligée de s'excuser publiquement suite à une publicité jugée sexiste par les internautes. Pour autant, la sphère du politique semble encore réticente à entendre toute forme de contestation citoyenne dès lors qu'elle n'est pas formulée lors d'un scrutin traditionnel. Une

pétition signée par 3,5 millions de citoyens européens n'a pas réussi à empêcher la signature du CETA par le Parlement Européen. En France, la construction de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes peine aujourd'hui à se concrétiser malgré une victoire tranchée du « oui » lors de la consultation publique. Autant de décisions qui prennent le risque de s'opposer à la résolution citoyenne mais dont la portée est encore trop éloignée pour parvenir à fédérer une opposition massive. Il faut savoir que juridiquement, en France et dans la plupart des pays européens, une pétition nécessite des conditions extrêmement strictes pour qu'elle puisse revêtir un pouvoir contraignant pour le destinataire. Plus localement, les consultations citoyennes sont aussi nombreuses qu'il existe de villes et sont souvent plus réactives, car elles se confrontent souvent à des questions pratiques et au syndrome du NIMBY (Not in my Backyard). Elles se focalisent bien naturellement sur des problématiques locales, voire de quartier. Il ne faut pas croire pour autant que la participation citoyenne dans les villes soit juste du ressort d'associations réfractaires à toute forme de pouvoir. Ce sont aussi des outils aux mains des institutions qui y voient une manière de tester l'adhésion des concitoyens, mais aussi de comprendre les usages qui sont faits de la ville.

CONSULTER POUR COMPRENDRE LES USAGES

Issues ou non d'une volonté politique municipale, ces alternatives citoyennes sont essentielles pour comprendre les attentes de la population, ajuster les projets urbains, préempter les différentes échelles du territoire. Pour être *smart*, une ville doit forcément s'inspirer des idées de ses citoyens. En janvier 2012, Un rapport sur la démocratie locale et la participation des habitants établi par le conseil National des Villes ▶

[5] « Consulter autrement, participer effectivement »
La Documentation Française, 2011

[6] « Fracture Française 2017 », IPSOS, 2017

[7] « La Contre-Démocratie. La politique à l'âge de la défiance »,
Ed. Seuil, 2006

► précisait qu'« un des apports est la mobilisation de ce qu'on peut appeler "l'expertise d'usage" des habitants et citoyens, susceptibles d'éclairer les diagnostics et d'apporter sur les projets d'autres points de vue que ceux des professionnels ». Ces consultations directes peuvent aussi s'avérer être un outil de dynamisme urbain. Changer les horaires de passage de bus, installer des nouveaux services municipaux, modifier un sens de

POUR ÊTRE SMART, UNE VILLE DOIT FORCÉMENT S'INSPIRER DES IDÉES DE SES CITOYENS.

circulation ou implanter un rond-point en entrée de ville sont des projets sur lesquels les citoyens sont tout à fait aptes à se prononcer et sur lesquels ils auront un avis d'usage à apporter auquel les experts n'auront pas forcément pensé. La ville d'Amsterdam a ainsi développé la plateforme Wikicity, sur le modèle participatif emprunté à l'encyclopédie en ligne Wikipedia, pour construire un nouveau modèle de planification de la ville où tous les citoyens peuvent contribuer.

« Il s'agit d'utiliser la ville comme un immense cerveau collectif qui mobilise les expertises d'usage, les savoirs, les idées et les représentations des habitants pour mieux réfléchir à la ville de demain » explique Zef Hemel⁸, directeur adjoint du département planification de la ville. Une initiative plébiscitée à la fois par les habitants et le conseil municipal, qui a voté à l'unanimité en faveur du projet. Preuve que les intérêts entre citoyen et municipalité ne sont pas nécessairement en opposition. De son côté, la ville de Madrid a ouvert la plateforme « Decide Madrid », un hub regroupant information municipale, espace de débat, consultations et dispositif d'initiatives citoyennes. Un point de ralliement citoyen permettant de réconcilier initiative populaire, action politique et discussion.

POUR UNE ÉDUCATION CITOYENNE

À côté de ces projets de grandes métropoles apparaissent des outils plus modestes, comme des conseils citoyens ou de quartier. Indépendants des pouvoirs politiques locaux, ces instances contribuent à leur échelle à un surcroît de démocratie locale. Ils servent aussi indirectement à une forme d'apprentissage aux méca-



LE RÉFÉRENDUM, L'ARME FATALE ?

Sur le papier, le référendum apparaît comme le parangon de la démocratie. Demander aux citoyens de se prononcer sur un sujet en dehors de tout enjeu électoral, c'est déjà suggérer qu'il est apte à prendre une décision plus pertinente que celle de l'élu. C'est un signe de reconnaissance qui suppose toutefois que le citoyen soit en mesure de prendre une décision manichéenne sur des sujets parfois complexes. Et donc de disposer d'une information parfaitement objective permettant d'éclairer ce choix. C'est là que réside la principale critique faite par les détracteurs de ce mode de consultation populaire. Le choix est souvent initialement conditionné par le pouvoir politique qui choisit d'initier le référendum. Et empêche généralement une prise de position citoyenne complètement neutre. Sans parler d'une désinformation toujours possible. Si le référendum est indéniablement l'outil d'une démocratie plus directe, il est aussi potentiellement celui de la manipulation des citoyens.

nismes démocratiques des habitants. Impliqué dans un projet local, le citoyen comprendra plus facilement les arguments de ses contradicteurs éventuels et vivra grandeur nature la complexité des processus de prise de décision. L'ensemble de ces outils sont intéressants, mais peuvent aujourd'hui aller plus loin dans la consultation. Une ville, un urbaniste, un opérateur, une entreprise ont tous à leur échelle intérêt à consulter une population pour développer un projet urbain. Mais si l'adhésion des citoyens est aujourd'hui un prérequis, elle ne doit évidemment pas être une simple caution. Pour être comprise, il faut que la ville parle le même langage que le citoyen. Une condition qui suppose qu'elle prenne le temps d'écouter et qu'elle n'enterre pas la discussion sous des termes techniques et des considérations d'experts. Il faut se méfier de toute forme de manipulation des citoyens à qui on demanderait de prendre une décision nécessitant une expertise qu'il ne maîtriserait pas. L'initiative citoyenne implique partage et conversation entre la ville, les experts et les usagers. Pour s'approprier un projet, il faut nécessairement que la participation soit suivie d'effets, même si un projet ne peut pas se faire. L'histoire regorge de villes et de quartiers construits sur un projet économique aujourd'hui désertés parce que n'ayant ni su ou ni voulu écouter les attentes de leurs habitants.

POUR UNE VILLE INCLUSIVE

L'adhésion citoyenne ne se déclare pas. Elle se remporte avec des projets. « Nous voulons tous que les citoyens participent, mais personne ne sait comment faire » nous dit le journaliste et conférencier spécialiste des villes Francis Pisani⁹. Selon lui il existe deux leviers essentiels pour développer la participation : mettre en œuvre une technologie simple, accessible à tous et proposer des projets concrets, qui touchent la vie des gens. La construction de la ville emprunte donc beaucoup au monde des start-ups. Les projets qui y sont développés doivent s'adapter aux usages de ses habitants et non l'inverse. Pré-tendre vouloir faire changer les habitudes de manière injonctive est une initiative vouée à

L'ADHÉSION CITOYENNE NE SE DÉCLARE PAS. ELLE SE REMPORTE AVEC DES PROJETS.

l'échec. Un projet urbain doit d'abord apporter des solutions individuelles pour remporter l'agrément collectif. Par extension, l'action politique ne peut plus s'entendre de manière unilatérale comme le seul fait des élus en place. Cela ne signifie pas pour autant une perte de pouvoir de la représentation politique, qui conserve celui de décider au final, mais bien au contraire un regain de démocratie. « La dimension la plus aboutie de la démocratie, c'est l'engagement lorsqu'il s'agit du citoyen et c'est la coopération lorsqu'il s'agit des organisations » nous dit Jo Spiegel¹⁰, maire de la commune alsacienne de Kingersheim qui a mis en place un système de démocratie participative cherchant à substituer un « compromis dynamique » au « consensus mou », souvent reproché aux actions de concertation. Reste encore à former la population, élus comme citoyens, aux mécanismes de cette nouvelle démocratie.

[8] « Le Coup d'État citoyen », Elisa Lewis et Romain Slitine, Éditions La Découverte, 2016.

[9] Voyage dans les villes intelligentes : Entre datapolis et participolis », Francis Pisani, Netexplo, 2015

[10] « Citoyens, impliquons-nous ! », Chronique sociale, 2016

[11] « Que sais-je », La Citoyenneté.

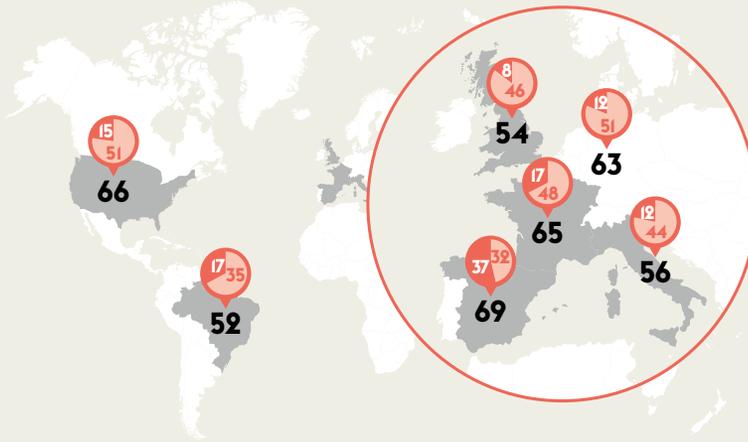
LA TRANSFORMATION CITOYENNE

La ville n'est pas un ensemble homogène. Construire une ville partagée suppose de connaître la typologie des citoyens qui l'habitent et quel état d'esprit les anime. Une étude menée conjointement par l'institut d'étude « Sociovision » et le think tank « la fabrique de la cité » nous fournit quelques indicateurs précieux pour comprendre dans quel cadre se construit la collaboration citoyenne.

UNE CONFIANCE RELATIVE DANS L'ACTION POLITIQUE LOCALE

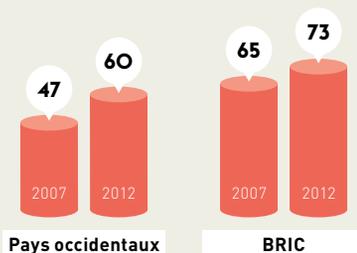
Je fais confiance au maire de ma ville pour prendre les bonnes décisions pour le futur de ma ville :

- Plutôt d'accord
- Tout à fait d'accord

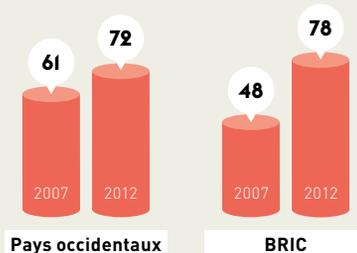


L'ÉMERGENCE GÉNÉRALE D'UN ACTIVISME CITOYEN

Je souhaite participer activement à ce qui se passe dans la société et contribuer à la faire évoluer



J'ai le sentiment de faire partie d'un ensemble et par de petites actions, d'avoir de l'influence sur ce qui se passe.



LA CITOYENNETÉ, C'EST AUSSI SUR LES RÉSEAUX NUMÉRIQUES

Au moins une fois par mois, j'utilise les réseaux sociaux pour :



LA VARIÉTÉ DES TYPOLOGIES CITOYENNES



Les « **Nouveaux militants du local** », autonomes et très actifs, *a priori* très favorables à la transformation urbaine, mais à condition d'en être les co-producteurs dans la durée.



Les « **Suiveurs actifs** », qui se comportent davantage comme clients de la ville que comme ses citoyens et défendent une vision servicielle des projets.



Les « **Défenseurs de leur communauté locale** », qui défendent avec force un territoire, mais également un héritage humain fait de solidarité et de sécurité.



Les « **Citoyens passifs** », respectueux des autorités et silencieux, mais qui hésitent entre peur du changement et l'expression de besoins liés à l'isolement ou au vieillissement.



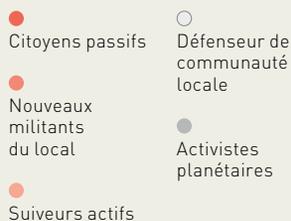
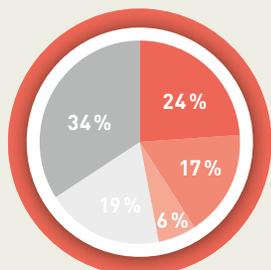
Les « **Activistes planétaires** » ou « **Urbains connectés** », militants de l'ère digitale, qui se mettent au service de la défense de grands principes écologiques ou démocratiques et qui préfèrent « hacker » le système plutôt que négocier.

L'ensemble de ces données est tiré de l'étude « Les attentes des citoyens face aux transformations de la ville » publiée en 2012 par l'Institut d'études Sociovision spécialisé sur la prospective des valeurs, des modes de vie et des mentalités et « La Fabrique de la Cité », fonds de dotation créé par Vinci promouvant les travaux de recherche sur l'avenir de la ville.

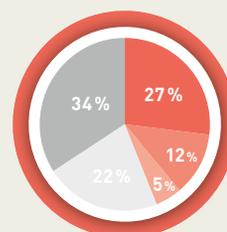


www.sociovision.com
www.lafabriquedelacite.com

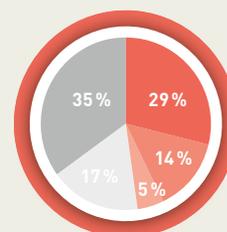
RÉPARTITION DE LA TYPOLOGIE



EUROPE



USA





« On a besoin d'une opinion publique qui ne soit pas un "simple" rouage du système institutionnel »

Si le citoyen est au cœur de la construction des villes, il lui est parfois difficile de se faire entendre à l'échelle d'une mégapole. Une ville comme Paris a choisi d'en faire une force vive pour construire un modèle de ville durable. Une démarche essentielle à l'heure où se construit le Grand Paris et où la ville se rêve en capitale des *Smart Cities*. Pierre Mansat, adjoint au maire en charge de « Paris métropole » nous explique pourquoi renforcer le sentiment de citoyenneté à l'échelle de la métropole est essentielle pour construire une ville inclusive et durable.

On confère aujourd'hui beaucoup de responsabilités à la notion de citoyenneté. Comment la définiriez-vous ?

On ne peut pas évoquer la question de citoyenneté sans parler de la très profonde crise politique et démocratique que connaît le pays. Il existe aujourd'hui un désamour manifeste des citoyens vis-à-vis des représentants élus. Ça n'est un secret pour personne et on le constate avec l'augmentation de l'abstention et la non inscription sur les listes électorales. Cette situation doit contraindre le système politique à s'interroger et à retrouver le moyen de dynamiser le lien avec les citoyens. C'est une très grave crise que nous

traversons. Les maires sont une catégorie d'élus qui s'en sort plutôt mieux que les autres. Ils apparaissent souvent comme des interlocuteurs avec qui il est possible de dialoguer et de construire des hypothèses. Mais tout cela reste très précaire et on ne voit pas vraiment se dessiner de forme de reconquête de

la confiance. Face à cette crise, le sentiment de citoyenneté s'exprime autrement que par le vote. Ils sont très nombreux, dans les collectivités locales, à chercher un moyen de capter cet engagement et à chercher à renouveler les formes de démocratie permettant au citoyen de mieux participer.

LA NOTION DE CITOYENNETÉ NE PEUT PAS SE RÉDUIRE À UNE SIMPLE CONSULTATION

Sous quelles formes cela s'exprime ?

Au début des années 2000, beaucoup d'expériences ont été menées en matière de démocratie participative. Et puis ces initiatives ont reculé notamment parce que les formes mises en place ne permettaient pas à l'expression citoyenne d'intervenir à tous les stades des projets. On voit bien aujourd'hui cette lacune des formats de participation avec la crise des conseils de quartiers. Cette crise touche les outils de participation citoyenne, alors qu'ils ont été créés pour permettre l'expression de la citoyenneté. C'est à l'aune de cet éclairage qu'il faut aujourd'hui réfléchir à la notion de citoyenneté.

Comment une ville comme Paris fait-elle pour créer l'engagement de ses citoyens dans ses projets urbains ?

Avec le système de budget participatif mis en place en 2014, la ville de Paris s'est emparée des outils numériques pour permettre à tout un chacun de proposer un projet et de le faire valider par les services de la ville et ses habitants. La

possibilité de se prononcer, mais aussi la capacité de faire des propositions, d'exercer une action dans le processus démocratique au-delà du scrutin est quelque chose d'extrêmement intéressant en matière d'engagement citoyen. Ce budget participatif a mobilisé 70 000 par-

doute de dynamiser cet engagement. Ça n'est sans doute pas la forme ultime de la citoyenneté, mais ça permet quand même de radicalement changer la donne en matière de volume de gens susceptibles de participer. Ce qu'il faut retenir, c'est que la notion de citoyenneté ne peut

LE CITOYEN QUI PARTICIPE À LA VIE DE LA VILLE DOIT POUVOIR AVOIR LA PREUVE DE SON IMPLICATION

participants la première année. On en est aujourd'hui à 130 000. On est encore loin d'un raz-de-marée au regard des 2 millions de Parisiens, mais cet engagement citoyen pour la construction de la ville mérite d'être souligné. On voit là que les outils numériques permettent sans

pas se réduire à une simple consultation. Il faut qu'elle soit aussi accompagnée d'une capacité à intervenir, à influencer les choix, à mettre en œuvre des projets.

L'engagement citoyen a-t-il besoin d'être entretenu par le politique ou doit-il être une manifestation spontanée ?

L'expérience de Porto Alegre¹ a démontré qu'on a besoin d'une opinion publique qui ne soit pas un « simple » rouage du système institutionnel mais qui soit parfaitement indépendante. Toutefois, si on laisse faire la seule spontanéité, la routine prend vite le dessus et l'engagement initial sur un projet peut vite s'en retrouver dévitalisé. C'est le cas pour les conseils de quartiers dont on a parlé. Il faut en permanence réinjecter des sujets, du soutien. Le citoyen qui participe à la vie de la ville doit pouvoir avoir la preuve de son implication, du temps qu'il y consacre. Les élus doivent se mettre un peu en danger dans cette situa- ▶



Pierre Mansat est adjoint au maire de Paris chargé de « Paris métropole »

(1) Ville du Brésil où a été initié en 1989 un premier système de budget participatif à l'échelle de la ville

tion. Il ne faut pas croire que la crise politique soit accompagnée d'un phénomène de désengagement. À Paris, ça bouillonne beaucoup. Il existe une opinion publique parisienne forte et une vitalité associative incroyable. Il y a une grande quantité de gens qui inventent des nouveaux mécanismes de participation, des systèmes de dynamiques locales. Les représentants politiques ont tout intérêt à rester à jour dans ce domaine.

neté ne peut se résumer à des sujets localisés, alors qu'aujourd'hui la vie des gens est sujet à des imbrications incroyables entre domicile, travail, culture, loisir. Il y a des villes en Ile-de-France qui comptent plus de personnes qui y travaillent que de résidents. Comment dès lors associer ces gens-là aux politiques publiques ? C'est la question de la «

notion de Grand Paris évoque beaucoup de choses pour plein de gens, mais l'institution elle-même, personne ne la connaît hormis les élus et ceux qui sont dans la sphère politique. Il faut désormais appuyer la construction du Grand Paris par ce que j'appelle un « récit métropolitain ». Il faut raconter une histoire qui ne soit plus celle que l'on racontait dans les années 80 aux habitants, à l'échelle de la commune ou du village. C'est bien que cela existe, mais il faut aujourd'hui qu'on ait la même volonté de raconter une histoire à une autre dimension. Si on parle du Grand Paris, on est à une échelle du réseau mondial des grandes Métropoles, des échanges universitaires, de la recherche. Il faut parvenir à construire un récit qui s'appuie sur des identités multiples, un cosmopolitisme, des liens avec des pays étrangers, des continents, qui puisse contribuer à l'émergence d'une citoyenneté métropolitaine et plus simplement communale ou inter-communale. Il faut s'y atteler. Cette histoire peut être nourrie par des centaines de sujets différents. Il n'y a pas un seul récit métropolitain. Ou s'il y en a un, il est polyphonique. À ce titre, la contribution artistique et la culture dans toutes ses formes peut contribuer à écrire cette histoire du Grand Paris. Ce récit, je l'appelle de mes vœux.

IL FAUT DÉSORMAIS APPUYER LA CONSTRUCTION DU GRAND PARIS PAR CE QUE J'APPELLE UN « RÉCIT MÉTROPOLITAIN »

Quelle est votre vision des « civic-techs » qui cherchent à donner plus de pouvoir au citoyen ? voire parfois remettre en question le rôle du « politique » ?

Il y a deux écoles. Ceux qui ont compris que cette réalité est une opportunité qui permet de renouveler l'action publique. Il y a également ceux, un peu inquiets, qui ont le sentiment d'être remis en cause, dessaisis de leur pouvoir par cette technologie. Ceux-là doivent évoluer. Paris a une volonté politique d'être une ville d'expérimentation en la matière. Nous sommes loin d'être les seuls, mais l'image et la notoriété de Paris sont une caisse de résonance incroyable pour porter ces projets.

L'échelle d'une ville n'est-elle pas trop large pour permettre de faire émerger la participation d'un citoyen souvent attaché à son quartier ?

Bien évidemment les gens sont attachés à la réalité de leur rue et de leur quartier. L'identité locale est extrêmement forte, y compris dans les villes de banlieue avec beaucoup de turn-over. Ce sentiment-là doit être respecté. C'est sur lui qu'il faut s'appuyer pour activer le sentiment de citoyenneté. Mais en même temps, des mégapoles comme Paris sont le cadre de mécanismes d'échange, de flux qui dépassent la notion de simple « résidentialisation ». La notion de citoyen-

neté de passage » qui est posée et pour laquelle on n'a pas énormément de réponses. Si on parle très concrètement de Paris et du Grand Paris, ça veut dire que pour que la citoyenneté soit effective, les enjeux doivent dépasser largement le cadre du quartier ou de la commune. Ça, c'est un peu plus compliqué à construire. Pourtant, le sujet se pose aujourd'hui à cette échelle-là sur le plan de l'habitat, des transports, de la pollution, de la crise environnementale.

Comment peut-on alors amplifier la participation citoyenne sur des problématiques qui sont justement plus globales et complexes ?

Je prendrai l'exemple du Grand Paris. Jusqu'à présent, la construction du projet s'est faite dans l'opacité la plus complète. Les habitants n'ont pas été associés au projet. C'est un modèle de ce qu'il ne faut pas faire pour permettre au citoyen de comprendre comment un projet de cette envergure peut amener des solutions à l'échelle du citoyen. La

DE LA PARTICIPATION AU « CITIZEN WASHING »

Pour certains, la démocratie serait plus légitime si elle était directement confiée aux citoyens. Mais réclamer plus de pouvoir pour le peuple, c'est aussi céder à une certaine facilité démagogique à laquelle beaucoup d'élus ne se privent pas. La participation citoyenne se confond alors parfois avec une forme de « citizen washing », nouveau sésame pour légitimer les décisions politiques. Une contribution citoyenne qui serait finalement contraire à tout esprit démocratique.



La démocratie directe est souvent érigée en solution ultime pour combattre la crise de l'intermédiation et l'impopularité chronique des politiques. L'arrivée d'Internet et ses solutions décentralisées avaient remis au goût du jour ce principe vieux comme la démocratie elle-même, mais qui avait été balayé par les doctrines républicaines au lendemain de la révolution Française. « La France ne doit pas être une démocratie, mais un régime représentatif » déclarait en 1789 l'abbé Sieyès, corédacteur de la constitution française. « Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants ». Le ton était donné et allait influencer les textes fondateurs des grandes démocraties durant les siècles suivants.

QUAND LA DÉMOCRATIE NE MARCHE PLUS

Depuis plus de deux siècles, nombreux ont été les mouvements dans le monde à chercher à mettre en place une démocratie plus directe, un système d'autogestion ou en tous les cas un mode de gouvernance permettant aux citoyens de reprendre possession des outils du pouvoir. Des communards de Paris au gouvernement zapatiste en passant par les mouvements autonomes qui ont suivi ceux de Mai 68 en Italie ou en Allemagne, ces initiatives ont toujours eu pour origine une forme de contestation populaire et une volonté de se ressaisir d'un

pouvoir confisqué par une représentation politique jugée incapable de représenter les intérêts des citoyens. Plus proche de nous, les mouvements des *Indignados* espagnols, d'*Occupy Wall Street* ou les insurrections de la place Tharir sont nés d'une réaction populaire sur les décombres des crises politiques et économiques du début des années 2000. Et force est de constater qu'ils se sont pour la plupart soldés par des échecs dès lors que cette « voix citoyenne » s'est transformée en représentation politique. Beaucoup d'initiatives locales se sont soldées sur la durée par un retour « gré-gaire » à un système traditionnel dès lors qu'elles remportent un écho favorable dans la population. « Le peuple, qui a assez de capacité pour se faire rendre compte de la gestion des autres, n'est pas propre à gérer par lui-même » disait Montesquieu, qui y voyait clair. On peut dès lors douter d'une quelconque vertu du ►

citoyen en matière de gouvernance. Et de l'intérêt des élus à remettre en question un système de participation qui constitue leur fonds de commerce.

L'ABUS DE LA CITOYENNETÉ

Pour autant, et malgré la démonstration de la difficulté historique du peuple à s'administrer, on ne peut que constater la propension naturelle des tenants de la politique « professionnelle » à récupérer les vertus de la participation citoyenne pour en faire un levier démagogique. « On parle beaucoup plus de participation, mais les objectifs sont passés d'une ambition de mobilisation des habitants, de transformation sociale, de coproduction du fonctionnement de la ville voire

d'émancipation, à des objectifs de communication et de consultation par rapport aux politiques publiques mises en œuvre » constate le Conseil National des Villes¹ dans un rapport sur l'efficacité de la participation citoyenne. Le risque de voir la question de la citoyenneté utilisée comme une simple caution à une politique publique est en effet grand. Et de fait, beaucoup d'initiatives de participation locales sont développées sans vraiment avoir réfléchi

LE MYTHE DE LA DÉMOCRATIE ATHÉNIENNE

Mise en place au V^e siècle avant notre ère, la « mère de toutes les démocraties » est couramment prise pour modèle par les prédicateurs d'une démocratie directe, qui reposerait avant tout sur un mode de gouvernement venant du peuple. La démocratie athénienne est, elle aussi, née d'une révolution : celle d'une cité grecque alors prospère, où l'émergence d'une voix citoyenne composée d'une bourgeoisie naissante, faite d'artisans, de pêcheurs et de commerçants, devait désormais être entendue par les élites aristocratiques. Était alors considéré comme citoyen tout homme libre né de père Athénien, ce qui excluait de fait les femmes, esclaves et étrangers à la cité. Pas un modèle d'ouverture donc, selon nos critères

contemporains. La cité antique était alors administrée par l'ecclésiā, une Assemblée du peuple composée de citoyens tirés au sort parmi la population, votant les lois, les budgets et toutes les décisions devant influencer la vie de la cité. Les assemblées se tenaient jusqu'à 40 fois par an et le vote, ouvert à tous les citoyens, s'y faisait alors à main levée. Un modèle d'équité et de concordance vu de notre époque où l'opprobre est souvent jeté sur nos représentants politiques, suspectés de collusion ou d'incompétence. Mais c'est occulter un peu rapidement le fait que le modèle Athénien n'était pas parfait. Il n'a jamais été un remède à la dépolitisation de la population, la plupart des 40000 citoyens qui composaient alors la cité ne se

déplaçant généralement pas pour les délibérations. Ce mode de suffrage a aussi conduit à des condamnations parfois partiales, que l'on considérerait aujourd'hui de populiste, comme celle qui conduisit à la mise à mort de Socrate. C'est enfin oublier que ce mode de démocratie n'a pas empêché les guerres du Péloponnèse particulièrement meurtrières, qui ont sonné le glas de la suprématie Athénienne et conduit à un mode de gouvernement particulièrement tyrannique par la suite. Preuve que le modèle athénien n'est pas une fin en soi, mais plutôt un modèle qui n'a pas su s'adapter à l'évolution de la société. Une leçon à retenir par nos institutions ?

LA PARTICIPATION CITOYENNE EST PLUS SOUVENT UTILISÉE POUR SA NATURE COSMÉTIQUE QUE POUR SA RÉELLE CAPACITÉ À FAIRE ÉVOLUER LE DÉBAT DÉMOCRATIQUE

aux moyens nécessaires pour intégrer l'avis du citoyen de manière équitable et démocratique dans les décisions publiques. Les méthodes « ne permettent généralement qu'un flot d'information à sens unique, sans véritable interaction significative ni influence déterminante » prévient le journaliste et homme politique québécois Jean-Pierre Charbonneau², qui met également en garde contre la capacité des groupes d'intérêts à se substituer à la véritable *vox populi* dans ce type d'organisation. Ces méthodes sont aussi selon lui davantage conçues pour « approuver sinon avaliser des décisions déjà prises, pour tester l'opinion publique, pour vendre des projets à la population si ce n'est pour la contrôler jusqu'à la manipuler, plutôt que pour favoriser une large participation citoyenne au processus décisionnel. » De manière parfaitement paradoxale, la participation citoyenne serait donc soumise à une certaine forme d'opportunisme pouvant même s'apparenter à de la manipulation.

UN DIALOGUE À SENS UNIQUE

En définitive, il apparaît que la participation citoyenne est plus souvent utilisée pour sa nature cosmétique que pour sa réelle capacité à faire évoluer le débat démocratique. Le « citizen washing » est une pratique courante de la vie démocratique elle-même, tendant à « mettre le citoyen au centre » des discours sans pour autant lui prêter d'influence quelconque dans les décisions. Pourtant, pour l'entreprise comme pour la collectivité, ouvrir un canal de dialogue avec les citoyens qui ne soit pas suivi de faits, qui n'assure pas de réponse, c'est s'exposer au syndrome du guichet fermé. Et donc prendre le risque de voir une envie de contribuer se transformer en contestation fédérant tous les mécontents de la ville. Notamment aujourd'hui où le citoyen dégage facilement le canal des réseaux sociaux pour exprimer sans filtre sa réprobation. En définitive, le principe même de consultation citoyenne est tiraillé par deux forces contradictoires. D'une part, elle est trop souvent vécue par les élus et les assemblées représentatives comme un risque de confiscation du pouvoir et de la capacité d'agir pour lesquels ils sont mandatés. D'autre part, elle est trop fréquemment utilisée comme un simple moyen de contestation dévoyant la parole citoyenne par les groupes d'intérêts désireux de trou-

ver un canal pour se faire entendre. Comme souvent, la vérité se trouve entre les deux et une politique de contribution citoyenne constitue un supplément de légitimité d'un côté comme de l'autre. Le mauvais usage des pratiques de démocratie directe est surtout dû à une méconnaissance des outils et pratiques en la matière qui constitue finalement sa principale critique. Car force est de constater que si de nombreuses initiatives de consultations citoyennes voient le jour, peu d'entre elles parviennent à durer. « Toutes les expériences de démocratie directe, politiques ou économiques, se heurtent à la très grande difficulté de se stabiliser et de s'instituer dans la durée. Passée une première phase d'enthousiasme, le soufflé retombe trop souvent. »³ La démocratie participative n'a rien d'une évidence. Elle se construit aussi en concertation avec les usages des citoyens. Il ne faudrait pas pour autant y renoncer sous prétexte qu'elle ne constitue aujourd'hui le plus souvent qu'un argument opportuniste des élus.

(1) La démocratie locale et la participation des habitants – 2012

(2) « De la démocratie sans le peuple à la démocratie avec le peuple » – Jean-Pierre Charbonneau – 2005

(3) « De la démocratie participative » –

La Découverte, Revue du MAUSS – 2005

LES CIVIC TECH

La techno au secours de la démocratie

Puisque rien n'échappe au numérique, il fallait bien que la relation de la ville avec ses citoyens fasse également partie des victimes.

Les Civic tech, ce sont ces technologies portées par le monde des start-ups qui nous promettent une révolution dans la relation citoyenne. Pour plus de pouvoir à l'individu, plus de débat, plus de transparence. Bref, plus de démocratie. Une manière de rappeler qu'être citoyen, ce n'est pas simplement se déplacer pour voter. Mais si elles cherchent à donner plus de pouvoir au peuple, les civic techs ne sont pas toutes animées par la même finalité.

DÉBATTRE

Plusieurs plateformes cherchent à reproduire l'agora athénienne. Leur objectif est d'encourager la contribution en ouvrant un espace à l'expression des idées, au débat public et au dialogue entre citoyens mais aussi avec les responsables politiques.

 **Politizr**

politizr.com



getstig.org

INFLUENCER

Tirant parti de la capacité communautaire d'internet, ces plateformes sont la version 2.0 des pétitions. Elles se chargent de recueillir les signatures puis d'interpeler les pouvoirs publics pour peser sur le débat, le cas échéant.

change.org

change.org

AVAAZ.ORG
THE WORLD IN ACTION

avaaz.org

COLLABORER

Plateformes et applications permettent de faire remonter l'avis et les besoins du citoyen. Elles facilitent la prise de décision collaborative et la participation du public aux politiques publiques qui les concernent.



citizenlab.co



neighborland.com



assembl.bluenove.com

GOUVERNER

Certaines initiatives cherchent plus radicalement à remplacer les instances politiques en place ou les modes de scrutin. Elles reproduisent les modes de gouvernance en utilisant le numérique comme outils d'intermédiation.



parlement-et-citoyens.fr



democracy.earth



mavoix.info

COMPRENDRE

La participation citoyenne, c'est aussi la garantie d'une plus grande transparence de la vie politique. Plusieurs plateformes proposent de mieux comprendre l'action publique et de connaître l'usage qui est fait des fonds publics.



opensecrets.org



lafabriquedelaloi.fr



openspending.org



Élections pour le conseil municipal de Téhéran



HUB

TÉHÉRAN : LES CITOYENS ONT LA PAROLE

La participation, dans son sens traditionnel, a, depuis la naissance des sociétés humaines, existée et a toujours suscité l'intérêt des dirigeants, avec plus ou moins de bonheur. À Téhéran, capitale de l'Iran, les principes civiques, la confiance sociétale, la responsabilité des autorités, la supervision de la liberté, de la justice et des devoirs, sont depuis la création de la République islamique d'Iran, les fondements de la participation civile.

Par **Natasha Milanian**



a place de la participation et la réflexion locale peut être approchée en tenant compte des conséquences de l'industrialisation, de la concentration dans les villes, de l'éducation, du changement des modes de consommations, de l'amélioration des conditions de vie et du développement des communications.

Le changement dans ces domaines a entraîné le développement des difficultés sociales, la décomposition des infrastructures traditionnelles, la pauvreté et le chômage. Ainsi, les responsables politiques ont pris conscience, suivant les recommandations des sociologues, de ces maux de société, en instaurant et en améliorant un ordre social adéquat. Une de ses solutions est le développement de la réflexion et des organisations locales. La pensée locale tente d'instaurer un ordre social pour ordonner les rapports sociaux, afin d'obtenir une sécurité sociale, une acceptation mutuelle et une participation civique.

Le changement dans ces domaines a entraîné le développement des difficultés sociales, la décomposition des infrastructures traditionnelles, la pauvreté et le chômage. Ainsi, les responsables politiques ont pris conscience, suivant les recommandations des sociologues, de ces maux de société, en instaurant et en améliorant un ordre social adéquat. Une de ses solutions est le développement de la réflexion et des organisations locales. La pensée locale tente d'instaurer un ordre social pour ordonner les rapports sociaux, afin d'obtenir une sécurité sociale, une acceptation mutuelle et une participation civique.

VOILÀ PLUS DE DEUX SIÈCLES, L'IRAN S'OUVRIT À UNE DÉMOCRATIE BALBUTIANTE

La première loi des conseils municipaux ou des associations de villes remonte au début de la révolution constitutionnelle de 1907. Cette loi, dite « de la municipalité », qui a été adoptée par le Parlement de l'époque comme l'un des grands idéaux de la Constitution, a reconnu pour la première fois les droits politiques du peuple iranien et accordé aux citoyens le droit d'élire et d'être élu dans la gestion et l'administration de la ville. Cette loi sera quelque peu modifiée au cours du siècle suivant, notamment sous le règne de Reza Shah Pahlavi qui prend à ses côtés un conseiller américain en gouvernance urbaine et un ingé- ▶

UNE DES SOLUTIONS EST LE
DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFLEXION ET
DES ORGANISATIONS LOCALES.





► nieur américain en urbanisme pour entamer des réformes. Reza Shah annule la loi municipale adoptée en 1907 et promulgue une autre loi municipale pour centraliser davantage le système de planification et décider du budget municipal. La loi attribue l'élection du maire et des autres membres de la municipalité au ministère de l'Intérieur. Bien que cette loi puisse résoudre les problèmes, telle qu'une mauvaise gestion municipale, elle mine le rôle de la municipalité traditionnelle et, par conséquent, les aspirations de la municipalité en vertu du droit constitutionnel dans le domaine de la participation des citoyens à l'administration des affaires.

La troisième loi de la municipalité du pays appelée « loi de création des municipalités et des asso-

ciations de villes et de villages » a été promulguée en 1949 et remplacée par la législation antérieure. Bien que la loi semble moderne par rapport à la loi précédente, promulguée par Reza Khan, elle n'a pas complètement attribué la prise de décision et l'élection des maires au Conseil municipal.

Après le renversement du gouvernement du Dr. Mossadegh, le Shah s'est rapidement engagé à consolider sa base de pouvoir. Entre-temps, la nouvelle loi municipale fut approuvée par la Commission mixte le 2 juillet 1955. Selon cette loi, tout district de la municipalité se devait d'avoir une association appelée association de la ville, dont les membres étaient élus directement par des votes secrets à la majorité relative



© SIPA

pour quatre ans. Le montant des jetons de présence était basé sur un code approuvé par le ministère de l'Intérieur et adopté par le cabinet. Avant cela, être membre de l'association de la ville était honorifique. Le droit d'élire le maire n'était plus accordé aux membres de l'association.

1979 : RÉVOLUTION ISLAMIQUE D'IRAN, UN TOURNANT DANS LA CONSULTATION

Certes, la gouvernance des personnes sur leur sort est réalisée et la démocratie n'est gérée que lorsque les gens obtiennent un véritable rôle dans le gouvernement. C'est de cette manière que les gens sont impliqués et supervisent la gestion de

leurs affaires ; un de ces moyens est la question du problème des conseils. Cette question fut une priorité dans le système de pensée politique de l'imam Khomeiny. En conséquence, ce dernier, au début de l'établissement de la République islamique le 29 avril 1979, a publié un décret au Conseil de la révolution pour préparer une ordonnance du Conseil de la ville et du village. ■

APRÈS LE RENVERSEMENT DU DR. MOSSADEGH, LE SHAH S'EST RAPIDEMENT ENGAGÉ À CONSOLIDER SA BASE DE POUVOIR.

INTERVIEW

DR. MOHAMMAD HOSSEIN BOOCHANI, CONSULTANT

ParisTéhéran - Vous êtes docteur en urbanisme et consultant depuis plus de 15 ans auprès du Conseil Municipal de Téhéran. Quelles sont les structures qui permettent aux citoyens de Téhéran de donner leur avis ou de réfléchir avec la municipalité aux problèmes du quotidien ou à l'avenir de la ville ? Selon quelle organisation ?

Mohammad Hossein Boochani - Téhéran est composée de 22 arrondissements et 374 localités. Pour chaque localité, un conseil est élu constitué de sept personnes choisies parmi les habitants de la localité en charge de la gestion des difficultés et des insuffisances et des dysfonctionnements de la localité. Un numéro de service, le 137, est aussi mis en place pour suivre les infos de la ville et en constitue la voix. L'activité du conseil local est placée sous la supervision du conseil de l'arrondissement et du conseil de la ville de Téhéran.

Le responsable principal est le conseil de la localité :

- Reconnaissance des manques et insuffisances de la localité dans les domaines culturel, social, éducatif, civil, environnemental, etc.
- Proposition de projets opérationnels et moyens exécutifs
- Supervision sur l'exécution des projets
- Transmission de l'affectibilité et de l'efficacité aux autorités supérieures

PT - Quels sont les domaines soumis à la réflexion et au dialogue avec les citoyens ? Quels sont les domaines dans lesquels les citoyens sont les plus engagés ?

MHB - Tous les mercredis le Conseil Municipal de Téhéran, composé de 21 membres, se déplace dans les arrondissements à la rencontre des conseils de quartiers, élus par la population. Avec près de 15% de la population iranienne (14,7%) qui réside dans la capitale, les problèmes et les soucis au quotidien sont immenses.

Le conseil de la localité est à l'écoute des citoyens dans tous les domaines : sécurité urbaine, social, culturel, trafic, civil, santé, hygiène, services, espaces verts, etc.

Les habitants peuvent transmettre tous leurs points de vue dans les différents domaines au conseil de la localité, le but étant que la parole du citoyen soit entendue au sein de la structure exécutive.

La responsabilité du conseil est de remonter l'information qui à son tour est remontée au niveau de la ville. Des commissions spécifiques sont organisées autour des problématiques locales à l'échelle de la ville (par exemple, les problèmes environnementaux) et la commission réalise des réunions hebdomadaires avec les arrondissements pour pouvoir au mieux répondre à la problématique localement.

Les problèmes locaux sont remontés au niveau des mairies des localités, qui proposent des solu-



© SPA

tions qu'il faudra ensuite budgétiser au niveau de la ville.

Le problème que rencontre la ville de Téhéran est un problème de moyens. Téhéran est une ville de 8 millions d'habitants qui, en plus de la gestion et de la maintenance, doit encore dépenser énormément d'argent pour l'infrastructure à compléter.

Les domaines qui préoccupent le plus les habitants au niveau des localités sont en premier lieu la sécurité, les coupures d'eau, le manque d'espaces verts et les nuisances sonores.

PT - Pouvez-vous parler d'un projet ou d'un domaine dans lequel l'avis des citoyens a compté, et quels furent les résultats ?

MHB - Beaucoup de sujets ont été traités suite aux demandes des riverains.

Nous pouvons citer comme exemple le sujet de la nuisance sonore aux abords de la voie express Navab, qui a fait l'objet de nombreuses demandes de la part des habitants du quartier. Ces demandes ont été entendues et la ville a finalement décidé de remédier à ce problème. La solution fut la mise en place de barrières acoustiques tout le long de la voie express ce qui a réduit de façon considérable les nuisances sonores pour les habitants de ce quartier.

Un autre sujet de préoccupation des riverains, généralement dans tous les quartiers, est la pré-

servation des espaces verts qui sont souvent la proie des promoteurs, qui veulent les transformer en espaces commerciaux. Dans de nombreux cas, c'est suite aux demandes des gens du quartier que les projets de transformation des espaces verts en centre commerciaux sont arrêtés au niveau de la ville. Ainsi, dans le 19^e arrondissement, au sud de la capitale, une aire de jeux devait disparaître au profit d'une opération immobilière. Devant l'engagement du conseil de quartier, ce projet fut abandonné. Tout comme dans le 5^e arrondissement où nous avons gelé l'emprise urbaine sur des grands espaces dédiés à des jardins afin d'en protéger la pérennité au titre des espaces verts. Dans le même domaine, il y a aussi des espaces privés abandonnés et laissés à l'abandon et au dessèchement. Ces zones sont souvent vivifiées suite aux demandes des riverains, qui entraînent la prise en main de la mairie de ces espaces.

Un autre domaine qui est l'une des préoccupations majeures des riverains est la conservation des monuments importants de leurs quartiers. Ce sujet est pris très au sérieux par la municipalité qui intervient pour protéger ces monuments et les classer en monuments historiques. Ce qui fut le cas pour l'Université Kharazmi dans le 7^e arrondissement de Téhéran, qui est la première institution éducative officielle centenaire de l'Iran à être catégorisée monument historique. ■





SOCIÉTÉ

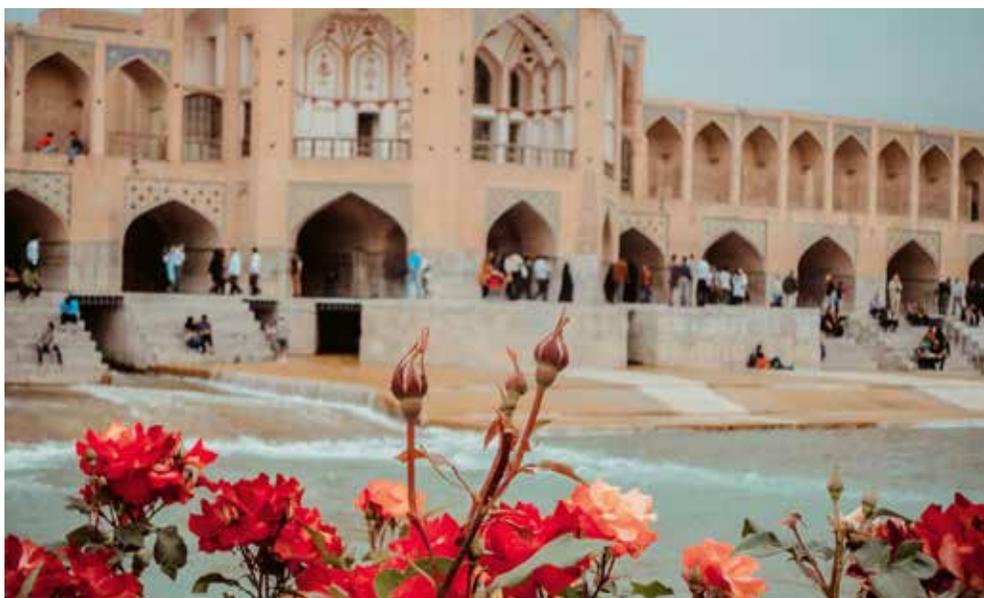
LA PERSE, MIROIR ORIENTAL DE LA FRANCE

DES PREMIERS ÉMERVEILLEMENTS À LA CONSTRUCTION D'UN PARTENARIAT PRIVILÉGIÉ

Par Thomas Flichy de La Neuville



© DR



La France du XVII^e siècle connaît peu la Perse safavide mais célèbre les héros de la Perse antique. Lorsque Mademoiselle de Scudéry écrit son *Artamène ou le grand Cyrus*, elle se fonde sur les écrits de Xénophon décrivant le fondateur de l'Empire Achéménide comme le Roi idéal. La tragédie de Prosper Jolyot de Crébillon *Xerxès* est basée sur *Les Perses* d'Eschyle. Pierre Corneille consacre sa pièce *Rodogune* à une princesse parthe en 1644. Dix ans plus tard, il écrit *Suréna, général des Parthes*. Jean Racine fait l'éloge du Roi de Perse dans *Mithridate*. Ces écrits sont suivis par d'autres écrivains : trente tragédies sur la Perse sont écrites. Pendant ce temps, la querelle des Anciens et des Modernes divise les écrivains français : doivent-ils continuer à imiter les Anciens comme ils le font depuis la Renaissance ou à l'inverse trouver de nouvelles formes d'inspiration que ce soit dans la Bible ou dans l'Orient ? Charles Perrault, qui compte parmi les Modernes, publie les *Contes de ma mère l'Oye* en 1691 et en 1697 ses *Histoires ou Contes du temps passé*, dont l'une est intitulée *Le Maître Chat ou le Chat botté*, et prise le Marquis de Carabas. La réputation de Shah Abbas, grand constructeur, qui a envoyé des lettres à Henri IV et à Louis XIII, est suffisamment importante pour qu'il puisse être reconnu à travers son nom déformé. On trouve une autre référence à ce Roi dans *La Fée Carabosse*. Au-delà de ces contes, la Perse est décrite en 1660 par Raphaël du Mans dans *L'Etat de la Perse en 1660* et par l'*Etat présent du*

royaume de Perse (1694) du Père Sanson. Les voyages de Jean-Baptiste Tavernier et ceux de Jean Chardin deviennent très populaires. Vers la fin du XVII^e siècle, l'opinion européenne éclairée est en mesure de se faire une idée de ce royaume lointain. À l'époque moderne, les premiers contacts entre l'Europe et la Perse n'ont donc pas mené à une connaissance aboutie de la culture historique persane. Au XVIII^e siècle, les représentations se modifient.

À partir de la fin du XVIII^e siècle, la Perse distingue clairement la France des autres puissances européennes. La connaissance de l'Europe s'améliore par l'intermédiaire des Indes britanniques, où les Persans sont très présents depuis la chute d'Ispahan en 1722. Ces contacts directs permettent une redécouverte de la vie occidentale. L'histoire des Shah safavides, écrite par Abul Hassan Qazvini en 1796-1797 consacre un long passage à Abul Fath Mirza, le dernier prétendant safavide qui termina ses jours en Inde, bénéficiant d'une rente de la part de la Compagnie des Indes Orientales. Ces pages donnent des informations très précises sur les personnages officiels de la Compagnie des Indes Orientales ainsi que sur les orientalistes britanniques résidant en Inde. Les ouvrages les mieux informés sont certainement ceux de Mir Abd-al-Latif Khan Sustari, un Persan installé à Hyderabad en 1790, et de Mirza Abu Taleb Khan Esfahani, l'un des rares Persans à avoir une connaissance directe de l'Europe. L'ouvrage de Sustari est le premier livre donnant des informations ►



© DR

► précises sur les pays européens, en particulier sur l'Angleterre. Ce livre s'intéresse aux systèmes d'alliances entre pays européens, à la rivalité franco-britannique sur l'accès aux routes maritimes vers l'Asie, et aux aventures coloniales de chacune de ces grandes puissances. L'auteur décrit les inventions occidentales contemporaines, en particulier le pavage des rues, l'éclairage public, le progrès des microscopes, ou bien les découvertes astronomiques. L'ouvrage s'intéresse à l'économie et au droit, décrivant le système de la bourse, des brevets, des prix fixes ou encore du système juridique britannique. Loin de se livrer à un catalogue des inventions occidentales, Sustari montre que l'inventivité, la spécialisation économique et la ponctualité anglaise jouent un rôle déterminant dans l'avance technologique de ce pays. Un Persan natif de Lucknow, Mirza Abu Taleb fait également un voyage en Europe en passant par l'Afrique du Sud de 1799 à 1803. Son récit de voyage explore la procédure parlementaire, l'égalitarisme et l'inventivité technologique européenne. La plupart de ces récits sont fascinés par la réussite technologique de l'Occident. Ils condamnent toutefois les conséquences négatives de l'égalitarisme sur les relations hiérarchiques et

en particulier sur la place des femmes dans la société. Certains écrits comme celui de Mohammed Hasem Asaf craignent que la Perse ne tombe définitivement sous le contrôle des Européens.

La période napoléonienne se traduit par les ouvertures diplomatiques et commerciales des Britanniques envers la Perse. La confrontation de la Perse avec la Russie est le point de départ d'interactions plus fréquentes avec l'Europe. Ceci se reflète par la traduction des premiers livres Européens et la mise en place d'un système éducatif moderne, sous l'impulsion du prince impérial Abbas Mirza. Au début du XIX^e siècle, la Perse prend la pleine mesure de son retard technologique et de son infériorité politique. Même si les autorités Qadjar ont du mal à saisir les véritables raisons de l'ascendant pris par les Européens, ils comprennent qu'une politique d'apaisement et d'accommodation sera plus efficace qu'un conflit ouvert avec les Européens. Les Qadjar commencent à envoyer des représentants dans les capitales européennes mais également des étudiants afin qu'ils acquièrent l'habileté technique des Européens dans le domaine militaire. Ces évolutions se traduisent par un nouveau genre d'écrits sur l'Europe en



Perse. Celui de récits de voyages (*safar-nama*), fruits d'une commande officielle ou bien d'une initiative individuelle. Mirza Abul Hassan Chirazi, premier envoyé diplomatique de la Perse depuis le XVII^e siècle, écrit un carnet de voyage ayant pour titre *Hayrat-nama* (le livre de l'émerveillement) dans lequel il s'enthousiasme des merveilles de la vie moderne occidentale. Mirza Saleh Chirazi, l'un des premiers étudiants envoyés à Londres, fait un récit émerveillé de son séjour en Angleterre. Comme beaucoup de voyageurs après lui, il retourne en Perse pour jouer un rôle moteur introduisant des idées et des techniques occidentales en Perse. L'influence de ces écrits est pourtant extrêmement limitée. En effet, les journaux sont inexistantes en Perse jusqu'à la première moitié du XIX^e siècle. Le pays reste très isolé du reste du monde et ses habitants pensent que la Perse est unique et ne peut être surpassée dans la plupart des domaines. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, on note une autre transformation dans la perception de l'Occident en Perse : ceux qui découvrent l'Europe mettent davantage l'accent sur les transformations de la société européenne ainsi que sur son système judiciaire garantissant les libertés individuelles. Au fil du temps, les

écrivains Persans insistent de plus en plus sur le contraste entre la modernité européenne et le retard de leur pays. Au XIX^e siècle, la Perse est beaucoup mieux connue en Occident. Celle-ci est d'ailleurs idéalisée par le mouvement orientaliste. Victor Hugo écrit dans sa préface aux *Orientales* : « *Au siècle de Louis XIV, on était helléniste, aujourd'hui, on est orientaliste* ». Certains de ses poèmes portent un épigraphe de Saadi ou de Hafez. Omar Kavyam est traduit par la première fois en français en 1867 par Jean-Baptiste Nicolas. Il est ensuite traduit à plusieurs reprises. Jules Michelet consacre le chapitre II de sa *Bible de l'Humanité* à la Perse. Celui-ci juge très favorablement ce pays considéré comme le lieu de naissance de la Justice. ■



La réalisatrice iranienne Rakhshan Bani-Etemad sur la scène du Théâtre Edwige Feuillère de Vesoul, avec le Cyclo d'Or d'Honneur

CULTURE



100

L'engouement de la France pour les artistes iraniens

101

Vesoul fait la part belle au cinéma iranien

102

Cité internationale des arts et Iran : un amour d'un demi-siècle

103

La culture persanophone magnifiée depuis la France

105

Paris découvre le chant sacré soufi de Perse

106

Les artistes iraniens, chouchous des galeries parisiennes

108

Portfolio : L'Iran, pays du design graphique

L'ENGOUEMENT DE LA FRANCE POUR LES ARTISTES IRANIENS **VOLET 1**

Par Jean-Claude Voisin, avec la complicité de Manijeh

France-Iran. 400 ans à s'épier, à s'influencer, à s'admirer, à se copier, en littérature, en théâtre, en arts plastiques. Jamais les relations culturelles entre les deux pays n'ont répondu autant à ce crière d'échange. Que ce soit dans la capitale française, en province mais aussi en Iran, les programmations qui alignent les identités d'artistes, de créateurs, d'interprètes, tant français qu'iraniens, sont légions. ParisTéhéran s'est intéressé dans ce premier volet aux artistes iraniens en France. Il n'y a pas une semaine sans un (ou une) artiste iranien(ne) à l'affiche de nos théâtres, galeries, centres culturels, cinémas, bars, festivals... ParisTéhéran est allé à la rencontre tant de ceux et celles qui sont à l'origine de cet accueil que des artistes eux-mêmes. Nous poursuivrons dans de prochains numéros cette quête du monde artistique iranien en France.

Portée par la galerie *Silk Road* de Téhéran et sa directrice, bien connue du public français, Anahita Ghabaian, la photographie iranienne est très présente lors des manifestations, comme aux Rencontres d'Arles, mais aussi à Paris Photo 2017, avec des photographes ou photoreporters tels Ebrahim Noroozi, Babak Kazemi, Jalal Sepehr, Jassem Ghazbanpour, Shadi Ghadirian, et Tahmineh Manzah.

Le cinéma iranien, qui porte haut la culture de l'Iran à travers le monde, est très présent sur le territoire. Outre les semaines iraniennes des cinémas MK2, le remarquable Festival des cinémas d'Asie de Vesoul ou les semaines thématiques de Cinémovida de Chateauroux, des lieux tels que le Forum des Images aux Halles à Paris font régulièrement la part belle à l'Iran.

De jeunes artistes iraniens animent actuellement les scènes françaises en théâtre ou en danse, tels Aïda Asgharzadeh et Mehdi Farajpour.

S'il est un domaine dans lequel l'Iran excelle, c'est bien celui de la musique traditionnelle, profane, mystique ou contemporaine, tel le jazz. Les possibilités de découvrir les rythmiques et les instruments sont innombrables. Régulièrement, le Théâtre de la Ville et le musée Guimet proposent des saisons consacrées à ces musiques. Au cours du dernier trimestre 2017, à travers la France, se sont produits Ali-Reza Ghorbani, le jazzmen Arshid Azarin, ou encore de jeunes interprètes-compositeurs, tels Kaveh Hedatatifar et Harun Bay-

raktar. Le trio familial Chemirani, composé du père Djamchid et de ses deux fils Keyvan et Bijan, forme depuis la fin des années 90 un ensemble qui dévoile les possibilités infinies des percussions persanes grâce à leur zarb, un tambour persan en bois de mûrier ou de noyer. Autre ensemble de qualité, qui proposa une belle tournée en France de concerts de musique traditionnelle persane, l'ensemble Panjgah dédia ses concerts au maître Darioush Talai mais rendit aussi hommage au Maître Mohammad Reza Lotfi avec Roohalah Shir Mohammad au chant, Mohammadreza Shir Mohammad au târ, Zaman Kheiri au ney, Christian Perraudin au tombak et Abtin Sarabi au sêtâr. La région lyonnaise accueillit un duo franco-iranien avec Navid Abbassi, qui chante en s'accompagnant du târ et fait un duo avec le Français David Bruley, passionné de percussions iraniennes. L'Arsenal de Metz accueillait quant à lui une soirée consacrée aux influences croisées Inde-Iran. Un parcours initiatique qu'ont suivi le grand ethnomusicologue iranien Hooshang Farahani, musicien de târ et sêtâr, le percussionniste franco-grec épris de culture persane Jérôme Salomon au tombak et le trio italien passionné de musique indienne Samvad. À Paris, octobre a vécu un beau concert de musique traditionnelle persane avec l'ensemble Tarab, composé de Hassan Tabar, le fondateur, Pouya Khoshravesh, Mani Khoshravesh, Nima Khoshravesh et Arman Sigarchi.

S'il est un domaine qui définit l'âme iranienne ou perse, c'est bien la poésie. La capitale proposa plusieurs soirées consacrées à la poésie persane, dont une à l'Institut du Monde Arabe, sous le titre évocateur «Lumières de la Perse». Un programme complet consacré au grand mystique Rumi réunit musiciens, chercheurs et acteurs.

L'architecture et le design ne furent pas en reste avec par exemple Ebrahim Sadeghi, qui proposa près d'une dizaine de rencontres pluridisciplinaires autour des interférences design et architecture.

Notre panorama ne serait pas complet si nous ne citons pas les multiples cours de calligraphie, de danse, de musique, de chant iraniens proposés par des instituts privés, des services culturels municipaux, le Centre Culturel d'Iran à Paris et des associations franco-iraniennes sur tout le territoire. ■

VESOUL FAIT LA PART BELLE AU CINÉMA IRANIEN

Depuis 1995, Vesoul accueille près de 90 films chaque année, projetés sur une semaine. L'Asie constitue le cadre culturel de la programmation voulue et pensée par Martine et Jean-Marc Théroouanne.

L'Iran y fait figure de privilégié. Dès la première édition en 1995, « Au travers des oliviers » de l'immense Abbas Kiarostami fut présenté. En 1996, c'est Ebrahim Mokhtari, réalisateur iranien qui ouvra les festivités et qui remporta le Prix du Public, parmi les 13 films en compétition de cette seconde édition. Depuis, 70 réalisatrices et réalisateurs iraniens ont vus 141 de leurs films programmés. Venant du monde des ciné-clubs, qu'ils fréquentent depuis leur adolescence, Martine et Jean-Marc Théroouanne mettent toute leur énergie à faire de ces projections les premières rencontres avec les cinémas d'Asie en France. Celles-ci attirent un public venant de tout l'Hexagone mais aussi des pays voisins : la Suisse et la Belgique.

ParisTéhéran - Le cinéma iranien tient-il une place privilégiée dans votre programmation ?

Jean-Marc Théroouanne - En un quart de siècle du Festival International des Cinémas d'Asie de Vesoul, nous avons projeté plus de 140 films iraniens de fiction, de documentaire ou d'animation. Près de 80 réalisateurs et réalisatrices ont été ainsi vus ou découverts. Les plus grands ont fait cadeau au festival de leur présence. Je pense aux membres des jurys, tels Niki Karimi, Mojtaba Mirtahmash, Mohammad Rasoulof, Shahla Nahid-Rostami, Fatemeh Motamed-Aria, Mania Akbari, Baran Kosari, Taraneh Alidousti, etc. Les Iraniens honorent aussi la présidence de nos jurys internationaux, tels celui du premier jury international avec Rafi Pitts, Jafar Panahi, Dariush Mehrjui, Fatemeh Motamed-Arya et Rakhshan Bani-Etemad. Le cinéma iranien est présent dans toutes nos sections. L'Iran a déjà remporté deux Cyclo d'Or, le prix du public et le grand prix du jury. Tous les ans, l'Iran est à l'affiche et nous porte même chance ! Nous avons consacré certaines éditions à des rétrospectives iraniennes, comme lors du septième festival, où 20 films iraniens furent présentés en présence de cinq personnalités du cinéma iranien, venues spécialement d'Iran pour l'événement.

PT - Quels sont vos partenaires iraniens dans cette vaste aventure ?

JMT - Nos principaux interlocuteurs sont les fondations de Téhéran, comme la Farabi et la Kanoun, mais aussi toutes les maisons iraniennes de production, telles Noori Pictures, Dream

Labs, Iranian Independants, etc. Nous rencontrons leurs représentants dans les marchés du film des festivals internationaux où nous nous rendons, tels le Festival de Fajr de Téhéran, où nous avons été invités cette année.

PT - Quelle est la part du cinéma venant d'Iran ?

JMT - Nous invitons chaque année, depuis 24 ans, des réalisatrices ou des réalisateurs vivant en Iran. Il nous est arrivé d'inviter quelquefois des réalisateurs iraniens de la diaspora, dont les films ont été tournés en Iran. Nous invitons aussi des critiques et des journalistes d'Iran dans le jury Netpac (*Network for the Promotion of Asian Cinema*) ou dans le jury de la Critique, ou des universitaires dans le jury Langues'O Inalco. Le cinéma iranien a fait l'objet cinq ou six fois en 24 ans d'un focus, soit un « Hommage à » un réalisateur, à un acteur ou à un producteur, soit dans le cadre d'un « Regard » embrassant une large période de son histoire cinématographique. Six géants du cinéma iranien ont reçu un Cyclo d'Or d'Honneur pour l'ensemble de leur œuvre ou de leur carrière. Pour la 24^{ème} édition, qui se déroulera du 30 janvier au 6 février 2018, la section thématique s'intitule « Paroles de femmes » : l'Iran sera présent en force avec plusieurs réalisatrices.

PT - Pourquoi cet intérêt pour l'Iran ?

JMT - Mon épouse et moi-même avons un intérêt pour la culture sous toutes ses formes, notamment cinématographique, et cela depuis l'adolescence. Nous fréquentons les salles d'art et d'essai depuis près de 60 ans. Mon épouse avait un engagement fort dans le ciné-club de Vesoul et moi j'étais un assidu des salles parisiennes avant notre rencontre en Asie, il y a de cela 35 ans. L'Iran, ou plutôt la Perse, nous fascinait. Mon épouse a découvert la culture multimillénaire iranienne en 1970 lors d'un voyage itinérant sac au dos. Elle m'a fait partager sa passion. C'est un pays et une population attachante et brillante. ■

CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS ET IRAN : UN AMOUR D'UN DEMI-SIÈCLE

Depuis plus d'un demi-siècle, 448 artistes iraniens ont séjourné à la Cité Internationale des Arts à Paris. Cette présence quasi régulière, exceptée l'année 1981, année du déclenchement de l'invasion de l'Irak par Saddam Hussein, montre l'attractivité que joue Paris sur le monde artistique iranien. La Cité des Arts, créée en 1965, doit sa réputation à sa situation géographique, à sa politique, au foisonnement des rencontres d'artistes venus de tous les continents. Paris-Téhéran a rencontré Bénédicte Alliot, qui dirige cette grande maison depuis 2016, aux côtés du Président Henri Loyrette, ancien directeur du Musée d'Orsay, puis Président-Directeur Général du Louvre.

Paris-Téhéran - Quelles sont les missions de la Cité Internationale des Arts de Paris ?

Bénédicte Alliot - Cette belle institution a été créée voilà plus de 50 ans afin de permettre à des artistes de tous les pays du monde de pouvoir venir à Paris, se rencontrer et travailler dans un environnement culturel enrichissant. Le complexe s'étend sur 37 000 m² avec 326 logements-ateliers, que vient compléter un autre site à Montmartre, proche du Sacré-Cœur. La Cité propose ainsi un lieu de vie, de travail et de rencontres. L'idée de départ fut de faire appel à des souscripteurs internationaux, qui en échange d'un petit investissement, disposaient de studios pour leurs artistes et cela jusqu'en 2060. Les charges, très abordables en comparaison avec le marché parisien, sont à la charge des souscripteurs. Ainsi, 53 pays sont représentés et nous comptons 135 partenaires, dont des États et des villes.

Le séjour varie entre deux mois et un an. La moyenne se situe autour de 4 mois et demi ; le plus grand nombre tourne autour de 3 mois, calés sur la validité des visas Schengen. La Cité accueille 1200 artistes par an en moyenne. Complétant le logement-atelier privatif, la Cité met à disposition des artistes un auditorium de 128 places, une grande galerie de plus de 500 mètres carrés, des espaces d'accrochages au sous-sol, des salles de répétition pour la musique et la danse et un espace de convivialité permettant les échanges.

PT - Quels sont vos priorités et vos projets ?

BA - J'aimerais insister sur le fait que la Cité n'a pas vocation à être un centre d'hébergement. Il me paraît fondamental que l'artiste choisi par son pays ou sa ville ait des motivations, un désir de venir à Paris non pas dans un sens touristique mais pour rencontrer, découvrir les tendances de l'art, d'autres cultures, d'autres approches. La Cité développe les partenariats avec les

grandes institutions de la Capitale, avec des artistes français. Notre but est de favoriser au maximum l'appétit créatif de chacun. Nous ouvrons dorénavant la Cité à des écrivains, des penseurs, qui viennent se joindre à nos résidents pour participer ensemble à une création artistique. Afin d'améliorer le niveau de nos résidents et surtout d'être en adéquation avec leurs motivations, nous établissons des dialogues avec les pays partenaires et leur commission afin de partager nos critères de sélection. Je me suis rendue en Iran récemment et le directeur des relations internationales du Musée d'Art Contemporain de Téhéran, le Dr. Hosseini, est venu nous rendre visite il y a peu. Actuellement je souligne le rôle extrêmement constructif que joue l'Australie dans cette nouvelle approche. Je souhaite aussi que nos résidents puissent rencontrer des professionnels, se confrontent à d'autres artistes. De plus, la Cité a ses propres ateliers, ses propres commissions, ce qui lui permet, sur ses fonds propres, d'inviter des artistes qui, bien que méritants, n'auraient pas été retenus par leur pays d'origine.

Un aspect qui me paraît aussi primordial est la connaissance du français pour dialoguer. Nous voyons quelquefois des résidents arriver sans parler français et cela pose de sérieux soucis d'intégration ou d'investissement personnel de l'artiste.

PT - Et l'Iran dans tout cela ?

BA - Comme je le disais, l'Iran fait partie des pionniers. Il dispose ici de quatre studios-ateliers. La sélection en Iran relève du Musée d'Art Moderne, créé en 1977. 448 artistes iraniens ont fréquenté la Cité, dont 348 envoyés par le Musée. Les autres furent nos invités ou ceux de l'Institut Français, telle en 2017 Zahra Shafeei, une jeune artiste de grand talent. L'Iran est un grand pays culturel, la soif de France est immense. J'en veux pour preuve la vitalité et le sérieux de leurs fondations, telle Koo-shk, qui à Téhéran est extrêmement active. Il arrive que certains artistes reviennent aussi plusieurs fois. Le type de sélection en Iran, cantonné aux arts plastiques, vient de l'organisme décideur. Mais la Cité, qui accueille aussi toutes les disciplines, serait honorée d'accueillir des musiciens, des danseurs, des brodeurs, des calligraphes... Ce pays en compte par milliers et de grand talent. Pour l'avenir, j'espère que notre concertation avec Téhéran sera plus dense et que nous pourrions partager nos méthodes de sélection des artistes ; c'est un enjeu important tant pour le pays d'origine, pour l'artiste que pour la Cité, qui pourra ainsi assumer pleinement le rôle qui lui a été confié. ■

LA CULTURE PERSANOPHONE MAGNIFIÉE DEPUIS LA FRANCE

Installé depuis peu en France, un dynamique trio iranien a lancé Persiana, un ensemble de moyens médiatiques (télévision, radio, magazine) consacrés aux cultures persanophones (Turquie, Iran, Tadjikistan, Afghanistan, Turkménistan, Kirghizistan) et se donne comme objectif « de réunir les intellectuels du monde persanophone pour créer un lien fort entre les cultures ». Dans tous ces pays, la langue persane est une richesse culturelle vivante. C'est un moteur de rapprochement et d'échanges. À l'initiative de Majid Youssef, journaliste, producteur et réalisateur à la télévision iranienne ; de Hoda Sajjadi, romancière et traductrice ; et de Reza Morshedi, architecte et journaliste, cette nouvelle structure de communication organisera en janvier 2018, en collaboration avec l'UNESCO, son premier « Festival de l'art et des cultures persanophones de l'Europe ».

ParisTéhéran - Quelle sont la raison d'être de votre groupe, ses objectifs et ses missions ?

Hoda Sajjadi - À l'origine, nos activités relevaient d'une association. Depuis peu, nous avons créé un « media group » sous le nom de Persiana. Nous allons diffuser bientôt via Eutelsat deux programmes TV, dont une chaîne consacrée à la musique des mondes persanophones. Notre volonté est de réunir les artistes des pays persanophones installés principalement en Europe, et qui souvent sont isolés, mais aussi faire connaître les artistes, brillantissimes, qui demeurent inaperçus, domiciliés dans leur pays d'origine. Nous le faisons depuis la France car, pour nous tous, la France c'est le pays de l'art et de la culture. Nous avons ainsi pu réunir toutes les conditions pour développer cette idée. Entre tous ces pays de culture persanophone, il y a peu d'échanges, d'où notre projet de réunir nos valeurs communes. Bien entendu, à moyen terme, notre espoir est de prolonger ce projet par un rapprochement entre artistes persanophones et artistes français.

PT - Comment est né ce projet ?

HS - Tout est parti de l'arrivée de Majid Youssef, originaire d'Ispahan, qui fut pendant plus de 15 ans producteur et réalisateur de documentaires et d'émissions pédagogiques pour la chaîne n°4 de la télévision d'État iranienne (IRIB). Puis après être passé en Turquie par la chaîne privée Gem TV, où il était producteur exécutif, il a appris à produire des programmes sans aide gouvernementale, dans une économie libérale.

PT - Comment est financé votre projet ?

HS - Chacun de nous a engagé ses fonds propres, que nous complétons par le soutien de grands commerçants originaires de la zone persanophone, soucieux de défendre cette culture et de la faire mieux connaître, tout en bénéficiant aussi d'une publicité en Europe. À cela s'ajoute, comme pour chacun, la recherche de sponsors, même si ceux-ci sont petits. Mais les petits ruisseaux font les grandes rivières !

PT - Vous organisiez en janvier votre premier festival des cultures persanophones d'Europe. Pouvez-vous nous en parler ?

HS - Pour ce premier festival, porté justement par l'un de nos grands mécènes, d'origine turque, les manifestations s'organisaient autour de trois parties principales : la musique, la photographie et la caricature. Nous avons programmé pour cette première édition des artistes en grande majorité d'origine iranienne, tels que Forough Bahmanpour, photojournaliste ; Amir Abedi, grand photographe du cinéma iranien ; Pantéa Vaeznia, caricaturiste ; l'ensemble musical Simorgh sous la conduite du chef Hamid Motobassem accompagné du chanteur Homayoun Shajarian, etc. Mais nous avons également ouvert des concours de chant et de photographie, consacré à Paris, à des artistes iraniens. ■



L'équipe dirigeante de Persiana



ÊTRE MANAGER,
C'EST BIEN.



**POUVOIR
MANAGER
PARTOUT
C'EST MIEUX.**

Rejoignez l'ISIT,
une grande école interculturelle, 6 spécialisations multilingues

Management interculturel - **Communication** interculturelle et traduction - **Digital** et design interculturel - **Relations internationales** - **Juriste** linguiste - **Interprétation** de conférence

www.isit-paris.fr

PARIS DÉCOUVRE LE CHANT SACRÉ SOUFI DE PERSE

Crée à l'initiative de Martina A. Catella (ethnomusicologue et diplômée du Conservatoire Supérieur de Paris, membre de jurys et directrice artistique de festivals internationaux ainsi que du bureau de concerts et label Accords-Croisés, réalisatrice de documentaires sur France 2 et Arte), l'association les Glotte-Trotters, qui, comme son nom l'indique, s'ouvre au monde par le chant, vient de proposer récemment deux masterclasses dédiées au chant classique persan.

L'une d'elle fut animée par le maître du genre, Mozafar Shafi'i, originaire de Kashan. Pour la dizaine d'apprenants, ce fut l'oc-

casion de découvrir les finesesses et subtilités d'un répertoire vocal de lettrés et de religieux qui remonte à la Perse du treizième siècle et qui est aujourd'hui porté par d'immenses vocalistes, tels que Esmaeil Mehrdash, Mohammad-Reza Shajarian et Sharam Nazeri. Mozafar Shafi'i a publié un CD publié par Radio France OCORA, sous la direction artistique de Jean During, universitaire et musicien spécialiste des musiques d'Asie Centrale et du Moyen-Orient. Pour Martina A. Catella, cette tradition persane portée par Mozafar Shafi'i illustre le verbe porté par le souffle comme une calligraphie vocale. ■



© Jean-Claude Voisin

L'une des masterclasses organisées par Glotte-Trotters

LES ARTISTES IRANIENS «CHOUCHOUS» DES GALERIES PARISIENNES

La capitale française ne compte plus les galeristes qui accompagnent les artistes iraniens sur le marché de l'art hexagonal. Citons, parmi les plus actives, les galeries Nicolas Flamel, 55Bellechasse, Forêt Verte, Espace Expo, ou encore le Centre culturel d'Iran à Paris. L'Iran de l'art n'est pas non plus absent ni de Drouot, ni du Salon des jeunes artistes au Carreau du temple. Bertrand Scholler, le dynamique directeur de la galerie 55Bellechasse, est tombé amoureux de l'Iran par les livres et les rencontres. Depuis, il expose régulièrement de jeunes artistes iraniens installés en France, en Iran, en Allemagne, en Hollande, en Italie, aux États-Unis, ainsi qu'en Angleterre ou au Canada, comme ce fut le cas en juillet 2017 pour célébrer, à sa façon, l'anniversaire de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

ParisTéhéran - Quels sont les critères de votre galerie pour exposer tel ou tel artiste ? Avez-vous des préférences d'origines géographiques ?

Bertrand Scholler - Il n'y a aucune préférence géographique, presque au contraire. La diversité m'intéresse et au sein de la galerie nous la privilégions. Elle permet de renforcer l'altruisme et les échanges entre artistes. Il faut s'attacher à la préserver des tendances au conformisme ou à une forme d'art vide d'émotions, de culture et du travail de la main de l'artiste.

PT - L'Iran tient une place particulière dans la galerie. Que trouvez-vous dans l'art iranien de si attachant ?

BS - La galerie est née d'une rencontre avec une artiste iranienne installée en France. La date de notre anniversaire d'ouverture est voisine de Norouz.

Les Iraniens sont très solidaires entre eux, au-delà de leurs religions, donc ils sont venus nombreux assez rapidement à nos vernissages et brunchs «iraniens», concoctés par Niloufar et ses amies.

Au fil du temps, les visiteurs m'ont permis de mieux apprécier que derrière le «voile médiatique et géopolitique» se trouve bien un pays à la culture multi-millénaire, un peuple bien formé et fier. Ce peuple et ce pays méritent d'être moins caricaturés !

PT - Comment expliquer ce dynamisme de l'art iranien en Occident ?

BS - Peut-être est-ce génétique ! Et par ailleurs, il y a un chauvinisme, y compris régional, qui garantit des ventes régulières au sein de la diaspora. Bref, la culture et le goût pour l'art encouragent les vocations.

PT - Depuis l'ouverture de la galerie en 2013, combien d'artistes iraniens avez-vous invités ?

BS - Plus d'une dizaine, de 25 à 85 ans ! Mais ils ne sont ni seuls ni privilégiés. Nous présentons des Américains, des Africains, des Européens et également des Asiatiques... dans l'attente de présenter des Océaniens ! Si nos artistes sont parfois engagés, notre engagement, c'est de les laisser libres et de les encourager à l'être toujours plus. ■



Bertrand Scholler

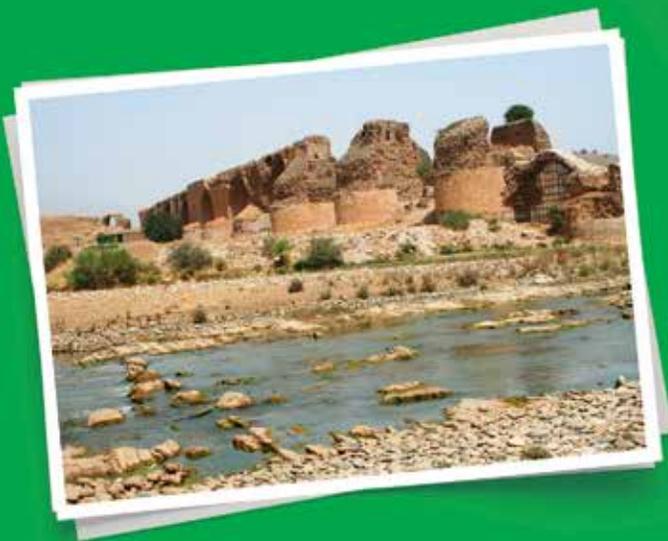
© Jean-Claude Voisin

PHOTOGRAPHES AMATEURS

*Participez à notre premier concours photo
et soyez exposé au Centre Culturel Iranien de Paris
et dans Paris Téhéran!*

IRAN: L'EAU DANS TOUS SES ÉTATS

En Iran, pays de désert, l'eau a été choyée, adorée, sacralisée, et ce depuis des millénaires. Elle est à l'origine de prouesses technologiques : elle a par exemple été domestiquée pour créer des jardins paradisiaques. Pour autant, en connaît-on la valeur, de nos jours ? Autant d'aspects que pourront refléter les clichés pris à l'occasion de vos voyages et séjours en Iran.



Pour participer, envoyez-nous vos photos légendées (cinq au maximum) avant le 30 septembre 2018 à l'adresse suivante : adrien.simonnot@allcontents.com

Retrouvez tous les détails du concours et son règlement sur notre page Facebook www.facebook.com/paristeheranmag

L'IRAN, PAYS DU DESIGN GRAPHIQUE

Morteza Momayez, qui nous a quitté précipitamment en 2005, est considéré comme l'un des plus importants créateurs du design graphique iranien. La fondation qui porte son nom fait perdurer son œuvre et son engagement pour le développement et la reconnaissance de cet art. Formé à l'École Supérieure des Arts Décoratifs de Paris dans les années 60, il a parfait sa maîtrise du graphisme et importé cette nouvelle tendance du design graphique en Iran. Il a même créé un nouveau département à l'Université dédié à cet art. Son implication dans le monde culturel et artistique iranien lui aura valu la Médaille des Arts et de la Culture, que lui remit le président Khatami en 2004. Connue dans le monde entier, son travail se retrouve dans de nombreuses expositions dans les plus grands musées, comme au Centre Georges Pompidou à Paris en 2001. Il fut aussi le créateur de nombreux posters de films et apporta sa contribution à l'illustration de très nombreux magazines internationaux.

Par Saed Meshki, membre de l'Alliance Graphique Internationale (AGI), de la Société Iranienne de Graphic Design (IGDS) et membre de l'Institut Culturel Morteza Momayez (Téhéran)



Iran est un pays avec une grande civilisation et une histoire ancienne. Étant donnée sa situation géopolitique, ce pays a connu de nombreux tumultes et bouleversements au fil de son histoire. Les traces de la civilisation urbaine remontent à 6000 ans, et autant de signes du passage du temps sur ce territoire. La littérature et la poésie y occupent une place importante et y ont une grande valeur. Par conséquent, la prospérité de la culture écrite a été beaucoup plus forte que la culture de l'image. Parmi les autres arts, la calligraphie a une place privilégiée et un rapport étroit avec la littérature. Il existe des œuvres uniques de la calligraphie iranienne et les jeunes calligraphes d'aujourd'hui y trouvent un grand intérêt. Le développement de la typographie iranienne, basé sur les socles solides de

la calligraphie, a attiré l'attention des étrangers pour les œuvres graphiques iraniennes.

La civilisation glorieuse de l'Iran n'est comparable à aucune autre des pays du Moyen-Orient. Bien qu'après l'invasion arabe d'il y a 1400 ans la calligraphie iranienne ait subi des changements, son alphabet ressemble actuellement à l'alphabet arabe, mais la langue persane a maintenu son indépendance et a survécu à toutes les pressions. Aucun des autres pays ayant adopté la langue et l'alphabet arabes n'a vu la conception du graphisme gagner autant d'ampleur. La loyauté à sa langue et à sa culture, mais aussi leur exploitation, sont les points de distinction du concept du graphisme en Iran avec celui des pays avoisinants.

Le graphisme en Iran existe depuis plus de 80 ans. Actuellement, c'est la sixième génération de graphistes qui travaille de façon professionnelle. Au cours de ces quinze dernières années, la création de différentes universités spécialisées dans le graphisme a entraîné une croissance de nombre de

VOLUME AND ENVIRONMENT 2

گنج و گستره ۲

نگارخانه سامان ۲ مهره آبان ۱۳۹۶ | بلوار الیزابت ساختمان سامان ۲
 SAMAN GALLERY Oct.17.22.1976 Elizabeth Blvd. Saman blding 2 Tehran IRAN

مهمانان: GUEST ARTISTS
 هانیبال الخاص H. ALKHAAS
 بهزاد حاتم EHTAJM
 محمد صالح علی M.SALEH ALA
 گروه آزاد: INDEPENDENT ARTISTS GROUP

علامه حسین نامی GNAMI
 موقضی مومنی MMOMANEZ
 سیرا ملکیان S. MELKONIAN
 مارگاریت گوریان MARGHERITAN
 مسعودی م. رشیدی M. RAJESHUHI
 عبدالرضا ربیعی ALDIRAEBEYI
 فاطمه زینب لاری F. FAROUM



© Institut Memayez

diplômés de ce domaine, ce qui suscite une concurrence entre eux. Les succès du graphisme iranien au cours de ces dernières années a abouti à sa reconnaissance au niveau international et a attiré beaucoup d'attention, même si ces succès sont plutôt dans le domaine du travail culturel et souvent des affiches.

Ce que l'on dénomme « graphisme moderne iranien » a commencé avec la mise en place de cursus spécifiques dans les universités iraniennes. En 1960, Houshang Kazemi fonda l'Académie des Arts Décoratifs et fut le directeur de la faculté jusqu'en 1976. Dans cette faculté, le cursus des arts d'impression et de graphisme peut être considéré comme la première étape dans l'enseignement du graphisme, d'autant plus que Kazemi était le premier iranien à avoir une licence de graphisme décernée par une institution occidentale. Il exerça sa profession durant quelques années en Europe.

L'objectif de l'Académie des Arts Décoratifs était de former des experts dans le domaine de l'art, mais en vue de son application. Le modèle de l'Académie était l'École nationale supérieure des Arts Décoratifs de Paris. La moitié de ses professeurs étaient français et l'autre moitié avaient été éduqués à l'étranger.

En 1969, Morteza Momayez, membre du corps professoral de l'Université de Téhéran, tenta de créer un département de graphisme indépendant. Mais les oppositions de l'époque et le manque d'enseignants dans ce domaine ont retardé sa mise en place. Cependant, certaines matières du graphisme étaient enseignées d'une manière dispersée dans d'autres cursus.

Mais le lancement complet de ce cursus a duré jusqu'en 1976. Morteza Momayez est sans aucun doute le graphiste le plus influent en Iran et il a réalisé un travail brillant dans toutes les branches du design graphique : conception de logotypes, d'affiches, de couvertures de livres, d'illustrations de magazines et de livres pour enfants et adolescents, d'art scénique et de design de lumière, de design de personnages pour le cinéma et le théâtre. De plus, il était un professeur exceptionnel et a formé de nombreux étu-

dians pendant ses années d'enseignement.

Ses qualités d'enseignant et beaucoup de ses œuvres ont eu une influence sur de nombreux jeunes graphistes, à tel point que pour le graphisme iranien, il y a un avant et un après Morteza Momayez. Il a légitimé la profession de graphiste en Iran et, grâce à ses efforts, il a réussi à la présenter comme une discipline indépendante.

Momayez a lancé la corporation des graphistes et a fondé le magazine « *Neshâne* », le magazine du graphisme en Iran. Il a été le premier membre de l'« IGA ». Pendant des années, les actions et la persévérance de Momayez ont conduit à la création de plusieurs générations de graphistes toutes d'une façon différente sous son influence. Et il est certain qu'avec le progrès de la technologie, chaque génération a son propre engagement en interaction avec le graphisme mondial et les incidents sociaux, politiques et culturels.

En général, le graphisme de l'Iran peut être divisé en quatre périodes. La première est celle de l'avant Révolution islamique, entre 1961 et 1978. La deuxième, c'est la période de la révolution islamique, entre 1978 et 1981. La troisième se situe pendant les années de la guerre Iran-Irak, entre 1981 et 1990. Et la quatrième période s'entend de 1991 jusqu'à aujourd'hui. L'arrivée de l'informatique et des logiciels de conception graphique a révolutionné cette quatrième période. En 1997, avec la transformation de la structure politique en Iran et la grande soif de changements dans toute la société, on observa une croissance inédite des publications et des livres. La croissance économique aidant, les jeunes graphistes de cette époque se sont tournés vers le changement. La typographie a pris une place importante et en utilisant les trésors de la calligraphie iranienne, les concepteurs ont créé des œuvres. La reconnaissance du graphisme iranien au niveau mondial et l'obtention de prix est le résultat d'une reprise des relations avec d'autres pays, de l'organisation des biennales et de la participation des graphistes iraniens aux expositions étrangères, une voie tracée par Morteza Momayez. ■

Traduit du persan par Lili Alouki-Bakhtiari

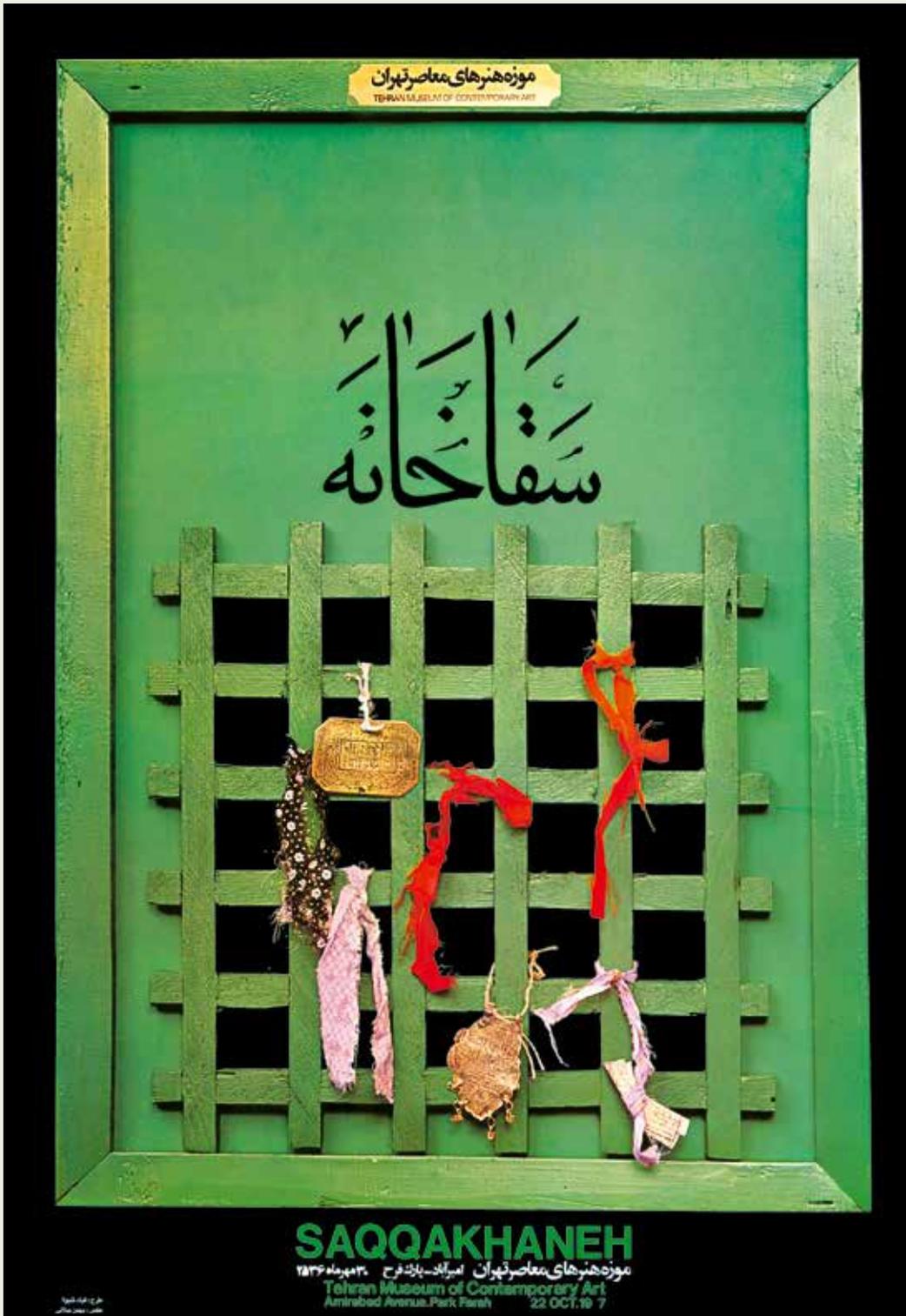


© Institut Momegez



© Institut Momayez

MORTEZA MOMAYEZ





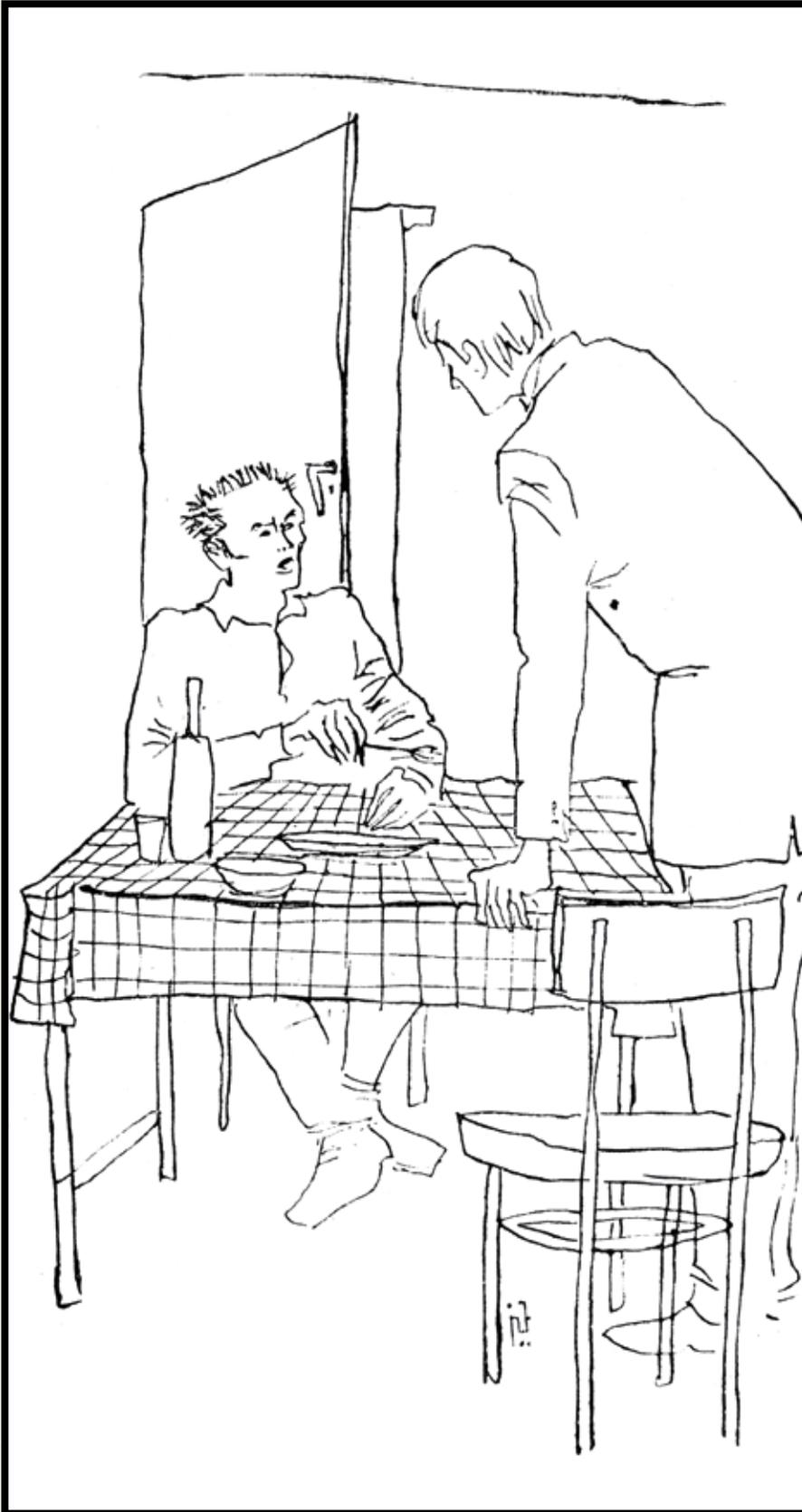
© Institut Momayez



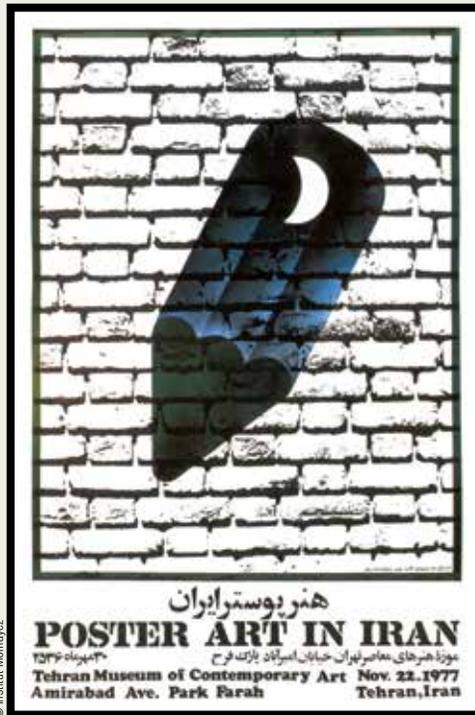
© Institut Momayez



© Institut Momayez



© Institut Momyez



© Institut Momayez



© Institut Momayez

BRIGITTE COLETTE

LE WAGON, DE L'AMITIÉ



Femmes baloutches

© Brigitte Colette

Wagon 5, place 12. Cette place m'est attribuée pour effectuer le parcours en train Bandar Abbas - Téhéran. 20 heures de voyage sont prévues pour couvrir les 1300 kms séparant ces deux villes. Première arrivée dans le compartiment, j'ai le temps de m'installer quand surgissent deux groupes de femmes croulant sous des kilos de bagages. Je n'ai que le temps de me recroqueviller dans mon petit coin contre la vitre pour observer ce va-et-vient incessant de femmes s'agitant dans tous les sens pour exploiter le moindre petit espace et caser tout leur barda. Elles viennent de Kish et de Qeshm, et ont fait le plein de tous ces gadgets bien souvent inutiles qui inondent les marchés. Après de nombreuses négociations, nous voilà donc enfin assises pour partager ce petit moment de vie.

Ily a Fariba, Zahra et sa fille Ensile, et puis Marzie, Farah et Fatemeh, et puis moi la « xaredji » : l'étrangère. Ces femmes sont issues de milieux différents. Les premières habitent Téhéran et vivent dans les quartiers

chics de la capitale. Les autres, d'origine plus modeste, viennent de la campagne (leurs vêtements en témoignent) et rejoignent leur famille dans le nord de l'Iran.

Après une heure de voyage, tout le monde est au diapason. Les thermos de thé sont sortis, on étale le fromage sur du pain, et les innombrables variétés de biscuits crémeux et autres « cochonneries » dont elles se gavent à longueur de journée. Le dialogue se lie rapidement et c'est bien le charme de ce pays : tout le monde s'entraide et partage tout. Il n'est pas question de manger son casse-croûte tout seul dans son coin. Heureusement, je me suis lestée de fruits, concombres, fromage et pain pour contribuer à ce partage. Nous passons l'après midi à siroter du thé, le responsable du wagon nous apporte régulièrement de l'eau chaude. Le temps passe vite, les langues se délient. Elles racontent leur vie, le mariage à 16 ans pour Fariba, les enfants, les tâches ménagères, le manque de liberté...

Dans la soirée, nous franchissons un degré dans la détente. Zahra est originaire de Rasht et semble inta-



© Brigitte Colette

Dans la province du Gilân

rissable sur les blagues de sa région (les histoires belges de chez nous). J'en connais une et « ouf », je parviens à les faire rire ! Nouvelle détente, tous les foulards sont ôtés mais à la moindre alerte (annoncée par le cliquetis des clefs du contrôleur dans le couloir), tout le monde se couvre vite et se découvre tout aussi rapidement quand l'alerte est levée.

Elles ont beaucoup d'humour et après les blagues vient l'heure du chant. Les dos des sacs à main des femmes de la ville se transforment en *tonbak* (tambour iranien), les autres utilisent des boîtes en plastique. Il faut un certain temps pour épuiser tout leur répertoire. Puis chacune tour à tour se met à danser, le centre du compartiment se transforme en une piste de danse, on se tortille dans tous les sens. Évidemment, les décibels baissent quand le danger s'annonce dans le couloir (mais les contrôleurs ne semblent pas être là pour faire respecter l'ordre moral). Les rires, la musique et la danse se poursuivent jusque tard dans la soirée, je les berce aussi de quelques mélodies.

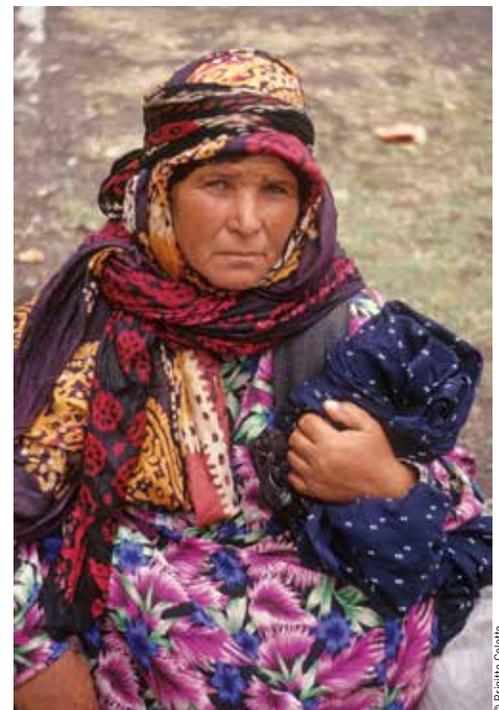
Le matin, je m'échappe de mon wagon *dancing* pour un petit-déjeuner au wagon-restaurant. Je discute du séisme de Bam avec un étudiant. La nouvelle de la journée est la découverte de cette vieille femme de 98 ans retrouvée vivante, et puis j'apprends qu'à Téhéran tous les chanteurs et musiciens se produisent pour recueillir des fonds. Il va falloir être à l'affut car il est toujours difficile de trouver des billets. Tout fonctionne par le bouche à oreille et sans relation on n'obtient rien... Il y aura Alizadeh, Khaltor, Christophe Rezai, et surtout Shajarian. Un grand moment pour les Iraniens car depuis dix ans, celui-ci boude les scènes de son propre pays par opposition au régime. Seule Bam l'a fait sortir de son obstination, et surtout la mort de son meilleur élève, Iraj Bastami, enseveli sous les gravats. Le moment risque d'être fort...

Retour dans mon compartiment : c'est l'effervescence, les voilà toutes complètement déshabillées pour enfiler les vêtements neufs et chauds achetés dans les bazars du Sud du pays. Quand il fait chaud, les

femmes sont quasiment nues sous leurs longs manteaux, de quoi alimenter bien des fantasmes...

Arrivées avec le froid à Téhéran, nous nous séparons. Quelle nuit ! ■

Femme kurde



© Brigitte Colette

PARIS TEHERAN

Le seul newsmagazine qui traite tous les trois mois de l'actualité franco-iranienne et euroméditerranéenne dans tous les domaines.

Bulletin d'abonnement

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Société _____

Activité _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Fax _____

Email _____ @ _____

Si adresse de facturation différente

Société _____

Activité _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Souscription

Oui, je m'abonne pour un an à **PARISTEHERAN** au prix de 40€, frais de port inclus.

Oui, je m'abonne pour deux ans à **PARISTEHERAN** au prix de 75€, frais de port inclus.

ou

Je souhaite recevoir uniquement le numéro _____ au prix de 9,90€ + 4€ de frais de port, soit 13,90€.

Je joins mon règlement

PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE **ALL CONTENTS PRESSE**

VIREMENT BANCAIRE SUR RÉCEPTION DE FACTURE

Coupon à **retourner par courrier**,
accompagné de votre règlement à :
ADRIEN SIMONNOT-LANCIAUX // PARISTEHERAN
All Contents Presse, 23 bis rue de Turin,
75008 Paris, France

Date _____ Signature _____

24e Festival International des Cinémas d'Asie de Vesoul

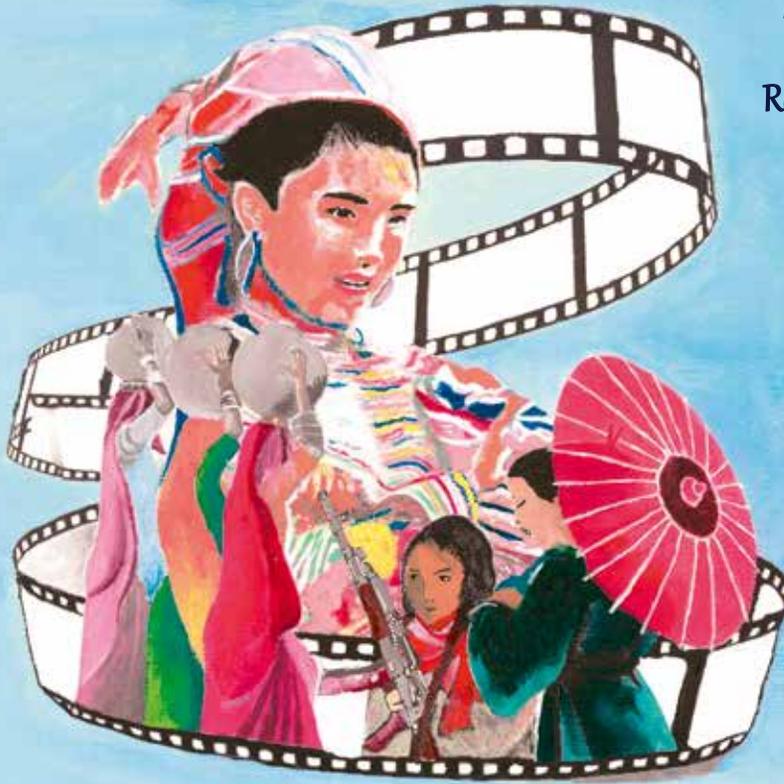
du 30 janvier au 6 février 2018

90 films
inédits ou rares
de toute l'Asie,
du Proche à
l'Extrême-Orient

200 projections non stop
de 9h à minuit

Débats, Rencontres,
Tables rondes,
Animation,
Journée professionnelle,
Journées pédagogiques
Actions de sensibilisation,
Repas cinéphilique,
Publications,
Expositions,
Décentralisation

Cinémas d'Asie



Compétition
fiction et documentaire

Thématique
Paroles de femmes

Regard sur le cinéma
de Mongolie

Hommage à
Mohamad Malas

Hommage à
Wang Xiaoshuai

Jeune public

Japanimation

Avant-premières

Invités d'honneur : Mohamad Malas, Wang Xiaoshuai
6 jurys : International, Netpac, Critique, Langues O', Jeune, Lycéen

Renseignements : FICA - Festival International des Cinémas d'Asie
25 rue du Docteur Doillon 70000 VESOUL - France - +33(0)3 84 76 55 82 - festival.vesoul@wanadoo.fr

Contacts presse : 06 84 84 87 46 - 06 12 94 12 73

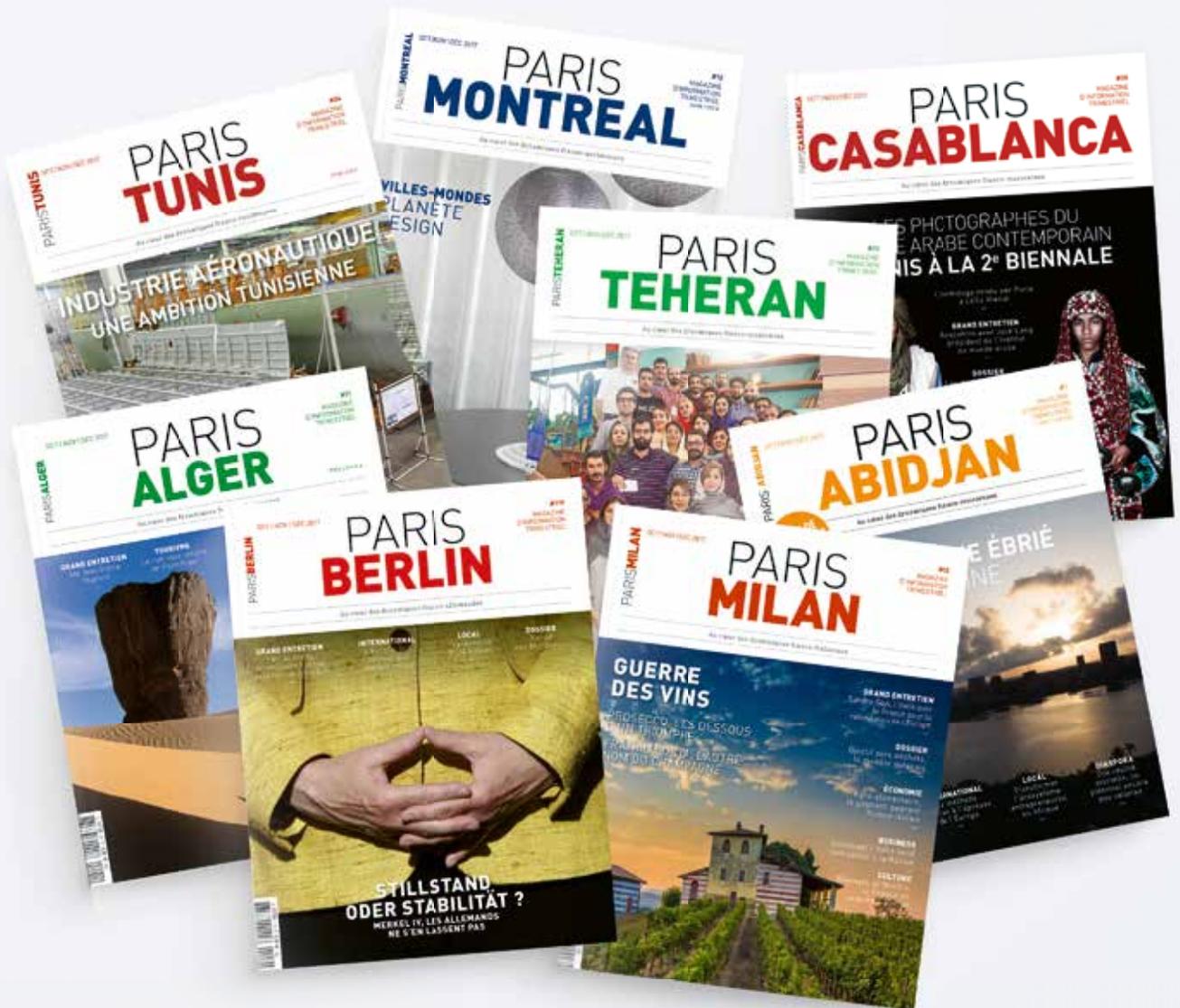
www.cinemas-asie.com

EN PARTENARIAT AVEC

PARIS
TEHERAN

124 PAGES POUR SE **COMPRENDRE**

IDÉES - ÉCONOMIE - CULTURE - SOCIÉTÉ



ALL CONTENTS

THE SMART EDITORIAL AND CORPORATE AGENCY

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter la rédaction : presse@allcontents.com